

CONSEIL COMMUNAL DU 26 JUIN 2017
GEMEENTERAAD VAN 26 JUNI 2017

REGISTRE
REGISTER

Présents	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ;
Aanwezig	Patrick Lenaers, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Jean Laurent, Rik Baeten, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen, Françoise Bertieaux, Bernard de Marcken de Merken, Jean-Luc Robert, André du Bus, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Marie-Louise Servais, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Imad Benarafa, Stéphane Van Vaerenbergh, Farida Tatou, Edoardo Traversa, Caroline Schickel, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Marie-Rose Geuten, Aziz Es, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ;
Verontschuldigd	Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, John Buyani Ilungu, Ahmed M'Rabet, Françoise de Halleux, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 20:15
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

26.06.2017/A/0001 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 29.05.2017 – Approbation**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 29.05.2017 – Goedkeuring

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Contrats de quartiers durables - Duurzaamewijkcontracten

26.06.2017/A/0002 **Pôle ‘Intergénérations’ du Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray –
Présentation par le bureau d’architecture URA.**

Le Conseil communal,

Vu l’approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du Programme du contrat de Quartier Durable (CQD) « Chasse-Gray » en date du 18/12/2014 ;

Vu l’adoption par le Conseil Communal du 04/05/2015 du Programme Intergénérations dans le cadre du CQD ;

Considérant que le pôle ‘Intergénérations’ du Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray peut se résumer comme suit :

- Auderghem 221 : construction d’une crèche de 25 places ainsi que 6 logements et parking,
- Auderghem 219 : démolition de l’ancien théâtre Yvan Baudouin et construction d’une nouvelle salle polyvalente à la place,
- Auderghem 233 (Maison des Enfants) : rénovation d’une maison de maître avec des équipements au rez-de-chaussée et 3 logements aux étages,
- Préau 24 : aménagement d’une ludothèque, munie d’une mezzanine polyvalente, dans l’ancien club de pétanque,
- Interventions extérieures : aménagements paysagers avec connexions en intérieur d’îlot ;

Considérant que le projet en est au stade de la demande de Permis d’Urbanisme et que les travaux devraient débuter fin 2017 ;

Considérant qu’il convient d’informer le Conseil Communal du projet dessiné par le bureau d’architecture URA sur base du Programme adopté par le Conseil Communal du 04/05/2015 ;

Considérant que la présentation consisterait en une présentation de la maquette ‘Intergénérations’ + des visuels préparés par le bureau URA, accompagné de représentants de l’administrations communale ;

DECIDE

d’entendre la présentation du pôle ‘Intergénérations’ du Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray lors de la séance du Conseil Communal du 26/06/17.

Le Conseil prend connaissance.

Le bureau d’architecture URA fait sa présentation du projet et répond aux questions des Conseillers communaux.

Pool “Intergeneraties” van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray - Presentatie door architectenbureau URA.

De gemeenteraad,

gelet op de goedkeuring door de Brussels Hoofdstedelijke Regering van het Programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) “Jacht-Gray” op 18/12/2014;

gelet op de goedkeuring door de gemeenteraad op 04/05/2015 van het Programma Intergeneraties in het kader van het DWC;

overwegende dat de Pool “Intergeneraties” van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray als volgt samengevat kan worden:

- Oudergemlaan 221: bouw van een crèche met 25 plaatsen en 6 woningen en een parking;
- Oudergemlaan 219: afbraak van het voormalige theater Yvan Baudoïn en bouw van een nieuwe polyvalente zaal in de plaats;
- Oudergemlaan 233 (Maison des Enfants): renovatie een herenhuis met voorzieningen op de gelijkvloerse verdieping en 3 woningen op de verdiepingen;
- Pandhoflaan 24: inrichting van een ludotheek met een polyvalente mezzanine in de oude petanqueclub;
- “Tussenkomsten buiten”: landschapsinrichtingen met verbindingen binnen het huizenblok;

overwegende dat het aangewezen is om de gemeenteraad te informeren over het ontwerp dat getekend werd door architectenbureau URA op basis van het Programma dat goedgekeurd werd door de gemeenteraad op 04/05/2015;

overwegende dat de presentatie zou bestaan uit een voorstelling van de maquette “Intergeneraties” + de visuele elementen die voorbereid werden door het bureau URA met vertegenwoordigers van het gemeentebestuur;

BESLIST

te luisteren naar de presentatie van de pool “Intergeneraties” van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray op de gemeenteraadszitting van 26/06/17.

De raad neemt kennis.

Het architectenbureau URA geeft zijn presentatie van het project en beantwoordt de vragen van de gemeenteraadsleden.

Affaires générales - Algemene Zaken

26.06.2017/A/0003 **Convention de mise à disposition d’une parcelle située rue de la gare pour**

L'installation d'un poulailler collectif et modalités de participation au projet 'Poules Urbaines'

Le Conseil communal,

Considérant la recherche de lieux possibles pour la mise en place de plusieurs poulaillers collectifs sur la commune d'Etterbeek avec l'accord de principe du Collège le 11 juin 2015 ;

Considérant la convention ayant pour objet 'terrain situé rue de la Gare entre les n°16 et 22 – Mise à disposition de la Commune' et adoptée au Conseil communal du 24 novembre 2014 (voir convention en annexe), mais dont la parcelle C (voir plan en annexe), n'est pas concernée par cette convention ;

Considérant que cette parcelle C présente une situation idéale pour l'installation d'un poulailler collectif tant par sa taille, sa délimitation par trois murs hauts ainsi que du point de vue de sa localisation proche du domicile des participants ;

Considérant l'accord de principe du Directeur du RHoK (Académie néerlandophone des arts visuels) pour l'utilisation de cet espace, sous réserve d'informer les riverains limitrophes de cet espace, de l'installation d'un poulailler, courrier envoyé et n'ayant reçu aucune plainte en retour ;

Considérant le souhait d'établir une convention d'occupation de l'espace C et des modalités d'utilisation de cet espace ainsi que les engagements de l'organisateur et des participants dans le cadre du projet 'poules urbaines' ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE d'approuver la convention ci-après :

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UNE PARCELLE SITUÉE RUE DE LA GARE POUR L'INSTALLATION D'UN POULLAILLER COLLECTIF ET MODALITÉS DE PARTICIPATION AU PROJET 'POULES URBAINES'

ENTRE :

Le Scholengroep Brussel, propriétaire du terrain, dont le siège est situé à l'avenue des Anciens Combattants, 200, 1140 Bruxelles, représenté par Monsieur Jacky GORIS

Ci-après le « Scholengroep »,
soussigné de première part,

La Commune d'Etterbeek, sise à Etterbeek, Avenue d'Auderghem, 113-117, 1040 Bruxelles, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire Communal, dénommée « commune » au sens de la présente convention (gérance : Service Développement durable - 113 avenue d'Auderghem – 1er étage),
soussignée de deuxième part,

Et Stephan Charles, Lenka Cornerova, YIveta Kantrima, Ennio Mellone, Davide Raffini et Sylvie Ribaille, Shirley Veba
dénommés « participants » au sens de la présente convention, Résidant à 1040

Etterbeek
soussignés de troisième part,

ARTICLE 1 : OBJET DU PROJET 'POULES URBAINES'

Dans le cadre d'un appel à projet lancé par Bruxelles Environnement, la Commune d'Etterbeek sollicite des habitants etterbeekois pour mettre en place un poulailler collectif de quelques poules dans un espace communal ou non. Ce projet pilote a pour but de montrer que le fait d'élever ces animaux omnivores et gourmands peut avoir un impact positif sur la réduction de la quantité de déchets organiques jetés à la poubelle. Le but est également de promouvoir la cohésion sociale au sein de la commune en faisant partager à différentes familles une expérience commune.

La parcelle ainsi que le poulailler peuvent uniquement être utilisés à usage privé pour l'installation de minimum 5 et maximum 10 poules. La parcelle et le poulailler sont mis à disposition dans les objectifs menés au travers du projet « poules urbaines », que la Commune et les participants s'engagent à promouvoir et respecter, à savoir :

- Sensibiliser à la valorisation des déchets organiques (ménagers et déchets verts) et, par extension, au gaspillage alimentaire
- Sensibiliser à l'auto production de nourriture
- Favoriser les rencontres, l'échange et la solidarité entre voisins et habitants de la même commune
- Promouvoir et respecter la nature en ville

Considérant que le droit de participation concerne la bonne gestion du poulailler et des poules, l'accès à une parcelle de terrain (zone C sur le plan ci-annexé), située dans le jardin du RHok, ainsi que la participation aux activités organisées par la commune.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES BIENS MIS A DISPOSITION

L'aire de jeux située sur le terrain cadastré 221S3 (indiqué A sur le plan annexé), est de la propriété du « Scholengroep », dont l'aménagement et l'entretien ont été confiés à la Commune d'Etterbeek par une convention approuvée au Conseil communal du 24 novembre 2014 (voir convention en annexe).

La mise à disposition de la parcelle cadastrée 221T3 (indiqué C sur le plan annexé), fait l'objet de la présente convention.

Considérant qu'il s'agit d'une occupation précaire, la présente autorisation ne tombe pas dans le champ d'application des différentes lois relatives aux baux à loyers, qu'ils soient d'habitation principale, de commerce ou autres reprises au Code Civil.

Considérant que le participant reconnaît par la présente avoir été parfaitement informé de la situation juridique de la parcelle et prendre en occupation celle-ci en connaissance de cause.

Le « Scholengroep » met à disposition de la commune et des participants, à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité aucune, la parcelle C, d'une contenance d'environ 50m². Cette parcelle est donnée en occupation dans l'état où elle se trouve, bien connu de l'occupant, sans garantie de contenance et avec toutes les servitudes actives ou passives. Cette parcelle est accessible via une grille fermée à clé.

L'occupation est donnée à titre gratuit.

La commune met à disposition des participants, à titre gratuit, un poulailler construit en bois de palettes de récupération, disposant d'un système d'ouverture/fermeture automatique, que l'on appelle « portier automatique ». Ce poulailler est mis à disposition dans un état neuf et des accros dus à un usage 'normal' sont tolérés. Si des dégâts plus conséquents devaient apparaître en cause d'une mauvaise gestion de celui-ci, les réparations seront à charge des participants.

ARTICLE 3 : PROPRIETE DES POULES ET RESPONSABILITE CIVILE

La commune met à disposition, à titre gratuit, des poules, vaccinées et en bonne santé, à l'ensemble du groupe de participants signant la convention, qui en deviennent co-responsables dès la conclusion de celle-ci, tout en restant propriété de la Commune.

Les participants sont responsables du dommage que les poules pourraient causer à eux ou à autrui et ne se retourneront pas en justice contre la commune si un incident devait se produire s'il devait se passer quelque chose lorsqu'ils en ont la charge, c'est à dire aux heures auxquelles ils ont accès au poulailler (aux heures d'ouverture du parc). Aux heures de fermeture du parc, la responsabilité engagée est celle de la commune, sauf si l'incident survient du fait d'un participant qui accéderait en dehors des heures d'ouverture du parc.

Les participants ne pourront en aucun cas déplacer les poules en dehors de la zone prévue (parcelle C).

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La commune s'engage à :

- organiser une première rencontre des différentes personnes intéressées de participer à la gestion du poulailler collectif afin de lancer la dynamique ;
- proposer gratuitement aux participants un atelier de fabrication du poulailler adapté au nombre de poules (matériel fourni par la Commune) ;
- mettre à disposition des participants une clé d'accès de la grille d'entrée (de la zone mise à disposition) qui devra être restituée à la commune en cas de cessation des activités par le groupe des participants ;
- transmettre le code d'accès de la zone A via la première grille permettant d'accéder ensuite à la zone C ;
- fournir des poules vaccinées et en bonne santé et assurer leur remplacement s'il s'avère que la cause du décès ou de la perte d'une ou des poules n'incombe pas aux participants;
- enregistrer le poulailler auprès du service Environnement de la commune ;
- aider les participants rencontrant des difficultés dans la gestion de ce projet ou du poulailler en les conseillant et en les redirigeant vers des personnes compétentes en fonction de la nature de leur problème (vers des éleveurs avicoles en cas de décès d'une poule, vers des vétérinaires en cas de maladie, etc) ;
- organiser une rencontre annuelle de coordination et de suivi du projet en présence des participants et organiser des réunions d'évaluation avec eux selon les nécessités ;

- assurer la communication globale du projet via son site internet, sa page facebook communale, son journal communal ou tout autre média et pourra référencer les habitants/ménages participants ;
- organiser des évènements de promotion du projet (journée poulaillers ouverts, ...) et développer des activités de sensibilisation, en collaboration avec les participants, à raison de 3 activités par an au maximum. Ces activités de sensibilisation seront programmées au calendrier en concertation entre les participants et le service Développement durable afin d'assurer une visite optimale du poulailler ;
- fournir, en cas de grippe aviaire, le matériel nécessaire pour permettre le confinement des poules ;
- mettre à disposition de l'eau sur la parcelle ;
- relayer des demandes de nouveaux participants en cas de nécessité.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DES PARTICIPANTS

Pour garantir l'aspect collectif du projet, un minimum de 5 participants/ménages (un représentant pour le ménage) est requis pour la bonne gestion du poulailler.

Les participants s'engagent à :

- s'occuper des poules 'en bon père de famille' et à des fins privées (aucune activité professionnelle autour du poulailler n'est autorisée) ;
- utiliser l'espace mis à disposition uniquement pour la gestion du poulailler collectif ;
- éviter toute nuisance pour le voisinage ;
- participer à la dynamique du groupe et s'investir de manière la plus équitable possible entre tous les participants en ce qui concerne le nourrissage, l'entretien du poulailler, l'achat de graines, les traitements éventuels, etc. ;
- participer aux frais qui incombent au groupe : achat des graines, de litière, etc. ;
- respecter la charte qui a été établie par le groupe et qui sera apposée dans la zone du poulailler ;
- nourrir les poules avec ses déchets organiques (tous restes de repas comestibles, épluchures et restes de fruits et légumes - à l'exception des épluchures de pommes de terre, pelures d'oignons, de céleri, de poireau, peaux de bananes, d'agrumes, de kiwi, fanes de carottes et fruits, légumes et pains moisissés) afin de diminuer la quantité de déchets organiques mis dans sa poubelle ;
- assurer le confinement des poules en cas de nécessité ;
- se rendre au poulailler, dans la mesure du possible, aux heures d'ouverture du parc (de 9h à 18h30 toute l'année et jusque 21h en juin et juillet et 20h en août) ;

Les participants acceptent :

- de participer à une évaluation annuelle et selon les besoins ;
- de témoigner de leur expérience en vue de la promotion de ce projet des poulaillers collectifs (tant à la presse que lors d'activités organisées par le service

Développement durable) ;

ARTICLE 6 : DUREE

L'installation du poulailler collectif sur la parcelle C a pris cours le 13 avril 2016. Les participants s'engagent pour une période de 2 ans renouvelable tacitement.

La mise à disposition de la parcelle C ne pourra en aucun cas dépasser la durée de mise à disposition de la parcelle A, à savoir le 30 novembre 2023 et d'une nouvelle période de 9 ans si renouvellement de la convention.

La rupture de la convention liant le « Scholengroep » et la Commune d'Etterbeek pour la parcelle A entrainera automatiquement la rupture de la présente convention pour la parcelle C.

ARTICLE 7 : CONDITIONS RESOLUTOIRES

Les trois parties peuvent résilier la présente convention à tout moment, sans indemnité aucune, moyennant un préavis.

Le « Sholengroep » peut mettre fin à tout moment à la présente convention en le notifiant par écrit au Collège des bourgmestre et échevins avec un préavis de 3 mois pour permettre à la commune de prévenir les participants et pour relocaliser au mieux le poulailler et les poules.

La commune peut mettre fin à tout moment à cette convention, moyennant un préavis de 3 mois aux participants et pour divers motifs :

- si le groupe n'a plus le nombre requis ;
- si la gestion du poulailler ne s'effectue plus de manière régulière ;
- si le service Développement durable ne peut plus assurer ses engagements vis-à-vis du poulailler pour des raisons budgétaires ou autres ;

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative, réglementaire la concernant ou concernant ses activités, la Commune se trouvait dans l'impossibilité de poursuivre la présente convention. La Commune se chargera de trouver dans ce cas une solution la plus adéquate pour le bien-être des poules et remettra en état et à ses frais la parcelle. La Commune informera par écrit le « Scholengroep » de la rupture de la présente convention.

Le non respect des obligations prévues à la présente convention de la part d'un participant entrainera de plein droit sa résiliation immédiate et sans indemnité, la Commune lui retirant la participation à ce projet de poulailler collectif et la confiant à un autre habitant etterbeekois intéressé. Cette personne ne sera plus autorisée à entrer sur cette parcelle et ne sera plus co-responsable des poules.

Un participant peut se retirer à tout moment du projet, moyennant un préavis d'un mois, et le notifiera par écrit au Collège des bourgmestre et échevins, ce qui le désolidarisera de la présente convention. Les frais éventuels qu'il aurait envers le groupe (achats de nourriture et autre) seront néanmoins dus par le participant envers le

groupe.

En cas de départ d'un participant, la Commune et les participants restants s'engagent à mettre tout en œuvre pour trouver un remplaçant dans les plus brefs délais afin de conserver le nombre de 5 participants/ménages requis pour la bonne gestion du poulailler collectif.

Le nouveau participant s'engage à signer cette convention dès son intégration dans le groupe du poulailler collectif.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS GENERALES

Les participants déchargent expressément la commune de toute responsabilité du chef d'accidents qui se produiraient sur l'espace concédé, ainsi que du chef de vols, brigandage ou vandalisme dont ils pourraient être victimes.

L'accès aux emplacements visés à l'article 4 de tout visiteur, autre que les visiteurs conviés lors d'activités organisées par la Commune, se fera sous la responsabilité des participants.

ARTICLE 9 : ASSURANCE

La responsabilité civile qui pourrait incomber à la Commune d'Etterbeek, à ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions et à ses organes dans l'exercice de leur mandat, du fait de dommages causés à des tiers du fait de la mise à disposition d'un poulailler collectif, est assurée dans le cadre et les limites de la police de responsabilité civile n° 45.203.734.

ARTICLE 10 : ENVIRONNEMENT-URBANISME

La commune déclare respecter en tout temps les prescriptions urbanistiques et environnementales en vigueur.

ARTICLE 11 : CAS NON PREVUS ET RESOLUTION DE LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, ainsi que pour les cas non prévus par la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans un délai de deux mois.

Contact pour la Commune d'Etterbeek
Service Développement Durable : 02/627 27 73
Echevine : Marie-Rose Geuten

Fait en 3 exemplaire à Etterbeek, le 27 Juin 2017 dont chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire (une copie pour chaque participant).

LES SOUSSIGNES DE PREMIERE PART :

Pour le « Scholengroep »

Jacky GORIS
Directeur général Scholengroep

LES SOUSSIGNES DE DEUXIÈME PART :

Par ordonnance, Le bourgmestre,
Le Secrétaire communal

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

LES SOUSSIGNES DE TROISIEME PART :

Les participants,

Stephan Charles

Lenka Cornerova

YIveta Kantrima

Ennio Mellone

Davide Raffini

Sylvie Ribaille

Shirley Veba

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een perceel in de stationstraat voor de plaatsing van een collectief kippenhok en de voorwaarden voor de deelname aan het project “Stadskippen”

De gemeenteraad,

gelet op de zoektocht naar mogelijke plekken in de gemeente Etterbeek waar verschillende collectieve kippenhokken geplaatst kunnen worden met het principeakkoord van het college van 11 juni 2015;

gelet op de overeenkomst met als voorwerp “Grond gelegen aan de Stationstraat tussen nr. 16 en 22 – Terbeschikkingstelling aan de gemeente” die goedgekeurd werd door de gemeenteraad van 24 november 2014 (zie bijgevoegde overeenkomst), waarvan perceel C (zie plattegrond in bijlage) echter geen deel uitmaakt;

overwegende dat perceel C ideaal gelegen is om er een collectief kippenhok te plaatsen zowel door zijn omvang als door zijn afbakening door drie hoge muren alsook vanuit het standpunt van zijn ligging nabij de woonplaats van de deelnemers;

gelet op het principeakkoord van de directeur van het RHoK (Nederlandstalige academie voor beeldende kunsten) voor het gebruik van die ruimte op voorwaarde dat de buurtbewoners die er vlakbij wonen op de hoogte gebracht worden met een brief en dat er hierover geen klachten ontvangen worden;

gelet op de wens om een overeenkomst te sluiten voor de bezetting van ruimte C en de gebruiksmodaliteiten ervan alsook voor de verbintenissen van de gemeente en de deelnemers in het kader van het project “stadskippen”;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

OVEREENKOMST VOOR DE TERBESCHIKKINGSTELLING VAN EEN PERCEEL IN DE STATIONSTRAAT VOOR DE PLAATSING VAN EEN COLLECTIEF KIPPENHOK EN DE VOORWAARDEN VOOR DE DEELNAME AAN HET PROJECT “STADSKIPPEN”

TUSSEN:

de Scholengroep Brussel, eigenaar van het terrein, waarvan de hoofdzetel gelegen is op de Oud-Strijderslaan 200 in 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Jacky GORIS,

hierna genoemd de “Scholengroep”,
de eerste overeenkomstsluitende partij,

de gemeente Etterbeek, gelegen in Etterbeek, Oudergemlaan 113-117, 1040 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en de heer Christian DEBATHY, gemeentesecretaris, in de zin van onderhavige overeenkomst “de gemeente” genoemd (beheer: dienst Duurzame Ontwikkeling – Oudergemlaan 113 – 1e verdieping),

de tweede overeenkomstsluitende partij,

en Stephan Charles, Lenka Cornerova, Yveta Kantrima, Ennio Mellone, Davide Raffini en Sylvie Ribaille, in de zin van onderhavige overeenkomst de “deelnemers” genoemd, woonachtig in 1040 Etterbeek,

de derde overeenkomstsluitende partij

ARTIKEL 1: VOORWERP VAN HET PROJECT “STADSKIPPEN”

In het kader van een projectoproep van Leefmilieu Brussel roept de gemeente Etterbeek haar inwoners op om een kippenhok met enkele kippen te plaatsen in een al dan niet gemeentelijke ruimte. Met dit proefproject wil de gemeente tonen dat het houden van die gulzige alleseters positief kan bijdragen tot het verminderen van de hoeveelheid organisch afval dat in de vuilnisbak belandt. Het doel is ook om de sociale cohesie in de gemeente te bevorderen door verschillende families samen een ervaring te laten beleven.

Het perceel en het kippenhok kunnen enkel voor privédoeleinden gebruikt worden voor de plaatsing van minimaal vijf en maximaal tien kippen. Het perceel en het kippenhok worden ter beschikking gesteld in het kader van de doelstellingen van het project “stadskippen”. De gemeente en de deelnemers verbinden zich ertoe om die doelstellingen te promoten en te respecteren, namelijk:

- bewustmaken van de valorisatie van organisch afval (huishoudelijk en groen afval) en bij uitbreiding van voedselverspilling;
- bewustmaken van de eigen productie van voedsel;
- ontmoetingen, uitwisselingen en solidariteit tussen burens en inwoners van dezelfde gemeente bevorderen;
- de natuur in de stad promoten en respecteren;

Overwegende dat het deelnamerecht betrekking heeft op het goede beheer van het kippenhok en de kippen, de toegang tot een perceel (zone C op de bijgevoegde plattegrond), gelegen in de tuin van het RHoK, alsook op de deelname aan de activiteiten die georganiseerd worden door de gemeente.

ARTIKEL 2: BESCHRIJVING VAN DE TER BESCHIKKING GESTELDE GOEDEREN

Het speelterrein gelegen op het terrein met kadaster 221S3 (met A aangeduid op de bijgevoegde plattegrond) is eigendom van de Scholengroep. De inrichting en het onderhoud ervan worden toevertrouwd aan de gemeente Etterbeek met een overeenkomst die goedgekeurd werd door de gemeenteraad van 24 november 2014 (zie bijgevoegde overeenkomst).

De terbeschikkingstelling van het perceel met kadaster 221T3 (met C aangeduid op de bijgevoegde plattegrond) maakt het voorwerp uit van onderhavige overeenkomst.

Aangezien het gaat om een preciaire bezetting, valt onderhavige toelating buiten het toepassingsgebied van verschillende wetten in verband met huurcontracten, of het nu gaat om een hoofdwoning, handelszaak of andere uit het burgerlijk wetboek.

Overwegende dat de deelnemer met onderhavige overeenkomst erkent dat hij perfect geïnformeerd werd over de juridische situatie van het perceel en het met kennis van zaken in gebruik zal nemen.

De Scholengroep stelt, zonder enige vergoeding, tijdelijk en steeds herroepbaar, het perceel C met een oppervlakte van ongeveer 50 m² ter beschikking van de gemeente en de deelnemers. Dit perceel wordt ter beschikking gesteld in de staat waarin het zich bevindt en die door de bezetter gekend is, zonder garantie van de oppervlakte en met alle actieve of passieve erfdienstbaarheden. Dit perceel is toegankelijk via een poort die op slot kan. De bezetting wordt gratis verleend.

De gemeente stelt de deelnemers gratis een kippenhok ter beschikking dat gebouwd is met houten gerecycleerde paletten en dat beschikt over een automatisch open/sluitsysteem, dat “automatische portier” genoemd wordt. Dit kippenhok wordt ter beschikking gesteld in nieuwe staat en kleine beschadigingen die te wijten zijn aan “normaal” gebruik worden getolereerd. Als er grotere schade zou zijn wegens slecht beheer van het kippenhok, dan zijn de herstellingen ten laste van de deelnemers.

ARTIKEL 3: EIGENDOM VAN DE KIPPEN EN BURGERLIJKE AANSPRAKELIJKHEID

De gemeente stelt gratis gevaccineerde kippen die in goede gezondheid zijn ter beschikking van alle deelnemers die de overeenkomst ondertekenen. Zij worden medeverantwoordelijk voor de kippen, zodra de overeenkomst gesloten wordt, maar de kippen blijven eigendom van de gemeente.

De deelnemers zijn verantwoordelijk voor de schade die de kippen aan hen of aan derden zouden kunnen veroorzaken en zullen de gemeente niet voor het gerecht dagen als er iets zou gebeuren wanneer zij de verantwoordelijkheid hebben, dat wil zeggen tijdens de uren waarop zij toegang hebben tot het kippenhok (tijdens de openingsuren van het park). Wanneer het park gesloten is, is de gemeente verantwoordelijk behalve als het incident zich voordoet ten gevolge van een deelnemer die het park buiten de openingsuren zou betreden.

De deelnemers mogen de kippen in geen geval buiten de voorziene zone (perceel C) verplaatsen.

ARTIKEL 4: VERBINTENISSEN VAN DE GEMEENTE

De gemeente verbindt zich ertoe:

- een eerste ontmoeting te organiseren met de verschillende personen die geïnteresseerd zijn om deel te nemen aan het beheer van het collectieve kippenhok om op die manier de dynamiek op te starten;
- voor de deelnemers een gratis workshop te organiseren om een kippenhok te bouwen dat afgestemd is op het aantal kippen (materiaal geleverd door de gemeente);
- de deelnemers een sleutel ter beschikking te stellen van de toegangspoort (van de zone die ter beschikking gesteld wordt). Die sleutel moet terugbezorgd worden aan de gemeente wanneer de groep deelnemers de activiteiten stopzet;
- gevaccineerde kippen die in goede gezondheid zijn te leveren en ze te vervangen als blijkt dat de doodsoorzaak of de oorzaak van het verlies van de kippen niet bij de deelnemers ligt;
- het kippenhok te registreren bij de dienst Leefmilieu van de gemeente;
- de deelnemers die moeilijkheden ondervinden bij het beheer van dit project of van het kippenhok te helpen door hen tips te geven en hen door te verwijzen naar bekwame personen in functie van de aard van hun probleem (naar pluimveekwekers in geval van overlijden van een kip, naar dierenartsen in geval van ziekte, enz.);
- een jaarlijkse ontmoeting te organiseren voor de coördinatie en de opvolging van het project in aanwezigheid van de bezetters en evaluatiebijeenkomsten te organiseren met de deelnemers naargelang de behoeften;
- de algemene communicatie van het project te verzekeren via haar website, de gemeentelijke Facebookpagina, haar gemeenteblad of andere media. Zij mag hierbij de deelnemende inwoners/gezinnen vernoemen;
- evenementen te organiseren ter promotie van het project (opendeurdag van het kippenhok) en bewustmakingsacties te ontwikkelen in samenwerking met de deelnemers en dit maximaal drie keer per jaar. Die bewustmakingsacties worden gepland in overleg met de deelnemers en de dienst Duurzame Ontwikkeling om

een optimaal bezoek aan het kippenhok te garanderen;

- in geval van vogelgriep het nodige materiaal te leveren om de kippen te kunnen ophokken;
- water ter beschikking te stellen op het perceel;
- vragen van nieuwe deelnemers te beantwoorden als dat nodig is.

ARTIKEL 5: VERBINTENISSEN VAN DE DEELNEMERS

Om het collectieve aspect van het project te verzekeren is er een minimumaantal van vijf deelnemers/gezinnen (een vertegenwoordiger voor het gezin) vereist voor het goede beheer van het kippenhok.

De deelnemers verbinden zich ertoe:

- de kippen te verzorgen als een “goede huisvader” en met privédoeleinden (er is geen enkele beroepsactiviteit toegelaten rond het kippenhok);
- de ruimte die ter beschikking gesteld wordt enkel te gebruiken voor het beheer van het collectieve kippenhok;
- overlast voor de omwonenden te vermijden;
- deel te nemen aan de groepsdynamiek en zich zo billijk mogelijk in te zetten met de andere deelnemers voor wat betreft het voederen, het onderhoud van het kippenhok, de aankoop van graan, de eventuele behandelingen, enz.;
- te delen in de kosten van de groep: aankoop van graan, stro;
- het charter te respecteren dat opgesteld werd door de groep en dat opgehangen zal worden in de zone van het kippenhok;
- de kippen te voederen met zijn organisch afval (alle maaltijdresteren, schillen en overschotten van groenten en fruit – met uitzondering van schillen van aardappelen, uien, selderij, prei, bananen, citrusvruchten en kiwi’s, wortelloof en beschimmelde groenten, fruit en brood) om de hoeveelheid organisch afval dat hij in de vuilnisbak gooit te verkleinen;
- het ophokken van de kippen te verzekeren als dat nodig is;
- in de mate van het mogelijke naar het kippenhok te gaan tijdens de openingsuren van het park (van 9 u. tot 18.30 u. gedurende het hele jaar, tot 21 u. in juni en juli en tot 20 u. in augustus);

De deelnemers gaan ermee akkoord:

- deel te nemen aan een jaarlijkse evaluatie naargelang de behoeften;
- over hun ervaring te getuigen om het project van de collectieve kippenhokken te promoten (zowel in de pers als tijdens activiteiten die georganiseerd worden door de dienst Duurzame Ontwikkeling);

ARTIKEL 6: DUUR

De plaatsing van het collectieve kippenhok op perceel C heeft aanvang genomen op 13 april 2016. De deelnemers verbinden zich voor een periode van twee jaar die stilzwijgend verlengd kan worden.

De terbeschikkingstelling van perceel C kan in geen geval de duur van de terbeschikkingstelling van perceel A, namelijk 30 november 2023, en van een nieuwe periode van 9 jaar in geval van verlenging van de overeenkomst overschrijden.

De verbreking van de overeenkomst die de Scholengroep en de gemeente Etterbeek verbindt voor perceel A zal automatisch de verbreking van onderhavige overeenkomst voor perceel C tot gevolg hebben.

ARTIKEL 7: ONTBINDEnde VOORWAARDEN

De drie partijen kunnen onderhavige overeenkomst op elk moment ontbinden zonder enige vergoeding en onder beding van een opzegtermijn.

De Scholengroep kan onderhavige overeenkomst op elk moment beëindigen door het college van burgemeester en schepenen schriftelijk op de hoogte te brengen onder beding van een opzegtermijn van drie maanden zodat de gemeente de deelnemers kan waarschuwen en het kippenhok en de kippen kan verplaatsen.

De gemeente kan deze overeenkomst op elk moment beëindigen onder beding van een opzegtermijn van drie maanden voor de deelnemers en dat om verschillende redenen:

- als de groep niet meer het vereiste aantal heeft;
- als het kippenhok niet regelmatig beheerd wordt;
- als de dienst Duurzame Ontwikkeling zijn verbintenissen tegenover het kippenhok niet langer kan nakomen wegens budgettaire of andere redenen;

Onderhavige overeenkomst zal bovendien automatisch en van rechtswege ontbonden worden ingeval de gemeente in de onmogelijkheid zou zijn om onderhavige overeenkomst voort te zetten, in het bijzonder ten gevolge van een wets- of reglementswijziging die betrekking heeft op haar of op haar activiteiten. De gemeente zal in dat geval de oplossing zoeken die het best afgestemd is op het welzijn van de kippen en zal het perceel op haar kosten herstellen. De gemeente zal de Scholengroep schriftelijk op de hoogte brengen van de verbreking van onderhavige overeenkomst.

De niet-laving van de verplichtingen uit onderhavige overeenkomst door een deelnemer zal van rechtswege de onmiddellijke verbreking zonder vergoeding tot gevolg hebben. De gemeente zal hem de deelname aan het project van het collectieve kippenhok ontnemen en die toevertrouwen aan een andere geïnteresseerde inwoner van Etterbeek. De betrokken persoon zal geen toestemming meer hebben om het perceel te betreden en zal niet langer medeverantwoordelijk zijn voor de kippen.

Een deelnemer kan zich op elk moment terugtrekken uit het project onder beding van een opzegtermijn van één maand en zal het college van burgemeester en schepenen hiervan schriftelijk op de hoogte brengen, waardoor hij niet meer gebonden is aan onderhavige overeenkomst. De eventuele kosten die hij bij de groep heeft (aankoop van voeding en andere) is de deelnemer echter verschuldigd aan de groep.

In geval van vertrek van een deelnemer verbinden de gemeente en de overgebleven deelnemers zich ertoe om alles in het werk te stellen om zo snel mogelijk een vervanger te vinden om het aantal van vijf deelnemers/gezinnen dat vereist is voor het goede

beheer van het collectieve kippenhok te behouden.

De nieuwe deelnemer verbindt zich ertoe deze overeenkomst te ondertekenen zodra hij deel uitmaakt van de groep van het collectieve kippenhok.

ARTIKEL 8: ALGEMENE BEPALINGEN

De deelnemers ontslaan de eigenaar uitdrukkelijk van elke verantwoordelijkheid bij ongelukken die zich zouden voordoen op de in gebruik gegeven ruimte evenals bij diefstal of vandalisme waarvan ze het slachtoffer zouden kunnen zijn.

De toegang tot de locatie bedoeld in artikel 4 gebeurt voor alle bezoekers anderen dan de bezoekers uitgenodigd tijdens activiteiten die georganiseerd worden door de gemeente op verantwoordelijkheid van de deelnemers.

ARTIKEL 9: VERZEKERING

De burgerlijke aansprakelijkheid die zou kunnen neerkomen op de gemeente Etterbeek, op haar beambten in de uitoefening van hun functies of op haar organen in de uitoefening van hun mandaat ten gevolge van schade veroorzaakt aan derden wegens de terbeschikkingstelling van een collectief kippenhok wordt verzekerd in het kader en binnen de grenzen van de polis voor burgerlijke aansprakelijkheid met nummer 45.203.734.

ARTIKEL 10: LEEFMILIEU – STEDENBOUW

De gemeente verklaart dat hij de geldende stedenbouwkundige en milieuvoorschriften te allen tijde zal naleven.

ARTIKEL 11: NIET VOORZIENE GEVALLEN EN OPLOSSING VAN GESCHILLEN

In geval van betwistingen, geschillen of andere onenigheden over de interpretatie of de uitvoering van onderhavige overeenkomst alsook voor de gevallen die niet voorzien zijn in onderhavige overeenkomst zullen de partijen zich inspannen om tot een regeling in der minne te komen via een minnelijke schikking en dat binnen twee maanden.

Contact voor de gemeente Etterbeek
Dienst Duurzame Ontwikkeling: 02 627 27 73
Schepen: Marie-Rose Geuten

Opgemaakt in drie exemplaren in Etterbeek op 27 juni 2017 waarbij elke partij erkent een exemplaar ontvangen te hebben (een copie voor elke part
DE ONDERGETEKENDEN ENERZIJDS :

Voor de « Scholengroep »

Jacky GORIS
Algemeen Directeur Scholengroep

DE ONDERGETEKENDEN ANDERZIJDS (1) :

In opdracht, De burgemeester,
De gemeentesecretaris,

DE ONDERGETEKENDEN ANDERZIJD (2) :

De deelnemers,

Stephan Charles

Lenka Cornerova

YIveta Kantrima

Ennio Mellone

Davide Raffini

Sylvie Ribaille

Shirley Veba

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Plan jardin du RHOK.pdf

26.06.2017/A/0004 **Réseau de télédistribution – Vente – Approbation - Retrait de la délibération du Conseil communal du 27 juin 2016 – Nouvelle décision.**

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Kabeltelevisienet – Verkoop – Goedkeuring – Intrekking van de beraadslaging van 27 juni 2016 – Nieuwe beslissing.

Het punt wordt van de agenda gehaald.

26.06.2017/A/0005 **Caméras de surveillance – Gestion – Convention entre la zone de police et la commune d'Etterbeek**

Le conseil communal,

Vu l'article 117 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de

surveillance;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement de données à caractère personnel ;

Vu les avis favorables du conseil communal émis aux séances du 31/05/2010 et du 23/05/2016 pour l'installation de caméras de surveillance au sens de la loi du 21/03/2007;

Considérant que dans le but d'une plus grande efficacité, la possibilité de visionner les images prises par les caméras, l'enregistrement et l'effacement des images se fera par la zone de police dans les locaux de la zone de police de Montgomery, qui, dans les faits, sous-traite le traitement des images prises par les caméras de surveillance dans les lieux ouverts au sens de la loi du 21/03/2007;

Vu l'article 16 § 1,1° et 2° de la loi relative à la protection de la vie privée du 8/12/1992 à l'égard de traitement de données à caractère personnel, stipulant que le responsable de traitement, à savoir la commune, doit veiller à ce que le sous-traitant apporte des garanties suffisantes au regard des mesures de sécurité techniques et d'organisation relative au traitement et doit veiller au respect de ces mesures notamment par la stipulation de mentions contractuelles;

DECIDE

- de confier à la zone de police Montgomery la gestion des équipements liés au couplage des caméras existantes au système de la zone de police ; la gestion porte notamment sur le hardware, software, la résolution des pannes, le suivi de la maintenance;
- de confier à la zone de police Montgomery la gestion des nouvelles caméras et leurs connexions au backbone de la zone de police ;
- de confier à la zone de police Montgomery la sous-traitance du traitement des images prises par les caméras de surveillance dans les lieux ouverts au sens de la loi du 21/03/2007;
- d'approuver la convention entre la Commune de Etterbeek et la Zone de police Montgomery reprise ci-après.

CONVENTION

ENTRE: La commune d'Etterbeek située avenue d'Auderghem n°115 à 1040 Bruxelles, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal.

Ci- dessous dénommée : « la commune»,

ET: La zone de Police 5343 Montgomery située chaussée Saint-Pierre n°122 à 1040 Etterbeek, représentée par Monsieur Benoît CEREXHE, Président du Collège de police et Monsieur Michael JONNIAUX , Chef de Corps;

Ci-dessous dénommée : «la zone de police»,

PREAMBULE

Considérant que des caméras de surveillance sont placées sur le territoire de la

commune conformément à la loi du 21/03/2007;

Considérant que la zone de police est propriétaire de l'infrastructure, dénommée 'le backbone', permettant la transmission des images provenant des caméras, à partir des points de concentration locaux jusqu'au dispatching de la police, avenue de la Force Aérienne, 1, 1040 Etterbeek;

Considérant que la zone de police est propriétaire du système de gestion des images provenant des caméras;

Considérant que la commune est propriétaire des caméras dont la gestion des images sera assurée par la zone de police;

Considérant que la commune est propriétaire des connexions entre les caméras et le backbone de la zone de police;

Considérant que par délibération du Collège de Police du 31.03.2017, la zone de police a marqué son accord pour devenir le responsable du traitement de données à caractère personnel au sens de la loi du 8/12/1992 relative à la protection de la vie privée et de la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Considérant dès lors que, contrairement à ce qui avait été prévu dans les conventions du 07/05/2012 et du 27/06/2016, la commune n'est plus le responsable du traitement et la zone de police son sous-traitant au sens des lois précitées ;

Considérant dès lors que la possibilité de visionner les images prises par les caméras, l'enregistrement et l'effacement des images se fera par la zone de police dans ses locaux.

Vu les conventions du 07/05/2012 et du 27/06/2016 entre la commune et la Zone de Police fixant les modalités de gestion et d'utilisation du système de surveillance par caméras dans les lieux publics ouverts ;

Considérant l'ampleur des modifications à apporter aux les conventions du 07/05/2012 et du 27/06/2016 compte tenu du fait que la commune n'est plus le responsable du traitement et la zone de police son sous-traitant ;

Considérant la nécessité d'adopter une nouvelle convention qui remplace et abroge les conventions du 07/05/2012 et du 27/06/2016 ;

II EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1- OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les relations entre les parties concernant les caméras installées sur le territoire de la commune destinées à surveiller les lieux publics ouverts (tout lieu non délimité par une enceinte et accessible librement au public) dont la gestion est confiée à la zone de police Montgomery.

Les lieux concernés sont les suivants :

Secteur Baucq/Haerne

Secteur Ponthier/Henry
Secteur Parc Fontenay sous Bois
Secteur Place du Roi Vainqueur
Secteur Rue Général Henry, 134
Secteur Avenue de l'Armée / Thieffry
Secteur Chasse 1 (Wavre/Pirmez)
Secteur Chasse 2 (Wavre/Champs)
Secteur Chasse 3 (Auderghem/Chasse)
Secteur St-Antoine

Article 2- OBLIGATIONS DE LA ZONE DE POLICE

2.1 Transport des images

La zone de police assure le transport des images des caméras communales dirigées sur la voie publique reprises sous l'article 1, à partir du point de concentration (backbone) jusqu'au dispatching de la zone de police situé à 1040 Bruxelles, avenue de la Force Aérienne, 1.

2.2 Gestion du système

§1. Si nécessaire, la zone de police effectuera les démarches auprès de l'IBPT (Institut Belge des Services Postaux et Télécommunications), relatives à l'utilisation des fréquences licenciées utilisées dans le cadre du transport des images sur le backbone et en supportera les frais.

§2. La zone prendra en charge les travaux portant sur les raccordements électriques des équipements du backbone et prendra en charge les frais de consommations électriques du matériel installé sur les toits des immeubles.

§3. Les points de concentration composant le backbone sur la commune sont les suivants :

- Maison communale, avenue d'Auderghem, 115
- Foyer Etterbeekois, rue Général Henry, 138
- Bâtiment de la police intégrée, avenue de la Force Aérienne, 3
- Sofitel, place Jourdan, 1
- ING Cours Saint-Michel, 60
- BNP PARIBA FORTIS , avenue d'Auderghem, 350

2.3 Gestion et visualisation des images

§ 1er La zone de police s'engage à remplir toutes les obligations liées à sa qualité de responsable du traitement au sens de la loi du 8/12/1992 relative à la protection de la vie privée et de la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

§ 2 Ainsi, la zone de police s'engage notamment à effectuer la déclaration auprès de la commission de la protection de la vie privée.

§ 3 La zone de police s'engage également à installer les pictogrammes conformément

aux prescriptions de l'arrêté royal du 10 février 2008 (MB 21/02/2008).

§4. La zone de police acquiert l'équipement nécessaire à la gestion, visualisation et conservation des données (durée 1 mois) qui sera installé à l'antenne de police Etterbeek. Les frais de consommation électrique liés à ce dispositif seront supportés par la zone de police.

§5. La zone de police s'engage à visualiser les images et dispenser la formation prévue pour le personnel appelé à visionner des images de caméras dans le respect de l'arrêté royal du 9 mars 2014 désignant les catégories de personnes habilitées à visionner en temps réel les images des caméras de surveillance installées dans des lieux ouverts, et déterminant les conditions auxquelles ces personnes doivent satisfaire

§6. La gestion de l'entière du système est confiée à la zone de police qui adaptera son infrastructure lors des évolutions futures.

2.4 Utilisation des images

§1 La zone de police s'engage à permettre l'accès aux images filmées dans les délais de conservation de 1 mois à toute personne filmée qui aurait introduit une demande motivée, datée et signée auprès de celle-ci et ce, conformément aux articles 10 et suivants de la loi du 8 décembre 1992.

§2 La zone de police s'engage à :

- s'assurer que la caméra n'est pas dirigée vers un lieu qu'elle ne traite pas elle-même sauf accord exprès du responsable du traitement pour le lieu en question;
- s'assurer que le visionnage d'images en temps réel ne sera effectué que sous le contrôle des autorités compétentes et dans le but de permettre aux services de police d'intervenir immédiatement en cas d'infraction, de dommage ou d'atteinte à l'ordre public et de guider ces services au mieux dans leur intervention;
- s'assurer que l'enregistrement n'est permis que dans le but de réunir des preuves de faits constitutifs d'infraction de dommage, de nuisance ou d'atteinte à l'ordre public et de guider au mieux les services de police dans leur intervention;
- effacer dans le mois, les images qui ne contribuent pas à faire la preuve de faits constitutifs d'infraction, de dommage, de nuisance ou d'atteinte à l'ordre public et de guider au mieux les services de police dans leur intervention;
- veiller à ce que les caméras ne puissent fournir des images qui portent atteinte à l'intimité d'une personne, ni viser à recueillir des informations relatives aux opinions philosophiques, religieuses, politiques ou syndicales, à l'origine ethnique ou sociale, à la vie sexuelle ou à l'état de santé.

§3 La zone de police s'engage à sécuriser les locaux techniques du backbone et le dispatching au moyen d'alarme, de badge d'accès et/ou de vidéo-surveillance ainsi que de limiter les personnes ayant accès aux locaux.

2.5 Maintenance

§1. La zone de police informe la commune qu'un contrat de maintenance est prévu dans le marché conjoint couvrant la maintenance préventive du système et le nettoyage des caméras deux fois par an, la maintenance corrective (en ce compris la résolution

des pannes) du système avec SLA.

§2. Le contrat de maintenance prend cours à la réception provisoire de l'installation.

§3. Les frais de maintenance liés à la première année sont à charge de l'adjudicataire.

Article 3 -OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

3.1. La commune assumera la maintenance de ses équipements à partir de la première année qui suit la réception provisoire et informe la zone de police dans les meilleurs délais de toute survenance d'une panne.

3.2. La commune assure à ses frais les caméras.

3.3. La commune étant propriétaire des caméras et ses connexions au backbone de la zone de police, elle prend en charge l'exécution des travaux et les frais de raccordements électriques à effectuer entre le branchement électrique et le lieu d'implantation de la caméra (voir article 1).

3.4. La commune prend à sa charge les coûts de consommation électrique liés à la caméra, ses accessoires et connexion au backbone, et ce pour chaque site repris à l'article 1.

Article 4- RESPONSABILITE

Il est convenu qu'en cas de manquement aux obligations reprises à l'article 2, la zone de police s'engage à garantir la commune d'Etterbeek de toute action devant la juridiction civile, répressive ou administrative intentée par un tiers sur la base dudit manquement.

La présente convention remplace et abroge la convention du 27/06/2016.

La présente est établie leà Etterbeek en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Pour la zone de Police,

Pour la commune d'Etterbeek

M. JONNIAUX,
DE WOLF

B. CEREXHE

Christian DEBATY

Vincent

Chef de corps

Président

Secrétaire communal

Bourgmestre

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Bewakingscamera's – Beheer – Overeenkomst tussen de politiezone en de gemeente Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op artikel 117 en 135 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's;

gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

gelet op de gunstige adviezen van de gemeenteraad in de zittingen van 31/05/2010 en 23/05/2016 voor de installatie van bewakingscamera's binnen de grenzen van de wet van 21/03/2007;

overwegende dat met het oog op een betere efficiëntie de mogelijkheid om de beelden te bekijken die door de camera's werden genomen, de opname en het wissen van de beelden door de politiezone zal gebeuren in de lokalen van de politiezone Montgomery die, in feite, de verwerking van de beelden die door de bewakingscamera's in niet-besloten plaatsen binnen de grenzen van de wet van 21/03/2007 in onderaanneming uitvoert;

gelet op artikel 16 § 1,1° en 2° van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens dat bepaalt dat de verantwoordelijke voor de verwerking, namelijk de gemeente, erop moet toezien dat de onderaannemer genoeg garanties verschaft met betrekking tot de technische en organisatorische veiligheidsmaatregelen aangaande de verwerking en moet waken over het naleven van deze maatregelen, meer bepaald door ze vast te leggen in contractuele bepalingen;

BESLIST

- aan de politiezone Montgomery het beheer toe te vertrouwen van de uitrusting voor de koppeling van de bestaande camera's aan het systeem van de politiezone; het beheer betreft de hardware, software, het verhelpen van pannes, de opvolging van het onderhoud;
- aan de politiezone Montgomery het beheer toe te vertrouwen van de nieuwe camera's en hun aansluitingen op de backbone van de politiezone;
- aan de politiezone Montgomery de onderaanneming van het verwerken van de beelden die genomen worden door de bewakingscamera's op niet-besloten plaatsen binnen de grenzen van de wet van 21 maart 2007 toe te vertrouwen;
- de overeenkomst hieronder tussen de gemeente Etterbeek en de politiezone Montgomery goed te keuren.

OVEREENKOMST

TUSSEN: De gemeente Etterbeek, Oudergemlaan 115 in 1040 Brussel, vertegenwoordigd door dhr. Vincent DE WOLF, burgemeester en dhr. Christian DEBATHY, gemeentesecretaris;
Hierna vermeld als: « de gemeente »,

EN: De politiezone 5343 Montgomery, Sint-Pieterssteenweg 122 te 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Benoît CEREXHE, Voorzitter van het Politiecollege, en de heer Michaël JONNIAUX, korpschef,
Hierna vermeld als: « de politiezone »,

INLEIDING

Overwegende dat er in overeenstemming met de wet van 21/03/2007 bewakingscamera's op het grondgebied van de gemeente geplaatst zijn;

Overwegende dat de politiezone eigenaar is van de infrastructuur, ook wel 'backbone' genoemd, die de overdracht toelaat van de beelden van de camera's vanuit plaatselijke verzamelpunten naar de centrale van de politie in de Luchtmachtlaan 1 te 1040 Etterbeek;

Overwegende dat dat de politiezone de eigenaar is van het beheersysteem van de beelden die van de camera's afkomstig zijn;

Overwegende dat dat de gemeente de eigenaar is van de camera's waarvan het beeldbeheer verzekerd zal worden door de politiezone;

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van de verbindingen tussen de camera's en de backbone van de politiezone;

Overwegende dat, door de beraadslaging van het Politiecollege van 31/03/2017, de politiezone zich bereid verklaard heeft om verantwoordelijk te worden voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van de wet van 08/12/1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer en van de wet van 21/03/2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's;

Overwegende vandaar dat in tegenstelling tot wat er voorzien werd in de overeenkomsten van 07/05/2012 en van 27/06/2016 de gemeente niet meer de verantwoordelijke voor de verwerking is en de politiezone niet meer haar opdrachtnemer in de zin van voormelde wetten;

Overwegende bijgevolg dat de mogelijkheid om de beelden die door de camera's werden genomen te bekijken, de opname ervan en het wissen door de politiezone zal gebeuren in de lokalen van de politiezone;

Gelet op de overeenkomsten van 07/05/2012 en van 27/06/2016 tussen de gemeente en de Politiezone en die de beheers- en gebruiksmodaliteiten van het videobewakingssysteem in de niet-besloten plaatsen bepaalt;

Gelet op de schaal van de wijzigingen die moeten worden aangebracht aan voormelde overeenkomsten van 07/05/2012 en van 27/06/2016 rekening houdend met het feit dat de gemeente niet meer de verantwoordelijke voor de verwerking is en de politiezone niet meer haar opdrachtnemer;

Gelet op de noodzaak om een nieuwe overeenkomst goed te keuren die voormelde overeenkomsten van 07/05/2012 en van 27/06/2016 vervangt en opheft;

WORDT ER HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN

Artikel 1 - DOEL

Onderhavige overeenkomst heeft als doel de relaties tussen de partijen te verduidelijken in verband met de camera's die op het grondgebied van de gemeente geïnstalleerd zijn en die bestemd zijn voor het bewaken van niet-besloten plaatsen (elke niet-afgebakende en voor het publiek toegankelijke ruimte) waarvan het beheer aan de

politiezone wordt toevertrouwd;

De betrokken plaatsen zijn de volgende:

sector Baucq/Haerne
sector Ponthier/Henry
sector Park van Fontenay-sous-Bois
sector Koning Overwinnaarplein
sector Generaal Henrystraat 134
sector Legerlaan / Thieffry
sector Jacht 1 (Waver/Pirmez)
sector Jacht 2 (Waver/Veld)
sector Jacht 3 (Oudergem/Jacht)
sector Sint-Antoon

Artikel 2 - VERPLICHTINGEN VAN DE POLITIEZONE

2.1 Verzenden van de beelden

De politiezone verzekert het verzenden van de beelden van de onder artikel 1 opgenomen gemeentecamera's die op de openbare weg gericht zijn, vanaf het concentratiepunt (backbone) tot aan de centrale van de politiezone gelegen te 1040 Brussel, Luchtmachtlaan 1.

2.2 Beheer van het systeem

§1. Indien nodig zal de politiezone bij het BIPT (Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie) de nodige stappen ondernemen in verband met het gebruik van de frequenties met een vergunning die gebruikt worden in het kader van het verzenden van beelden via de backbone en zal de kosten hiervoor dragen

§2. De politiezone staat in voor de werken in verband met de elektrische aansluitingen van de uitrusting van de backbone en neemt de kosten op zich van het elektrisch verbruik van het materiaal dat op de daken van de gebouwen geïnstalleerd is.

§3. De verzamelpunten die de backbone in de gemeente vormen, zijn de volgende:

- gemeentehuis, Oudergemlaan 115
- Etterbeekse Haard, Generaal Henrystraat 138
- gebouw van de geïntegreerde politie, Luchtmachtlaan 3
- Sofitel, Jourdanplein 1
- ING, Sint-Michielswarande 60
- BNP PARISBAS FORTIS, Oudergemlaan 350

2.3 Beheer en bekijken van de beelden

§1. De politiezone verbindt zich ertoe om alle verplichtingen na te komen verbonden aan haar hoedanigheid als verantwoordelijke voor de verwerking van

persoonsgegevens in de zin van de wet van 08/12/1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer en van de wet van 21/03/2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's;

§2. Zo verbindt de politiezone zich er meer bepaald toe aangifte te doen bij de Commissie ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

§3. De politiezone verbindt zich ertoe om pictogrammen te plaatsen in overeenstemming met de voorschriften van het Koninklijk Besluit van 10 februari 2008 (BS 21/02/2008).

§4. De politiezone schaft de nodige uitrusting aan voor het beheer, de screening en het bewaren van de gegevens (duur : 1 maand) dat in de politieantenne van Etterbeek zal gebeuren. De kosten voor het elektriciteitsverbruik van deze inrichting zullen gedragen worden door de politiezone.

§5. De politiezone verbindt zich ertoe de beelden te screenen en de voorziene opleiding te geven aan het personeel dat de camerabeelden moet bekijken in overeenstemming met het koninklijk besluit van 9 maart 2014 tot aanwijzing van de categorieën van personen die bevoegd zijn om in real time de beelden te bekijken van de bewakingscamera's die in niet-besloten plaatsen geïnstalleerd zijn, en tot bepaling van de voorwaarden waaraan deze personen moeten voldoen.

§6. Het beheer van heel het systeem wordt toevertrouwd aan de politiezone die haar infrastructuur aan de toekomstige evolutie zal aanpassen.

2.4 Gebruik van de beelden

§1. De politiezone verbindt zich ertoe om de toegang tot de beelden die binnen de bewaartermijn van één maand werden gefilmd, toe te staan aan iedere persoon die gefilmd werd en die hiervoor een gedagtekende en ondertekende, gemotiveerde aanvraag bij haar zou hebben ingediend en dit in overeenstemming met artikel 10 en volgende van de wet van 8 december 1992.

§2. De politiezone verbindt zich ertoe om:

- zich ervan te verzekeren dat de camera niet op een plek gericht wordt die ze niet zelf behandelt, behalve bij uitdrukkelijke toestemming van de verantwoordelijke voor de verwerking voor de plek in kwestie;
- zich ervan te verzekeren dat het screenen van beelden in real time enkel zal gebeuren onder toezicht van de bevoegde overheid opdat de politiediensten onmiddellijk kunnen ingrijpen bij misdrijf, schade of verstoring van de openbare orde en deze diensten in hun optreden optimaal aangestuurd kunnen worden;
- zich ervan te verzekeren dat het opnemen van deze beelden enkel is toegestaan om bewijzen te verzamelen van feiten die een misdrijf vormen of schade, overlast of verstoring van de openbare orde opleveren en om de politiediensten beter te kunnen aansturen tijdens hun interventie;
- binnen de maanden de beelden te wissen die niet bijdragen tot het bewijzen van feiten die een misdrijf vormen of schade, overlast of verstoring van de openbare orde opleveren en kunnen dienen om de politiediensten beter te

kunnen te kunnen aansturen tijdens hun interventie;

- er op toe te zien dat de camera's geen beelden kunnen opleveren die de intimiteit van een persoon schenden, noch gericht zijn op het inwinnen van informatie over de filosofische, religieuze, politieke of syndicale gezindheid, de etnische of sociale origine, het seksuele leven of de gezondheidstoestand.

§3. De politiezone verbindt zich ertoe om de technische lokalen van de backbone en de centrale te beveiligen door middel van een alarmsysteem, een toegangsbadge en/of videobewaking en ook om het aantal personen te beperken dat toegang heeft tot deze lokalen.

2.5 Onderhoud

§1. De politiezone brengt de gemeente ervan op de hoogte dat er een onderhoudscontract voorzien is in de gemeenschappelijke aanbesteding die het preventief onderhoud van het systeem en het tweemaal per jaar poetsen van de camera's, het probleemoplossend onderhoud (met inbegrip van het oplossen van de pannes) van het systeem met een SLA behelst.

§2. Het onderhoudscontract begint te lopen vanaf de voorlopige oplevering van de installatie.

§3. De kosten voor het onderhoud van het eerste jaar zijn voor de opdrachtnemer.

Artikel 3 - VERPLICHTINGEN VAN DE GEMEENTE

3.1. De gemeente zal vanaf het eerste jaar volgend op de voorlopige oplevering instaan voor het onderhoud van haar uitrusting en zal de politiezone zo snel mogelijk op de hoogte brengen van iedere vorm van panne.

3.2. De gemeente verzekert de camera's op haar eigen kosten.

3.3. Aangezien de gemeente eigenaar is van de camera's en van de verbindingen met de backbone van de politiezone neemt ze alle kosten en werken voor de elektrische aansluiting tussen de elektriciteitsaftakking en de plaats waar de camera geïnstalleerd zal worden, voor haar rekening (zie artikel 1).

3.4. De gemeente neemt de kosten van het elektrisch verbruik verbonden aan de camera's, hun accessoires en hun verbinding met de backbone voor haar rekening en dit voor elke site vermeld in artikel 1.

Artikel 4 - VERANTWOORDELIJKHEID

Er wordt overeengekomen dat bij het niet nakomen van de verplichtingen opgenomen in artikel 2, de politiezone zich ertoe verbindt om de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe te vrijwaren van iedere rechtsvordering voor de civiele, strafrechtelijke of administratieve rechtbank ingesteld door een derde op basis van voormeld verzuim.

Onderhavige overeenkomst vervangt de overeenkomst van 26/06/2012 en haar aanhangsels.

Deze overeenkomst werd opgesteld op te in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor de Politiezone,

Voor de gemeente Etterbeek,

M. JONNIAUX,
WOLF

B. CEREXHE

C. DEBATY

V. DE

Korpschef
Burgemeester

Voorzitter

Gemeentesecretaris

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Caméas version définitive +amendements.pdf, Projet Convention caméra + annexe.pdf

Patrick Lenaers quitte la séance / verlaat de zitting.

Contrats de quartiers durables - Duurzaamewijkcontracten

26.06.2017/A/0006 **Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray - Microprojets « La Coutur-Ette », « Un Tremplin pour la Vie Active », « Clean Day et Fête de Lancement du Quartier Durable Citoyen Babbett' », « Jardinières », « Straatfeest op woensdag 24 mei 2017 », « Cuisinema / Kitchen Cinema Festival », « Workshop Flowerstickman op het groot wijkfeest van het DWC », « L'Orangerie fait son Cirque », « Habille mon Rond-Point » : signature d'Accords avec la commune d'Etterbeek**

Le Conseil communal,

Vu l'approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » en date du 18/12/2014 ;

Considérant le projet socioéconomique « appel à microprojets » repris dans le Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » (fiche-projet 5.5) ;

Vu le règlement d'octroi de subsides à des microprojets dans le cadre du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray », adopté par le Conseil communal du 02/03/2015, et plus particulièrement son article 37 :

Article 37. Après approbation de la candidature, éventuellement assortie de conditions, le porteur de projet signe un Accord avec la commune d'Etterbeek.

Considérant que le Comité de Sélection « Microprojets » s'est réuni le 09 mai 2017 et a transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins ses recommandations en ce qui concerne les candidatures de microprojets examinées ;

Considérant la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18/05/2017 de sélectionner les microprojets suivants (voir documents ci-joints pour plus de détails) :

Nom du projet	Porteur du projet	Subside accordé (€)	Résultat de la sélection
La Coutur-Ette	asbl ALT	2500	Sélection avec conditions spécifiques
Un Tremplin pour la Vie Active	Mme. Louise Marie Mallong-Beck	1700	Sélection avec conditions spécifiques
Clean Day et Fête de Lancement du Quartier Durable Citoyen Babbett'	Mr. Pierre Bourguignon	2320	Sélection avec conditions spécifiques
Jardinières	Mr. Jérôme Cancan	1400	Sélection avec conditions spécifiques
Straatfeest op woensdag 24 mei 2017	vzw Buurtwerk Chambéry	550	Sélection avec conditions spécifiques
Cuisinema / Kitchen Cinema Festival	Gemeenschapscentrum De Maalbeek	2500	Sélection avec conditions spécifiques
Workshop Flowerstickman op het groot wijkfeest van het DWC	vzw HoedGekruid	300	Sélection avec conditions spécifiques
L'Orangerie fait son Cirque	Mme Audrey Petit	603,81	Sélection avec conditions spécifiques
Habillement mon Rond-Point	asbl Le Pivotal	2500	Sélection avec conditions spécifiques
TOTAUX		14.374	

Considérant que les crédits disponibles pour accorder ces subsides sont de maximum 80.000 euros entre 2015 et 2018, dont 33.531,51 euros encore disponibles pour 2017 (y compris la modification budgétaire prévue en juin 2017 portant sur un report de 24.330,51 euros non dépensés en 2015-2016), sur l'article budgétaire 930205 « CQD - Appel à (micro-)projets » ;

DECIDE

de passer un Accord avec les microprojets « La Coutur-Ette », « Un Tremplin pour la Vie Active », « Clean Day et Fête de Lancement du Quartier Durable Citoyen Babbett' », « Jardinières », « Straatfeest op woensdag 24 mei 2017 », « Cuisinema / Kitchen Cinema Festival », « Workshop Flowerstickman op het groot wijkfeest van het DWC », « L'Orangerie fait son Cirque » et « Habillement mon Rond-Point » (voir documents ci-joints).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Microprojecten “La Coutur-Ette”, “Un Tremplin pour la Vie Active”, “Clean Day et Fête de Lancement du Quartier

Durable CitoyenBabbett”, “Jardinières”, “Straatfeest op woensdag 24 mei 2017”, “Cuisinema / Kitchen Cinema Festival”, “Workshop Flowerstickman op het groot wijkfeest van het DWC”, “L’Orangerie fait sonCirque”, “Habillemon Rond-Point”:
ondertekening van akkoorden met de gemeente Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op de goedkeuring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van het programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” op 18/12/2014;

overwegende het socio-economische project “oproep tot (micro)projecten” opgenomen in het programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” (projectfiche 5.5);

gelet op het reglement voor de toekenning van subsidies aan (micro)projecten in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray”, goedgekeurd door de gemeenteraad van 02/03/2015, en in het bijzonder artikel 37:

Artikel 37. Na goedkeuring van de kandidatuur, eventueel onder voorwaarden, ondertekent de projectdrager een overeenkomst met de gemeente Etterbeek.

overwegende dat het selectiecomité “Microprojecten” op 9 mei 2017 bijeengekomen is en zijn aanbevelingen in verband met de onderzochte kandidaturen voor microprojecten doorgegeven heeft aan het college van burgemeester en schepenen;

overwegende de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 18/05/2017 om de volgende microprojecten te selecteren (zie bijgevoegde documenten voor meer details):

Naam van het project	Project- drager	Toegekende subsidie (€)	Resultaat van de selectie
La Coutur-Ette	vzw ALT	2.500	Selectie met specifieke voorwaarden
Un Tremplin pour la Vie Active	mevr. Louise Marie Mallong-Beck	1.700	Selectie met specifieke voorwaarden
Clean Day et Fête de Lancement du Quartier Durable CitoyenBabbett’	dhr. Pierre Bourguignon	2.320	Selectie met specifieke voorwaarden
Jardinières	dhr. Jérôme Cancan	1.400	Selectie met specifieke voorwaarden
Straatfeest op woensdag 24 mei 2017	vzw Buurtwerk Chambéry	550	Selectie met specifieke voorwaarden
Cuisinema / Kitchen Cinema Festival	Gemeenschapscentrum De Maalbeek	2.500	Selectie met specifieke voorwaarden

Workshop Flowerstickman op het groot wijkfeest van het DWC	vzw HoedGekruid	300	Selectie met specifieke voorwaarden
L'Orangerie fait sonCirque	mevr. Audrey Petit	603,81	Selectie met specifieke voorwaarden
Habillemon Rond-Point	vzw Le Pivot	2.500	Selectie met specifieke voorwaarden
TOTAAL		14.374	

overwegende dat de beschikbare kredieten om deze subsidies toe te kennen maximaal 80.000 euro bedragen tussen 2015 en 2018, waarvan nog 33.531,51 euro beschikbaar is voor 2017 (met inbegrip van de budgetwijziging die voorzien is in juni 2017 en betrekking heeft op een overdracht van een bedrag van 24.330,51 euro dat niet uitgegeven werd in 2015-2016), op begrotingsartikel 930205 “DWC – Oproep tot (micro)projecten”;

BESLIST

om een akkoord te sluiten met de microprojecten “La Coutur-Ette”, “Un Tremplin pour la Vie Active”, “Clean Day et Fête de Lancement du Quartier Durable CitoyenBabbett”, “Jardinières”, “Straatfeest op woensdag 24 mei 2017”, “Cuisinema / Kitchen Cinema Festival”, “Workshop Flowerstickman op het groot wijkfeest van het DWC”, “L'Orangerie fait sonCirque”, “Habillemon Rond-Point” (zie bijgevoegde documenten).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27 annexes / 27 bijlagen

MP8 090517 Orangerie Fait son Cirque complement Petit - formulaire.odt, MP2 090517 Tremplin Vie Active Beck - formulaire.pdf, Projet accord projet jardinières.docx, MP3 090517 Clean Day Babbett Bourguignon annexe itineraire.docx, MP5 090517 Straatfeest van de burens Chambéry - formulaire.pdf, MP7 090517 Flowerstickman Hoedgekruid - signature.pdf, Projet accord Beck.docx, MP7 090517 Flowerstickman Hoedgekruid - formulaire.pdf, MP4 090517 Jardinieres Cancan - formulaire.docx, Projet accord ALT.docx, Projet accord clean day.docx, MP8 090517 Orangerie Fait son Cirque complement Petit - annexe Debrief post-animation.pdf, MP9 090517 Habille mon rond Point Pivot - formulaire.docx, Projet accord pivot.docx, MP1 090517 La Coutur-ette ALT - formulaire.pdf, MP3 090517 Clean Day Babbett Bourguignon - formulaire.docx, Projet accord microprojet L'orangerie fait son cirque complement.docx, MP4 090517 Jardinieres Cancan - signature.pdf, MP3 090517 Clean Day Babbett Bourguignon annexe Compagnie Bonimenteurs.pdf, MP9 090517 Habille mon rond Point Pivot - annexe affiche.jpg, MP9 090517 Habille mon rond Point Pivot - annexe appel artistes.pdf, MP6 090517 Cuisinema de Maalbeek - formulaire.pdf, Projet accord microprojet flowerstickman.docx, Projet accord microprojet straatfeest.docx, MP9 090517 Habille mon rond Point Pivot - annexe Convention.pdf, Projet accord microprojet maalbeek.docx, MP3 090517 Clean Day Babbett Bourguignon annexe faux journalistes.pdf

26.06.2017/A/0007 **Occupation précaire de l'Orangerie et du Parc Hap par Mme. Audrey Petit pour des activités de cirque du 29/06/2017 au 18/07/2017 (occupation effective et ouverture au public du lieu du 01/07/2017 au 16/07/2017).**

Le Conseil communal,

Vu les modalités de gestion des occupations de l'Orangerie du parc Hap et de ses annexes par le service du Contrat de Quartier Durable, adoptées par le Conseil communal du 17/10/2016 ;

Considérant la demande de Mme Audrey Petit d'occuper l'Orangerie et le Parc Hap pour des activités de cirque du 29/06/2017 au 18/07/2017 (occupation effective et ouverture au public du lieu du 01/07/2017 au 16/07/2017) ;

Considérant que ces activités consisteraient en :

- des ateliers cirque et loisirs créatifs le premier week-end (01-02/07/17),
- un stage pluridisciplinaire (cirque et loisirs créatifs) pour enfants la première semaine (03-07/07/17),
- des ateliers cirque et loisirs créatifs le deuxième week-end (08-09/07/17),
- des ateliers cirque et loisirs créatifs libres la deuxième semaine, avec présence parentale obligatoire (10-14/07/17),
- des ateliers cirque et loisirs créatifs le dernier week-end (15-16/07/17),
- de courtes performances artistiques (spectacles) avec initiation au cirque pour tous les dimanches (2, 9 et 16/09) ;

Considérant que toutes ces activités se dérouleront sous la responsabilité et la supervision de Mme Petit qui sera présente en permanence, accompagnée ou non d'animateurs et de professionnels spécialisés selon le cas ;

Considérant que ces activités seraient similaires à celles de l'événement organisé par Mme. Audrey Petit le 15 Avril 2017, qui fut un succès (voir ci-joint) ;

Considérant que cette demande rencontre les objectifs du CQD « Chasse-Gray », dans la mesure où il s'agit d'une activité destinée prioritairement aux habitants du quartier, avec une attention particulière pour les moins favorisés (en collaboration avec le CPAS notamment) ;

Considérant la note coordonnée des services communaux (ci-jointe) ;

Considérant que les occupations précaires de Mme Petit et de Tandem Café-Vélo ne se chevauchent pas ;

Considérant que la cellule Full-Contact du service Contact Plus et d'autres services

communaux pourraient accompagner Mme. Petit dans la préparation et la tenue de l'activité :

- coordination avec certains partenaires locaux,
- états des lieux,
- ... ;

Considérant que l'activité se déroulera pendant les horaires d'ouverture du parc Hap ;

DECIDE

d'autoriser à titre gratuit et sous conditions l'occupation précaire de l'Orangerie et du Parc Hap par Mme. Audrey Petit pour des activités de cirque du 29/06/2017 au 18/07/2017 (occupation effective et ouverture au public du lieu du 01/07/2017 au 16/07/2017) – voir convention d'occupation précaire ci-jointe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Tijdelijke bezetting van de Oranjerie en het Happark door mevr. Audrey Petit voor circusactiviteiten van 29/06/2017 tot 18/07/2017 (daadwerkelijke bezetting en opening voor het publiek van 01/07/2017 tot 16/07/2017).

De gemeenteraad,

gelet op de voorwaarden voor het beheer van de bezettingen van de Oranjerie van het Happark en haar bijgebouwen door de dienst van het Duurzaam Wijkcontract, goedgekeurd door de gemeenteraad van 17/10/2016;

gelet op de vraag van mevr. Audrey Petit om de Oranjerie en het Happark te bezetten voor circusactiviteiten van 29/06/2017 tot 18/07/2017 (daadwerkelijke bezetting en opening voor het publiek van 01/07/2017 tot 16/07/2017);

overwegende dat deze activiteiten zouden bestaan uit:

- circusworkshops en creatieve bezigheden tijdens het eerste weekend (01-02/07/2017),
- een multidisciplinaire stage (circus en creatieve bezigheden) voor kinderen tijdens de eerste week (03-07/07/17),
- circusworkshops en creatieve bezigheden tijdens het tweede weekend (08-09/07/17),
- circusworkshops en creatieve bezigheden tijdens het tweede weekend met verplichte aanwezigheid van de ouders (10-14/07/17),
- circusworkshops en creatieve bezigheden tijdens het laatste weekend (15-16/07/17),
- korte artistieke performances (voorstellingen) met circusinitiatie voor iedereen op zondag (2, 9 en 16/09);

overwegende dat al die activiteiten zullen plaatsvinden op verantwoordelijkheid en onder toezicht van mevr. Petit, die permanent aanwezig zal zijn, al dan niet vergezeld door animatoren en gespecialiseerde professionals naargelang het geval;

overwegende dat het zou gaan om gelijkaardige activiteiten als de activiteiten die door mevr. Audrey Petit georganiseerd werden op 15 april 2017 en een groot succes waren (zie bijlage);

overwegende dat deze vraag beantwoordt aan de doelstellingen van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” voor zover het gaat om een activiteit die in de eerste plaats bedoeld is voor de inwoners van de wijk, met bijzondere aandacht voor de meest kansarme groepen (in het bijzonder in samenwerking met het OCMW);

gelet op de gecoördineerde nota van de gemeentediensten (bijlage);

overwegende dat de tijdelijke bezettingen van mevr. Petit en Tandem Café-Vélo elkaar niet overlappen;

overwegende dat de afdeling Full-Contact van de dienst Contact Plus en andere gemeentediensten mevr. Petit zouden kunnen begeleiden bij de voorbereiding en de organisatie van de activiteit:

- coördinatie met bepaalde lokale partners,
- plaatsbeschrijving,
- ...;

overwegende dat de activiteit zal plaatsvinden tijdens de openingsuren van het Happark;

BESLIST

om gratis en onder voorwaarden toestemming te geven voor de tijdelijke bezetting van de Oranjerie van het Happark door mevr. Audrey Petit voor circusactiviteiten van 29/06/2017 tot 18/07/2017 (daadwerkelijke bezetting en opening voor het publiek van 01/07/2017 tot 16/07/2017) - zie bijgevoegde tijdelijke bezettingsovereenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

MP8 090517 Orangerie Fait son Cirque complement Petit - annexe Debrief post-animation.pdf, Occupation Orangerie Petit-cirque ete 2017 conditions specifiques.docx, Convention occupation preciaire Orangerie Audrey Petit Cirque du 290617 au 180717.pdf

Le Conseil communal,

Vu l'approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » en date du 18/12/2014 ;

Considérant le projet socioéconomique « appel à microprojets » repris dans le Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » (fiche-projet 5.5) ;

Vu le règlement d'octroi de subsides à des microprojets dans le cadre du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray », adopté par le Conseil communal du 02/03/2015 ;

Vu l'Accord passé entre l'asbl KROMA et la Commune d'Etterbeek au sujet du microprojet « Inter-Musique » (Conseil du 17/10/16), et plus particulièrement son article 2 qui stipule que :

« Des modifications du présent accord ou de ses annexes sont possibles d'un commun accord entre la Commune et le porteur de projet ; elles devront faire l'objet d'un avenant à cet accord » ;

Considérant la demande du porteur de projet (asbl KROMA) de prolonger la durée du microprojet « Inter-Musique » et d'en modifier le contenu ;

Considérant que ces demandes de modifications font du sens, dans la mesure où :

- le microprojet « Inter-Musique », visant à réaliser une fresque intergénérationnelle, était resté dormant jusqu'à présent,
- la réalisation d'une fresque éphémère, réalisée avec les élèves de l'école Farandole-Marronniers, sur des cartons posés au sol de la future ludothèque du CQD (Préau 24), à l'occasion de la fête du CQD du 23/09/17, constitue une opportunité de réactiver le microprojet ;

Considérant que toutes les autres dispositions de l'Accord, dont le budget, ainsi que les conditions spécifiques de l'article 4, restent d'application ;

DECIDE

d'autoriser la prolongation du microprojet « Inter-Musique » jusqu'au 30/10/17 et d'en modifier le contenu conformément à l'avenant ci-joint.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Aanhangsel bij het microproject “Inter-Musique”

De gemeenteraad,

gelet op de goedkeuring door de Brussels Hoofdstedelijke Regering van het Programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) “Jacht-Gray” op 18/12/2014;

gelet op het socio-economische project “oproep tot microprojecten” opgenomen in het

Programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” (projectfiche 5.5);

gelet op het reglement voor de toekenning van subsidies aan microprojecten in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray”, goedgekeurd door de gemeenteraad van 02/03/2015;

gelet op het akkoord tussen de vzw KROMA en de gemeente Etterbeek in verband met het microproject “Inter-Musique” (gemeenteraad van 17/10/16) en in het bijzonder artikel 2, dat bepaalt dat:

“Wijzigingen aan dit akkoord of aan de bijlagen zijn mogelijk in onderling overleg tussen de gemeente en de projectdrager; die wijzigingen zullen het voorwerp moeten uitmaken van een aanhangsel bij dit akkoord”;

gelet op de vraag van de projectdrager (vzw KROMA) om de duur van het microproject “Inter-Musique” te verlengen en de inhoud ervan te wijzigen;

overwegende dat die vragen tot wijziging relevant zijn voor zover:

- het microproject “Inter-Musique”, dat tot doel heeft een intergenerationele muurschildering te maken, tot nu toe slapend was;
- de verwezenlijking van een vergankelijke muurschildering, die gemaakt wordt met de leerlingen van de school Farandole-Marronniers op karton op de vloer van de toekomstige ludotheek van het DWC (Pandhoflaan 24) ter gelegenheid van het feest van het DWC op 23/09/17, een opportuniteit is om het microproject opnieuw leven in te blazen;

overwegende dat alle andere bepalingen van het akkoord, waaronder het budget en de specifieke voorwaarden uit artikel 4, van toepassing blijven;

BESLIST

om toestemming te geven voor de verlenging van het microproject “Inter-Musique” tot en met 30/10/2017 en de inhoud ervan te wijzigen in overeenstemming met het bijgevoegde aanhangsel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Avenant microprojet Inter-Musique KROMA juin 2017.docx

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

26.06.2017/A/0009 **Personnel communal– Arrêté organique pour le personnel technique – Annexe I – Cadres du personnel – 2. Personnel technique - Création d'un emploi d'architecte.**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Revu plus particulièrement l'annexe I, cadre du personnel technique ;

Considérant, au niveau plus particulièrement du personnel technique, l'augmentation du nombre de projets requérant l'intervention d'architectes ;

Considérant qu'il serait judicieux de créer un emploi supplémentaire d'architecte à temps plein afin de renforcer le service de l'aménagement du territoire ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement du 04/05/2017 ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

De modifier, tel que repris en annexe :

- l'annexe I de l'arrêté organique pour le personnel technique – Cadres du personnel – Cadre statutaire du personnel technique – Niveau A architecte.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au Service du Personnel.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Gemeentepersoneel – Organiek besluit voor het technisch personeel – Bijlage I – De personeelsformaties – 2. Technisch personeel - Schepping van een betrekking van architect.

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

Herzien, meer in het bijzonder, bijlage I, kader van het technisch personeel ;

Overwegende, meer bijzonder, op niveau van het technisch personeel, de verhoging van het aantal projecten die de tussenkomst van architecten vereisen ;

Overwegende dat het verstandig zou zijn om een bijkomende voltijdse functie van architect te scheppen om de dienst ruimtelijke ordening te vervolledigen ;

Overwegende dat het ontwerp van onderhavige beraadslaging goedgekeurd werd door het Begeleidingscomité van 04/05/2017 ;

Overwegende dat er over het onderwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakorganisaties waarvan het protocol in de bijlage opgenomen werd ;

Gelet op artikels 100, 117 et 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

te wijzigen, zoals vermeld in de bijlage :

- bijlage I van het organiek besluit van het technisch personeel – De personeelsformaties – Statutair kader van het technisch personeel – Niveau A – architect.

Afschrift van deze beraadslaging zal verzonden worden naar de minister-president van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeenteontvanger en de personeelsdienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

bijlage wijziging technisch kader gemeenteraad 26.06.2017.pdf, annexe modif cadre technique conseil 26.06.2017 fr.pdf, Protocole.pdf

26.06.2017/A/0010 **Personnel - personnel de la régie foncière – Cadre – Modification - Transformation d'un emploi de secrétaire technique en un emploi d'architecte**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Revu la délibération du Conseil communal du 26/10/2015 (réf. : 26/10/2015/A/0007)

modifiant le cadre de la Régie foncière, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 22/06/2016 (réf : 2939412353) ;

Considérant, au niveau plus particulièrement du personnel technique, l'augmentation du nombre de projets requérant l'intervention de techniciens de niveau A ;

Considérant les difficultés de recruter des candidats au poste de secrétaire technique ;

Considérant qu'il serait judicieux de modifier le cadre du personnel technique par la transformation de l'emploi de secrétaire technique en un emploi d'architecte afin d'augmenter les possibilités de recrutement et de mieux correspondre aux besoins de ce département et garantir une qualité optimale des services rendus à la population etterbeekoise ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement du 04/05/2017 ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

d'adopter la modification suivante du cadre de la régie foncière :

Personnel technique - Ancien cadre :

NIVEAU	GRADE	NOMBRE
A4/5	Inspecteur ou architecte principal OU Inspecteur ou architecte en chef	1
A1/2/3	Architecte	1
B1/2/3	Secrétaire technique	1
Total :		3

Personnel technique - Nouveau cadre :

NIVEAU	GRADE	NOMBRE
A4/5	Inspecteur ou architecte principal OU Inspecteur ou architecte en chef	1
A1/2/3	Architecte	2
Total :		3

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au Service du Personnel.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Personeel van het grondbeleid – Kader - Wijziging - Omvorming van een betrekking van technisch secretaris naar een betrekking van architect

De Gemeenteraad,

Gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26/10/2015 (ref. : 26/10/2015/A/0007) die het kader van het Grondbeleid wijzigt, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22/06/2016 (ref. : 2939412353) ;

Overwegende, meer bijzonder, op niveau van het technisch personeel, de verhoging van het aantal projecten die de tussenkomst van technici van niveau A vereisen ;

Overwegende dat het moeilijk wordt om kandidaten aan te werven voor de functie van technisch secretaris ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het kader van het technisch personeel van het Grondbeleid te wijzigen door de omvorming van de functie van technisch secretaris naar een functie van architect om de aanwervingmogelijkheden te vergroten en zodat deze beter de behoeften van deze afdeling weerspiegelt om een optimale dienstkwaliteit te verzekeren aan de Etterbeekse bevolking ;

Overwegende dat het ontwerp van onderhavige beraadslaging goedgekeurd werd door het Begeleidingscomité van 04/05/2017 ;

Overwegende dat er over het ontwerp van onderhavige beraadslaging overlegd werd met de representatieve vakorganisaties ;

Gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

Om de volgende wijziging van het kader van het Grondbeleid goed te keuren :

Technisch personeel – Oud kader :

NIVEAU	GRAAD	AANTAL
A4/5	Eerstaanwend Inspecteur of architect OF Hoofdinspecteur of hoofdarchitect	1
A1/2/3	Architect	1
B1/2/3	Technisch secretaris	1
	Totaal :	3

Technisch personeel – Nieuw kader :

NIVEAU	GRAAD	AANTAL
A4/5	Eerstaanwendend Inspecteur of architect OF Hoofdinspecteur of hoofdarchitect	1
A1/2/3	Architect	2
Totaal :		3

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal verstuurd worden naar de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en naar de Personeelsdienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Protocole.pdf

Service de prévention - Preventiedienst

26.06.2017/A/0011 **Conclusion d'une convention entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la commune d'Etterbeek pour l'année 2017 - Approbation.**

Le Conseil communal,

Considérant que les Contrats de Sécurité et de Prévention successifs conclus depuis 1994 entre l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et la Commune d'Etterbeek, prévoient un budget de 5.684,29 euros à rétrocéder à l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2014-2017 conclu entre le Ministère de l'Intérieur et notre Commune ne déroge pas à ce principe ;

Considérant que cette rétrocession équivaut en fait à une subvention communale en faveur d'une asbl;

Considérant que toute subvention doit faire l'objet d'une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention 2017 entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la Commune d'Etterbeek, ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION

ENTRE

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur De Wolf, Bourgmestre et Monsieur Debaty, Secrétaire communal, en exécution d'une délibération du Conseil communal du

ET

L'a.s.b.l. Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur MOLS, Président et Monsieur Dauphin, Trésorier.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention, conclu entre l'Etat fédéral et la commune d'Etterbeek, l'a.s.b.l. Transit, a pour mission :

d'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;

d'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7.

d'être un centre d'accueil et d'orientation ;

de proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;

d'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale.

Pour ce faire un subside de € 5.684,29 est octroyé par l'Etat fédéral.

Article 2

L'a.s.b.l. Transit engagera le personnel nécessaire pour exécuter sa mission. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé.

Article 3

La commune d'Etterbeek s'engage à rétrocéder, à l'a.s.b.l. Transit le montant du subside qui lui est alloué par l'autorité subsidiante, aux fins d'exécuter sa mission.

Article 4

La commune d'Etterbeek s'engage à liquider au profit de l'a.s.b.l. Transit, et ce sur base d'une déclaration de créance établie par l'asbl, une avance de 80% du montant du subside octroyé par l'Etat fédéral. Le solde de 20% sera versé sur présentation du bilan comptable approuvé par l'assemblée générale annuelle et du P.V. de ladite assemblée.

Article 5

Le dossier des pièces justificatives concernant les dépenses imputées, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera effectuée par l'a.s.b.l. Transit, conformément aux directives financières du plan stratégique de sécurité et de

prévention émises par le Ministère de l'Intérieur. Ce dossier sera tenu à disposition de l'Administration du SPF Intérieur au siège de l'a.s.b.l. Transit.

Article 6

Tout ou partie du montant versé par la commune d'Etterbeek à l'asbl Transit, et non couvert par des pièces justificatives valables, sera ultérieurement restitué à la commune d'Etterbeek qui en fait l'avance.

Article 7

Cette convention est valable pour l'année 2017 et annule les conventions précédentes, conclues entre l'a.s.b.l. Transit et la commune d'Etterbeek. La présente convention pourra être reconduite chaque année, conformément à la durée du subside accordée par l'autorité subsidiante.

Article 8

L'asbl Transit s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que le défini par l'autorité subsidiante.

Article 9

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal Civil sera habilité à statuer sur les différends.

Article 10

Dans le cas où l'asbl Transit ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, la commune d'Etterbeek se réserve le droit de résilier cette convention.

Cette convention a été rédigée à Etterbeek, en quatre exemplaires.
Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Etterbeek, le 2017.

Pour l'a.s.b.l. Transit

Le Président, Le Trésorier,

Pierre MOLS Frédéric Dauphin

Pour la Commune d'Etterbeek

Pour le Collège, Le Collège,
Le Secrétaire Communal, Le Bourgmestre,

Monsieur Debaty Monsieur De Wolf

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Afsluiting van een overeenkomst tussen de TRANSIT vzw voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de gemeente Etterbeek voor het jaar 2017 - Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

overwegende dat de achtereenvolgende veiligheids- en preventie contracten afgesloten sinds 1994 tussen de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Gemeente Etterbeek systematisch een begroting van 5.684,29 euros voorzien aan de vzw TRANSIT voor ontvangst en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden;

overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2014-2017 afgesloten tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en onze gemeente van dit principe niet afwijkt;

overwegende dat deze teruggave daarom een gemeentelijke subsidie ten bate van een vzw betekent;

overwegende dat elke subsidiering het voorwerp moet uitmaken van de conclusie van een overeenkomst die de partijen verbindt en de rechten en plichten van elk van beiden verduidelijkt;

BESLIST

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2017 tussen vzw TRANSIT voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de Gemeente Etterbeek goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

OVEREENKOMST

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam handelen De Heer De Wolf, Burgemeester, en De Heer Debaty, Gemeentesecretaris, in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van

EN

De v.z.w. Transit, gelegen Stephensonstraat 96 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer MOLS, Voorzitter, en de Heer Dauphin, penningmeester.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1

In het kader van de strategische veiligheids- en preventieplannen, afgesloten tussen de Federale Staat en de gemeente Etterbeek, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht :

Functioneren als opvang- en crisiscentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk ;

een laagdrempelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24.

een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn ;

sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;
druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Hiervoor kent de Federale Staat een subsidie toe van € 5.684,29.

Artikel 2

De v.z.w. Transit zal het nodige personeel aanwerven. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel.

Artikel 3

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om deze subsidie over te maken aan de v.z.w. Transit.

Artikel 4

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om een voorschot, ten bedrage van 80% van de totale door de Federale Staat toegekende subsidie, over te maken aan de v.z.w. Transit en dit op basis van een attest van schuldvordering opgemaakt door de v.z.w. Transit. Het saldo van 20% zal gestort worden na voorlegging van de boekhoudkundige balans goedgekeurd door de Jaarlijkse Algemene Vergadering en het proces-verbaal van deze laatste.

Artikel 5

Het dossier van de rechtvaardigingsstukken betreffende de uitgaven geboekt zowel voor de personeelskosten als voor de werkmiddelen, zullen door de v.z.w. Transit uitgevoerd worden overeenkomstig de financiële richtlijnen van de strategische veiligheids-en preventieplannen uitgevaardigd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Dit dossier zal ter beschikking worden gesteld van de Administratie van de Federale Overheidsdienst Interieur in de lokalen van de v.z.w. Transit.

Artikel 6

Uitgaven die niet gedekt zijn door geldige rechtvaardigingsstukken, zullen later aan de gemeente Etterbeek, die het heeft voorgeschoten, terugbetaald worden.

Artikel 7

Deze overeenkomst geldt voor het jaar 2017 en vervangt alle vorige overeenkomsten tussen de v.z.w. Transit en de gemeente Etterbeek. De huidige overeenkomst kan jaarlijks verlengd worden, overeenkomstig de duur van de subsidies toegekend door de subsidiërende overheid.

Artikel 8

De v.z.w. Transit verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen teneinde de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheid, mogelijk te maken.

Artikel 9

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Eventuele geschillen zullen enkel door de burgerlijke rechtbank beslecht kunnen worden.

Artikel 10

Mocht de v.z.w. Transit de principes zoals uiteengezet in artikel 1 niet naleven, behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht om deze overeenkomst te ontbinden.

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren.
Elk der contractanten verklaart hierbij een exemplaar ontvangen te hebben.

Etterbeek, 2017.

Voor de v.z.w. Transit

De Voorzitter,

De Penningmeester,

Pierre MOLS

Frédéric Dauphin

Voor de Gemeente Etterbeek

Voor het College,

Het College,

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

De Heer Debaty

De Heer De Wolf

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.06.2017/A/0012 **Introduction d'une demande d'agrément et de subventionnement auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de l'encadrement des mesures judiciaires alternatives - Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 du Ministère de la Justice modifié par l'arrêté royal du 26 décembre 2015, déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Attendu qu'aux termes de cet arrêté notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Considérant la 6^{ème} réforme de l'Etat qui transfère du fédéral aux communautés l'ensemble des compétences des Maisons de Justice ;

Considérant dès lors qu'à partir du 1er janvier 2018, notre Service d'Encadrement des Mesures Judiciaires Alternatives (SEMJA) est subsidiaire par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Vu le décret du 13 octobre 2016 du Ministère de la Communauté française relatif à "l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables" ;

Attendu que le décret précité stipule que, pour bénéficier d'un soutien financier, tout organisme doit obtenir un agrément afin de devenir un partenaire reconnu de l'AG Maisons de Justice et pouvoir ensuite introduire une demande de subventionnement;

Considérant les formulaires de demande d'agrément et de subventionnement à compléter par l'organisme bénéficiaire,

DECIDE

D'autoriser le Service de Prévention à introduire une demande d'agrément et de subventionnement auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de l'encadrement des mesures judiciaires alternatives.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Indienen van een erkennings- en subsidieaanvraag bij de Federatie Wallonië-Brussel in het kader van de begeleiding van de alternatieve gerechtelijke maatregelen - Goedkeuring.

De gemeenteraad,

gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 van het ministerie van Justitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

overwegende dat onze gemeente krachtens dat besluit overgegaan is tot de aanwerving van een voltijdse universitaire medewerker belast met de begeleiding van personen die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties;

gelet op de zesde staatshervorming die alle bevoegdheden van de justitiehuisen van het federale niveau naar de gemeenschappen overdraagt;

overwegende dat onze dienst Begeleiding van de Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen (AGM) vanaf 1 januari 2018 dan ook subsidieerbaar is door de Federatie Wallonië-Brussel;

gelet op [het decreet van 13 oktober 2016 van het ministerie van de Franse Gemeenschap betreffende "de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden"](#);

overwegende dat het voornoemde decreet bepaalt dat om financiële steun te genieten, elke instelling een erkenning moet krijgen om erkend partner van de justitiehuisen te worden en vervolgens een subsidieaanvraag te kunnen indienen;

overwegende dat de aanvraagformulieren voor de erkenning en de subsidie ingediend

moeten worden door de begunstigde instelling;

BESLIST:

de dienst Preventie toestemming te geven om een erkennings- en subsidieaanvraag in te dienen bij de Federatie Wallonië-Brussel in het kader van de begeleiding van de alternatieve gerechtelijke maatregelen.

Deze beraadslaging zal voorgelegd worden aan de toezichthoudende overheid in overeenstemming met de wettelijke bepalingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Patrick Lenaers entre en séance / treedt in zitting.

Mobilité - Mobiliteit

26.06.2017/A/0013 Mobilité - Convention relative à la gestion des box vélo

Le Conseil Communal,

Considérant que ce projet en convention vise à déléguer la gestion des box existants et futurs à l'Agence de stationnement ;

Vu que cette convention permettra d'obtenir un taux de subside à 80% des nouveaux box à vélo ;

Vu que certains box pourront même être placés sans frais pour la commune ;

Considération que la délégation des box à vélo permettra à la commune d'être libérée des tâches liées à leur gestion,

Vu que la quasi-totalité des communes bruxelloises seront amenées à adhérer à ce projet ;

Vu que ce projet possède également l'avantage d'une grande homogénéité au niveau régional des procédures de gestion des box, notamment via la mise en place d'un logiciel unique ;

Vu que la Commune conserve la maîtrise de la localisation des futurs boxes vélos sur les voiries dont elle est gestionnaire;

DECIDE :

D'approuver la convention repris ci-après:

CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE LA DELEGATION ET AUX

ENGAGEMENTS RESPECTIFS DE L'AGENCE DU STATIONNEMENT ET DE LA COMMUNE D'ETTERBEEK EN MATIERE DE REALISATION DES MISSIONS DE GESTION ET D'EXPLOITATION DES EQUIPEMENTS DE STATIONNEMENT VELOS DE LONGUE DUREE EN VOIRIE ET HORS VOIRIE.

ENTRE : **L'AGENCE DU STATIONNEMENT** de la Région de Bruxelles-Capitale, société anonyme de droit public, dont le siège social est situé rue de l'Hôpital 31 à 1000 Bruxelles, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0833.260.781, ici représentée par Monsieur Jean-Pierre VAN GORP, en sa qualité de Président du Conseil d'administration de l'Agence du stationnement, et par Madame Martine RAETS, en sa qualité de Vice-présidente du Conseil d'administration, ci-après dénommée « l'Agence » ;

ET : **LA COMMUNE D'ETTERBEEK**, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur DE WOLF Vincent, Bourgmestre, et Monsieur DEBATY Christian, Secrétaire Communal, en exécution de la délibération du Conseil Communal du 29/05/2017, approuvant la conclusion de la présente convention, ci-après dénommée « la Commune »;

Ensemble, « **les Parties** »

CONSIDERANT

L'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet règlementaire du Plan Régional de Politique de Stationnement ;
L'accord de principe entre l'Agence et l'asbl Cyclo portant sur le projet FEDER signé en date du 24 septembre 2014 ;
L'obtention le 3 juin 2015 du subside FEDER par l'asbl Cyclo en vue de développer un système informatisé de gestion et d'entretien du stationnement vélo sécurise en voirie et hors voirie.

La signature d'une convention entre l'Agence et l'asbl Cyclo en vue de mettre à disposition les équipements de stationnement vélos de longue durée en voirie et hors voirie et de définir les missions d'exploitation et de gestion desdits équipements.

PREAMBULE

L'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale (M.B., 30 janvier 2009, entrée en vigueur le 1er mars 2009), ci-après « l'ordonnance », a pour ambition d'harmoniser la politique du stationnement sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en assurant la cohérence de toutes les décisions prises ou à prendre en la matière, tant par la Région que par les communes.

En vertu de cette ordonnance, l'Agence a pour mission d'exécuter la politique de stationnement de la Région et d'en assurer le bon fonctionnement. A cet effet, l'Agence est chargée des missions qui lui sont conférées par l'ordonnance ainsi que « [...] du développement d'une offre de parkings pour vélos, motocyclettes et vélomoteurs sécurisés, publics et couverts, adaptés aux différents besoins en la matière » (art. 29,

10°).

L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique de Stationnement, ci-après « l'arrêté » a pour ambition de faire appliquer les principes énoncés dans l'ordonnance en matière de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie. De ce fait, l'Agence peut accompagner l'installation de ce type de dispositif et, le cas échéant, s'occuper de l'installation (art.23).

On entend par stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie les dispositifs de type « box individuel » sécurisé, « tambour collectif » sécurisé et « consigne » sécurisée.

L'Agence est partenaire du projet développé par l'asbl Cyclo, au même titre que les communes d'Anderlecht, de Jette, de Molenbeek-Saint-Jean, de Saint-Gilles, de Schaerbeek et de Watermael-Boitsfort ainsi que Bruxelles Mobilité. Le projet bénéficie d'un subside FEDER visant à développer un système de gestion informatisé des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie.

L'objectif principal est de proposer une gestion centralisée et homogène des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans un premier temps, l'accent sera mis prioritairement sur la gestion et l'exploitation centralisée des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie existants au sein des communes partenaires. Cela n'empêche pas l'Agence de proposer aux communes le placement de dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie en fonction de ses moyens. Par ailleurs, les communes sont libres de placer d'autres dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie sur fonds propres.

L'Agence et la Commune collaborent étroitement dans la détermination du lieu de placement des dispositifs de longue durée en voirie et hors voirie afin de permettre à l'Agence de remplir au mieux sa mission, conformément à l'ordonnance et à l'arrêté.

C'est dans ce contexte que l'Agence et la Commune définissent les modalités et leurs engagements respectifs quant aux missions de gestion et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie.

IL EST DONC CONVENU CE QUI SUIV

Article 1er. Objet

§ 1er La Commune délègue à l'Agence les missions d'exploitation et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie dont elle est propriétaire et présents sur son territoire, conformément aux articles 21 et 23 de l'arrêté.

§ 2. La Commune se réserve la possibilité de placer des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie en plus de ceux placés par l'Agence. L'exploitation et l'entretien de ceux-ci sont délégués à l'Agence.

Article 2. Durée

§ 1er La délégation des missions d'exploitation et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie est effective à dater du lendemain du jour de signature de la présente convention.

§ 2. Les missions d'exploitation et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie sont déléguées pour une durée indéterminée.

§ 3. Les parties peuvent mettre fin à la présente convention moyennant un préavis de 6 mois notifié par courrier recommandé.

Article 3. Propriété des dispositifs

§ 1er La Commune reste propriétaire des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie existants sur son territoire au moment de la signature de la présente convention.

§ 2 L'Agence est propriétaire des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie dont elle finance l'achat et le placement.

§ 3 La Commune est propriétaire des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie placés en plus de ceux placés par l'Agence.

§ 4 Le sol et le sous-sol se situant en dessous des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie restent la propriété des gestionnaires de voirie.

Article 4. Placement des dispositifs

§ 1er L'installation dans l'espace public de dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie ou hors voirie est effectuée par l'Agence ou par la Commune.

§ 2 Dans le cas d'un placement de dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie ou hors voirie par l'Agence, une collaboration étroite avec la Commune est prévue afin de déterminer le meilleur emplacement.

§ 3 Le placement des dispositifs de stationnement vélo de longue durée se fait conformément à la législation en vigueur et avec l'accord préalable du gestionnaire de voirie et/ou de l'espace public.

§ 4 Le placement des dispositifs de stationnement vélo de longue durée se fait prioritairement aux endroits où une forte demande est identifiée.

§ 5 Le placement des dispositifs de stationnement vélo de longue durée se fait conformément à l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013.

Article 5. Mission d'exploitation

§ 1er La mission d'exploitation comprend l'ensemble des tâches permettant la mise en service des dispositifs de stationnement vélo de longue durée de l'Agence et de la Commune.

§ 2 Les tâches permettant la mise en service des dispositifs de stationnement vélo de longue durée sont :

a. Gestion des demandes d'emplacement :

Il s'agit de la récolte de l'ensemble des manifestations d'intérêt de la part des personnes désirant bénéficier d'un emplacement de stationnement vélo au sein d'un dispositif de stationnement vélo de longue durée. Cela se traduit par la tenue d'un listing mis à jour régulièrement permettant d'identifier clairement la demande et sa localisation.

b. Gestion des abonnements :

Il s'agit de la délivrance ou du retrait d'un abonnement donnant accès à une place au sein d'un dispositif de stationnement vélo de longue durée.

c. Gestion des paiements :

Il s'agit de la vérification du paiement du montant dû pour obtenir un abonnement donnant accès à une place au sein d'un dispositif de stationnement vélo de longue durée.

d. Contrôle de l'utilisation des emplacements :

Il s'agit de la vérification visuelle et informatique de l'utilisation effective par un abonné de l'emplacement qui lui est alloué au sein d'un dispositif de stationnement vélo de longue durée.

e. Gestion administrative

Il s'agit de l'ensemble des tâches administratives nécessaires à la réalisation de la mission d'exploitation (rédaction de courrier, envoi et réception d'e-mails, archivage,...)

f. Accès aux données

L'Agence et la Commune ont un accès aux données liées à l'exploitation des dispositifs.

Article 6. Mission d'entretien

§ 1er La mission d'entretien vise l'ensemble des tâches liées à la maintenance, au nettoyage intérieur et extérieur et au bon fonctionnement des dispositifs de stationnement vélo de longue durée. Le nettoyage extérieur concerne également l'enlèvement de graffitis, d'autocollants et d'affichettes non autorisés.

§ 2 On entend par maintenance les opérations nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement. Cela comprend toutes les opérations qui assurent le bon fonctionnement des dispositifs de stationnement vélo de longue durée, notamment le remplacement de pièces vétustes usées par l'utilisation normale des dispositifs. Les dégâts structurels causés aux dispositifs seront à charge des propriétaires.

§ 3 En cas de déplacement du dispositif de stationnement de vélo de longue durée pour cause d'intervention en et hors voirie, le démontage, le stockage et le remontage du dispositif incombe au commanditaire de celle-ci. Le cas échéant, le propriétaire du dispositif devra prévoir à ses frais le démontage, le stockage et le remontage du dispositif en question. La Commune ne pourra en aucun cas être tenue responsable pour le manque à gagner résultant de l'impossibilité temporaire d'exploitation des dispositifs.

Article 7. Recettes

§ 1er L'ensemble des recettes générées par l'exploitation des dispositifs de stationnement vélo de longue durée reviennent à l'Agence.

§ 2 Les principales recettes sont générées par les abonnements. D'autres recettes peuvent également être générées par l'exploitation des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie.

Article 8. Assurances

§ 1er La Commune certifie être titulaire d'une assurance incendie et protection juridique en ce qui concerne les dispositifs de stationnement vélo de longue durée présents et à venir sur son territoire dont elle est propriétaire.

§ 2 L'Agence contracte une assurance incendie et protection juridique pour les dispositifs de stationnement vélo de longue durée dont elle finance l'achat et le placement.

Article 9. Obligation d'information

Les parties se communiquent toute information nécessaire à la bonne exécution de la présente convention.

Fait à Etterbeek, le, en autant d'exemplaires originaux que de Parties, chacune des Parties déclarant avoir reçu le sien.

Pour l'Agence,

Communal,

Pour la Commune d'Etterbeek,
Le Bourgmestre,

Le Secrétaire

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Mobiliteit - Conventie betreffende het beheer van de fietsboxen

De gemeenteraad,

overwegende dat deze overeenkomst tot doel heeft het beheer van de bestaande en toekomstige fietsboxen over te dragen aan het parkeeragentschap;

overwegende dat dankzij deze overeenkomst een subsidiepercentage van 80% van de nieuwe fietsboxen behaald kan worden;

overwegende dat bepaalde boxen zelfs geplaatst zullen kunnen worden zonder kosten voor de gemeente;

overwegende dat de gemeente dankzij de overdracht van de fietsboxen vrijgesteld zal kunnen worden van de taken die verband houden met hun beheer;

overwegende dat bijna alle Brusselse gemeenten bij dit project zullen aansluiten;

overwegende dat dit project ook het voordeel heeft dat er een grote homogeniteit is op gewestelijk niveau van de procedures voor het beheer van de boxen, in het bijzonder via de ingebruikname van één enkele software;

overwegende dat de gemeente controle houdt op de lokalisatie van de komende fietsboxen op de wegen waarvoor ze verantwoordelijk is

BESLIST

de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

OVEREENKOMST BETREFFENDE DE DELEGATIEMODALITEITEN EN DE RESPECTIEVE VERBINTENISSEN VAN HET PARKEERAGENTSCHAP EN VAN DE GEMEENTE XXXXXXXXXXXX INZAKE DE UITVOERING VAN DE TAKEN OP HET VLAKE VAN BEHEERS EN EXPLOITATIE VAN DE FIETSPARKEERVOORZIENINGEN VOOR LANGDURIG PARKEREN OP EN BUITEN DE OPENBARE WEG.

TUSSEN: HET PARKEERAGENTSCHAP van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een naamloze vennootschap van publiek recht met maatschappelijke zetel gevestigd te Gasthuisstraat 31 te 1000 Brussel, ingeschreven bij de Kruispuntnbank van ondernemingen onder nummer 0833.260.781, hier vertegenwoordigd door de heer Jean-Pierre VAN GORP, in zijn hoedanigheid van Voorzitter van de raad van bestuur van het Parkeeragentschap, en door mevrouw Martine RAETS, in haar hoedanigheid van Vice-Voorzitster van de raad van bestuur, hierna 'het Agentschap' genoemd;

EN: **DE GEMEENTE ETTERBEEK**, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen in naam waarvan optreden de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester, en de heer Christian DEBATY, Gemeentesecretaris, in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29/05/2017, luidens dewelke het afsluiten van deze overeenkomst werd goedgekeurd, hierna 'de Gemeente' genoemd;

Tezamen, '**de Partijen**'

OVERWEGENDE

De ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;
Besluit van 18 juli 2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;
Het principiële akkoord tussen het Agentschap en de vzw Cyclo met betrekking tot het FEDER-project, ondertekend op datum van 24 september 2014;
Het verkrijgen, op 3 juni 2015, van de FEDER-subsidie door de vzw Cyclo met het oog op het ontwikkelen van een gedigitaliseerd beheerssysteem voor het beheer en onderhoud van de beveiligde fietsparkeervoorzieningen op en buiten de openbare weg
De ondertekening van een overeenkomst tussen het Agentschap en de vzw Cyclo met het oog op de terbeschikkingstelling van fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg en het vastleggen van de taken inzake exploitatie en beheer van voornoemde voorzieningen.

INLEIDING

De ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (B.S., 30 januari 2009, van kracht geworden op 1 maart 2009), hierna 'de ordonnantie', heeft tot doel de harmonisatie van het parkeerbeleid over het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door het verzekeren van een samenhang tussen alle genomen of te nemen beslissingen ter zake, zowel door het Gewest als door de gemeenten.

Krachtens deze ordonnantie is het Agentschap belast met de uitvoering van het parkeerbeleid van het Gewest en garandeert het de goede werking ervan. Te dien einde is het Agentschap belast met de taken die haar worden toevertrouwd door de ordonnantie, zoals " [...] het ontwikkelen van een aanbod van beveiligde openbare en overdekte parkings voor fietsen, bromfietsen en motorfietsen, aangepast aan de verschillende noden die er bestaan op dit vlak " (art. 29, 10°).

Het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, hierna "het besluit", heeft tot doel het doen toepassen van de principes uiteengezet in de ordonnantie inzake het langdurig parkeren van fietsen op en buiten de openbare weg. Daardoor kan het Agentschap de plaatsing van dergelijke voorzieningen begeleiden en, desgevallend, zich zelf met de plaatsing inlaten (art.23).

Onder voorzieningen voor langdurig parkeren voor fietsen op en buiten de openbare weg vallen de beveiligde inrichtingen van het zogenaamde "individuele box"-type, de "collectieve fietstrommels" en de beveiligde fietsdepots.

Het Agentschap is een partner van het project dat werd ontwikkeld door de vzw Cyclo,

net als de gemeenten Anderlecht, Jette, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Schaarbeek en Brussel Mobiliteit. Het project geniet een FEDER-subsidie met het oog op het ontwikkelen van een gedigitaliseerd systeem voor het beheer van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg.

De hoofddoelstelling is het aanbieden van een gecentraliseerd en homogeen beheer van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg op het niveau van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In een eerste fase zal de nadruk in de eerste plaats worden gelegd op een gecentraliseerd beheer en dito exploitatie van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg in de partnergemeenten. Dit belet het Agentschap niet om aan de gemeenten de plaatsing voor te stellen van fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg in functie van haar middelen. Voorts staat het de gemeenten vrij om te voorzien in andere fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg uit eigen middelen.

Het Agentschap en de Gemeente werken nauw samen bij het bepalen van de precieze locatie van de inrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg teneinde het Agentschap toe te laten haar opdracht zo goed mogelijk te vervullen, overeenkomstig de bepalingen vervat in de ordonnantie en in het besluit.

Het is in deze context dat het Agentschap en de Gemeente de modaliteiten en hun respectieve engagementen vastleggen met betrekking tot de taken van beheer en onderhoud van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg.

ER WORDT DUS OVEREENGEKOMEN ALS VOLGT

Artikel 1. Voorwerp

§ 1. De Gemeente delegeert aan het Agentschap de taken van exploitatie en onderhoud van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg waar zij eigenaar van is en die zich bevinden op haar grondgebied, overeenkomstig artikelen 21 en 23 van het besluit.

§ 2. La Gemeente behoudt zich het recht voor om fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de wegenis te plaatsen bovenop deze geplaatst door het Agentschap. De exploitatie en het onderhoud ervan worden gedelegeerd aan het Agentschap.

Artikel 2. Duur

§ 1. De delegatie van de taken van exploitatie en onderhoud van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg wordt van kracht op de dag volgend op de dag van ondertekening van deze overeenkomst.

§ 2. De taken van exploitatie en onderhoud van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg worden gedelegeerd voor onbepaalde duur.

§ 3. De partijen kunnen een einde maken aan deze overeenkomst mits opzegging van 6 maanden betekend per aangetekende brief.

Artikel 3. Eigendom van de inrichtingen

§ 1. De Gemeente blijft eigenaar van de bestaande fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg op het tijdstip van ondertekening van deze overeenkomst.

§ 2. Het Agentschap is eigenaar van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig

parkeren op en buiten de openbare weg waarvan zij de aankoop en plaatsing bekostigt.
§ 3. De Gemeente is eigenaar van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg geplaatst bovenop deze geplaatst door het Agentschap.
§ 4. De grond en de ondergrond die zich bevinden onder de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg blijven eigendom van de wegbeheerders.

Artikel 4. Plaatsing van de inrichtingen

§ 1. De plaatsing in de openbare ruimte van fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg wordt uitgevoerd door het Agentschap of door de Gemeente

§ 2. In het geval van een plaatsing van fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg door het Agentschap, zal worden voorzien in een nauwe samenwerking met de Gemeente om de beste locatie daarvoor te bepalen.

§ 3. De plaatsing van fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren geschiedt conform de geldende wetgeving en met de voorafgaande goedkeuring van de wegbeheerder en/of de beheerder van de openbare ruimte.

§ 4. De plaatsing van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren geschiedt bij voorrang op plaatsen waar een sterke vraag werd geconstateerd.

§ 5. De plaatsing van fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren geschiedt overeenkomstig de bepalingen van artikel 25 van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013.

Artikel 5. Exploitatieopdracht

§ 1. De exploitatieopdracht omvat alle taken die de ingebruikneming mogelijk maken van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren van het Agentschap en van de Gemeente.

§ 2. De taken die de ingebruikneming mogelijk maken van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren zijn:

a. Beheer van de aanvragen voor een parkeerplaats:

Het gaat om het verzamelen van alle blijken van belangstelling van personen die wensen te beschikken over een fietsparkeerplaats binnen een fietsparkeerinrichting voor langdurig parkeren. Dit vertaalt zich in het bijhouden van een listing die regelmatig wordt geüpdatet en die een duidelijke identificering toelaat van de vraag en van de exacte locatie ervan.

b. Abonnementenbeheer:

Het gaat om het afleveren of intrekken van een abonnement dat toegang verleent tot een plaats binnen een fietsparkeerinrichting voor langdurig parkeren.

c. Beheer van betalingen:

Het gaat om de verificatie van de betaling van het verschuldigd bedrag met het oog op het verkrijgen van een abonnement dat toegang verleent tot een plaats binnen een fietsparkeerinrichting voor langdurig parkeren.

d. Controle op het gebruik van de parkeerplaatsen:

Het gaat om een visuele en gedigitaliseerde controle van het werkelijke gebruik door een abonnee van de parkeerplaats die aan hem/haar werd toegewezen binnen een fietsparkeerinrichting voor langdurig parkeren.

e. Administratief beheer

Het gaat om alle administratieve taken die vereist zijn voor het ten uitvoer

brenge van de exploitatieopdracht (opstellen van brieven, verzenden en ontvangen van e-mails, archivering,...)

f. Gegevenstoegang

Het Agentschap en de Gemeente hebben toegang tot de gegevens die verband houden met de exploitatie van de inrichtingen.

Artikel 6. Onderhoudsopdracht

§ 1. De onderhoudsopdracht omvat alle taken die verband houden met het onderhoud, de binnen- en buitenreiniging en de goede werking van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren. De buitenreiniging omvat eveneens het verwijderen van niet-toegelaten graffiti, zelfklevers en aanplakzels

§ 2. Onder onderhoud wordt begrepen alle handelingen die nodig zijn voor de goede werken van de uitrusting. Dit omvat alle handelingen die de goede werking garanderen van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren, met name de vervanging van oude stukken die versleten zijn als gevolg van het normaal gebruik van de inrichtingen. Alle structurele schade veroorzaakt aan de inrichtingen valt ten laste van de eigenaars.

§ 3. In geval van verplaatsing van de fietsparkeerinrichting voor langdurig parkeren omwille van een interventie op of buiten de openbare weg vallen de demontage, de opslag en de heropbouw ten laste van de opdrachtgever van de interventie. Desgevallend zal de eigenaar van de inrichting op eigen kosten voorzien in de demontage, opslag en heropbouw van de betrokken inrichting. De Gemeente zal in geen enkel geval aansprakelijk kunnen worden gehouden voor enige winstderving als gevolg van een tijdelijke onmogelijkheid tot exploitatie van de inrichtingen.

Artikel 7. Inkomsten

§ 1. Alle inkomsten gegenereerd door de exploitatie van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren komen toe aan het Agentschap.

§ 2 De hoofdinkomsten worden gegenereerd door de abonnementen. Andere inkomsten kunnen eveneens worden gegenereerd door de exploitatie van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de wegenis.

Artikel 8. Verzekeringen

§ 1. De Gemeente bevestigt dat zij de titularis van een verzekeringspolis brand en rechtsbijstand met betrekking tot de bestaande en toekomstige fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op haar grondgebied waarvan zij eigenaar is.

§ 2. Het Agentschap onderschrijft een verzekering brand en rechtsbijstand voor de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren waarvan zij de aankoop en plaatsing bekostigt.

Artikel 9. Informatieplicht

De partijen geven aan elkaar alle informatie door die vereist is voor de goede uitvoering van deze overeenkomst.

Gedaan te Etterbeek, te, in zoveel originele exemplaren als er partijen zijn en waarbij iedere partij verklaart het hare te hebben ontvangen.

Voor het Agentschap,

Gemeentesecretaris,

Voor de Gemeente Etterbeek,
De Burgemeester

De

Vincent DE WOLF

Christian

DEBATY

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Kathy Mottet quitte la séance / verlaat de zitting.

26.06.2017/A/0014 **Mobilité – Règlement relatif aux emplacements PMR près du domicile/lieu de travail**

Le Conseil Communal,

Vu sa décision du 7 mai 2007 relative à la réservation de stationnement à proximité du domicile ou du lieu de travail des handicapés, revue suite à sa décision du 26/10/2015 ;

Vu qu'en exécution de ce règlement, l'octroi d'une réservation de stationnement est limité aux personnes handicapées titulaires d'une carte bleue délivrée par le SPF sécurité sociale, ainsi que d'une attestation du même organisme prouvant un handicap supérieur ou égal à 80% (12 points) ou un handicap grave des membres inférieurs ;

Considérant que cette réglementation ne permet pas, dans certains cas, d'attribuer un emplacement handicapé près du domicile/travail du demandeur alors que cela semblerait se justifier ;

Considérant que la lourdeur administrative du SPF Sécurité Sociale rend extrêmement pénible et longue la procédure pour obtenir le document justifiant le pourcentage de handicap (ou nombre de points) caractérisant son état ;

Considérant que les services communaux n'ont ni la légitimité, ni la compétence pour s'ingérer dans la vie privée et juger de l'état de santé des personnes handicapées ;

Considérant que la crainte des certificats de complaisance ne permet pas de se baser sur un simple certificat médical traditionnel pour juger de la conformité de la demande, et qu'il convient de prévoir un formulaire spécifique à remplir par le médecin traitant, avec une liste fermée de pathologies - le médecin devra certifier que le patient est bien atteint d'une de ces pathologies, sans spécifier laquelle afin de préserver la vie privée du demandeur - :

Vu que le caractère fermé de cette liste peut poser problème et qu'il est préférable de conserver une certaine souplesse opérationnelle en laissant au Collège le soin de l'établir et de la mettre à jour lorsque ce sera utile ;

Vu la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 : l'octroi d'une place de stationnement pour personne handicapée à proximité du domicile ou du lieu de travail est soumis aux conditions suivantes :

- le domicile ou le lieu de travail de la personne handicapée ne comporte pas de garage ou de parking privé permettant une accessibilité réelle ;

- la personne handicapée ou la personne habitant chez elle possède et conduit un véhicule enregistré et assuré à son nom;
- la possession de la carte spéciale de stationnement (carte bleue) délivrée par le SPF sécurité sociale est indispensable ;
- la personne handicapée éprouve de très sérieuses difficultés à se déplacer.

Article 2 : les graves difficultés à se déplacer mentionnée à l'article 1 sont attestées par un médecin sur base d'une liste fermée de pathologies arrêtée par le Collège des Bourgmestre et Echevin. Le médecin doit attester que le patient souffre d'une des pathologies énumérées sans pour autant préciser laquelle.

Article 3 : la demande de réservation sera introduite par la personne handicapée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, et reprendra :

- une copie recto-verso de la carte spéciale de stationnement (carte bleue);
- la preuve de la possession d'un véhicule particulier, via une copie de la carte verte d'assurance automobile de l'année en cours;
- La copie du permis de conduire du demandeur ou, s'il diffère, du conducteur ;
- selon le cas :
 - la preuve de la domiciliation du demandeur et, s'il diffère, du conducteur à l'adresse de la réservation. Cette preuve est établie par la carte d'identité ou par un certificat de résidence établi par l'administration communale;
 - une attestation de l'employeur au terme de laquelle le lieu de travail du demandeur et l'absence de parking privé accessible sont prouvés.
- le formulaire d'attestation médicale visé à l'article 2

Article 4 : le demandeur doit chaque année renouveler sa demande en envoyant au service mobilité la preuve d'assurance au nom du demandeur ou du conducteur résidant à la même adresse, au plus tard au 31 janvier de chaque année, à l'exception de l'année qui suit la première réservation. Le dossier de renouvellement vise à permettre à la Commune de vérifier que le demandeur répond toujours aux critères d'octroi de la place. Le dossier est donc allégé, et comprend:

- une copie de la carte verte d'assurance automobile de l'année en cours;
- lorsqu'il s'agit d'une réservation près du lieu de travail du demandeur, une attestation de l'employeur au terme de laquelle l'absence de parking privé accessible est prouvée. Lorsqu'il s'agit d'une réservation près du domicile, la Commune se chargera elle-même de vérifier annuellement le maintien du domicile du demandeur et/ou du conducteur ;

Article 5 : lorsque le demandeur dispose d'un garage privé, mais qui ne permet pas une accessibilité réelle, l'octroi d'une place en voirie peut être concédé à condition que celui-ci renonce à l'usage normal de son garage. Cette condition est matérialisée par une inscription lisible et sans équivoque apposée sur la porte de garage, à charge du demandeur et moyennant accord préalable des services techniques communaux.

Article 6 : les emplacements réservés ne sont pas individualisés. Ils sont accessibles à toute personne handicapée titulaire de la carte spéciale de stationnement.

Article 7 : en cas de non renouvellement de la réservation après un rappel, celle-ci est radiée et la signalisation supprimée. Il en est de même lorsqu'un abus manifeste de l'emplacement réservé est constaté à au moins deux reprises.

Article 8 : Dans le cas où un bénéficiaire d'un emplacement voit sa place constamment occupée par une autre personne disposant de la carte spéciale de stationnement, la Commune peut placer un emplacement additionnel destiné à répondre à la demande. Les deux emplacements sont retirés en même temps si le demandeur ne répond plus aux conditions d'octroi visées par le présent règlement.

~~Article 9 : l'aménagement d'une place réservée (signalisation et peinture), ainsi que son entretien sont gratuits. Toutefois, en cas de déménagement constaté dans les 12 mois qui suivent la demande de réservation, l'aménagement d'une nouvelle place réservée est facturé au prix coûtant.~~

Amendement : abrogation de l'article 9
L'amendement est voté à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération amendé.
27 votants : 27 votes positifs.

Mobiliteit - Reglement betreffende de parkeerplaatsen voor PBM dicht bij de woon- of werkplaats

De gemeenteraad,

gelet op zijn beslissing van 7 mei 2007 betreffende het reserveren van parkeerplaatsen dicht bij de woon- of werkplaats van personen met een handicap, herzien bij zijn beslissing van 26/10/2015;

overwegende dat ingevolge dat reglement de toekenning van een gereserveerde parkeerplaats beperkt is tot personen met een handicap die houder zijn van een blauwe kaart uitgereikt door de FOD Sociale Zekerheid en van een attest van diezelfde instelling die een handicap van minstens 80% (12 punten) of een ernstige handicap van de onderste ledematen aantoont;

overwegende dat dat reglement het in sommige gevallen niet mogelijk maakt om een parkeerplaats voor personen met een handicap toe te kennen dicht bij de woon- of werkplaats van de aanvrager terwijl dat gerechtvaardigd lijkt;

overwegende dat de administratieve belasting van de FOD Sociale Zekerheid de procedure om het document dat het handicappercentage (of aantal punten) aantoont erg moeilijk en lang maakt;

overwegende dat de gemeentediensten noch de rechtmatigheid, noch de bevoegdheid hebben om zich in te laten met het privéleven van personen met een handicap en een oordeel te vellen over hun gezondheidstoestand;

overwegende dat de vrees voor valse attesten het onmogelijk maakt om zich te baseren op een eenvoudig, traditioneel doktersattest om een oordeel te vellen over de gelijkvormigheid van de aanvraag en dat het bijgevolg aangewezen is om een speciaal

formulier te voorzien dat ingevuld moet worden door de behandelende arts met een gesloten lijst van pathologieën - de arts zal moeten bevestigen dat de patiënt wel degelijk aan een van die pathologieën lijdt zonder echter te vermelden welke met het doel de privacy van de aanvrager te beschermen;

overwegende dat het gesloten karakter van die lijst een probleem kan vormen en dat het beter is om een zekere soepelheid te bewaren door het college die lijst te laten opstellen en bijwerken wanneer dat nodig is;

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Artikel 1: de toekenning van een parkeerplaats voorbehouden aan personen met een handicap dicht bij de woon- of werkplaats is gebonden aan de volgende voorwaarden:

- de woon- of werkplaats van de persoon met een handicap beschikt niet over een garage of privéparking die een reële toegankelijkheid biedt;
- de persoon met een handicap of de persoon die bij hem woont bezit en bestuurt een voertuig dat op zijn naam ingeschreven en verzekerd is;
- het bezit van de speciale parkeerkaart (blauwe kaart) uitgereikt door de FOD Sociale Zekerheid is noodzakelijk;
- de persoon met een handicap ondervindt zeer ernstige moeilijkheden om zich te verplaatsen.

Artikel 2: de ernstige moeilijkheden om zich te verplaatsen vermeld in artikel 1 worden bevestigd door een arts op basis van een gesloten lijst van pathologieën die opgesteld wordt door het college van burgemeester en schepenen. De arts moet bevestigen dat de patiënt aan een van de genoemde pathologieën lijdt zonder echter te vermelden welke.

Artikel 3: de aanvraag van de reservering zal door de persoon met een handicap ingediend worden bij het college van burgemeester en schepenen en zal de volgende documenten bevatten:

- een recto-versokopie van de speciale parkeerkaart (blauwe kaart);
- het bewijs van het bezit van een persoonlijk voertuig aan de hand van een kopie van de groene autoverzekeringkaart van het lopende jaar;
- een kopie van het rijbewijs van de aanvrager of als die verschillend is dat van de bestuurder;
- naargelang het geval:
 - het bewijs van domiciliëring van de aanvrager, of als die verschillend is dat van de bestuurder, op het adres van de reservering. Dat bewijs kan geleverd worden aan de hand van de identiteitskaart of een bewijs van woonplaats opgesteld door het gemeentebestuur;
 - een attest van de werkgever dat de werkplaats van de aanvrager en de afwezigheid van een toegankelijke privéparking aantoont;
 - het formulier met het medische attest bedoeld in artikel 2.

Artikel 4: de aanvrager moet zijn aanvraag jaarlijks vernieuwen door de dienst Mobiliteit het verzekeringsbewijs op naam van de aanvrager of de bestuurder die op hetzelfde adres woont te bezorgen en dat uiterlijk op 31 januari van elk jaar, met uitzondering van het jaar volgend op de eerste reservering. Aan de hand van het vernieuwingsdossier kan de gemeente controleren of de aanvrager nog steeds voldoet aan de criteria voor de toekenning van een parkeerplaats. Het dossier is dus lichter en omvat:

- een kopie van de groene autoverzekeringkaart van het lopende jaar;
- als het gaat om een reservering dicht bij de werkplaats van de aanvrager: een attest van de werkgever dat de afwezigheid van een toegankelijke privéparking aantoonst; als het gaat om een reservering dicht bij de woonplaats, zal de gemeente jaarlijks zelf controleren of de aanvrager en/of de bestuurder nog op die plaats wonen.

Artikel 5: als de aanvrager over een privégarage beschikt, maar die geen reële toegankelijkheid biedt, kan een parkeerplaats op de openbare weg toegestaan worden op voorwaarde dat de aanvrager zijn garage niet langer voor normale doeleinden gebruikt. Die voorwaarde krijgt concreet vorm door het aanbrengen van een leesbaar en ondubbelzinnig opschrift op de garagepoort en dat op kosten van de aanvrager en na voorafgaande goedkeuring van de gemeentelijke technische diensten.

Artikel 6: de gereserveerde parkeerplaatsen zijn niet individueel. Ze zijn toegankelijk voor alle personen met een handicap die houder zijn van de speciale parkeerkaart.

Artikel 7: als de reservering niet vernieuwd wordt na een herinnering, dan wordt ze geschrapt en zal de signalisatie verwijderd worden. Hetzelfde geldt als minstens twee keer vastgesteld wordt dat er misbruik gemaakt wordt van de gereserveerde parkeerplaatsen.

Artikel 8: als de parkeerplaats van de aanvrager voortdurend gebruikt wordt door een andere persoon die houder is van een speciale parkeerkaart, dan kan de gemeente een bijkomende parkeerplaats inrichten om aan de vraag te beantwoorden. Beide parkeerplaatsen zullen op hetzelfde moment geschrapt worden als de aanvrager niet langer voldoet aan de toekenningsvoorwaarden uit onderhavig reglement.

~~Artikel 9: de inrichting van een gereserveerde plaats (signalisatie en schilderwerken) en het onderhoud ervan zijn gratis. Als echter een verhuizing vastgesteld wordt binnen twaalf maanden na de aanvraag, dan zal de inrichting van een nieuwe gereserveerde plaats volledig gefactureerd worden.~~

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
certificat médical emplacement PMR 15 06 17.docx*

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

26.06.2017/A/0015 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 26 § 1-1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 85.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 18 mai 2017.

Objet : Remplacement des répartiteurs de chaleur, des compteurs de chaleur et des compteurs de passage d'eau chaude - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 17.924,52 € H.T.V.A. – 18.999,99 € T.V.A. 6% - 21.688,67 € T.V.A. 21 % comprises.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2017 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 26 § 1-1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 85.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

Aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen.

Datum : 18 mei 2017.

Vervanging van de warmteverdelers, de warmtemeters en de meters van doorgang van warm water - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 17.924,52 €, zonder B.T.W. – 18.999,99 € B.T.W. 6 % en 21.688,67 € 21% inbegrepen.

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2017 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.06.2017/A/0016 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal

pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 26 § 1-1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée par facture acceptée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 8.500,00 € hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 08 juin 2017.

Objet : Parking Maelbeek – Marché de services – Mission de coordination sécurité et santé pour les travaux de nettoyage et de peinture - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.125,00 € H.T.V.A. – 1.361,25 € T.V.A. 21% comprise.

Article budgétaire : 240.01 du budget extraordinaire 2017 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 26 § 1-1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures met aanvaarde facturen waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 8.500,00 € exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

Aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen.

Datum : 08 juni 2017.

Onderwerp : Parking Maalbeek – Opdrachten voor diensten – Missie van veiligheids- en gezondheidscoördinatie voor de reiniging en de schilderwerken - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 1.125,00 €, zonder B.T.W. – 1.361,25 € B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 240.01 van de buitengewone begroting 2017 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.06.2017/A/0017 **Patrimoine Régie/Rénovation - Piétonnier sis chaussée de Wavre - Loyers des baux commerciaux - Réduction - Prolongation.**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du 23 juin 1994 accordant une remise sur les loyers de base des commerces des immeubles de la Régie Foncière sis chaussée de Wavre 295 à 345 et 344 à 392 pour une période de 3 ans prenant cours le 1er octobre 1994 ;

Vu que cette délibération a été approuvée par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 30.08.1994 (réf. 005.94/11906-bve) ;

Vu les délibérations du Conseil Communal des 06.10.1997, 17.02.2000, 25.06.2003, 26.06.2006, 26.02.2007, 23.06.2008, 27.06.2011 et 15.10.2015 par lesquelles cette mesure a été reconduite pour les périodes du 01.10.1997 au 30.09.2000, du 01.10.2000 au 30.09.2003, du 30.09.2003 au 30.09.2006, du 01.10.2006 au 30.09.2007, du 01.10.2007 au 30.09.2008, du 01.10.2008 au 30.09.2011, du

01.10.2011 au 30.09.2014 et du 01.10.2014 au 30.09.2017;

Considérant que cette réduction est accordée depuis 1994 et que des délibérations sont prises dans le même sens tous les 3 ans;

Vu la conjoncture économique ;

Considérant que la situation financière des commerçants reste fragile, même si elle s'est améliorée et si le nombre de faillites a diminué ;

Considérant dès lors qu'il serait dans l'intérêt de la Régie Foncière de prolonger cette remise afin d'éviter que les commerçants n'aient des difficultés de paiement des loyers et ne se trouvent dans l'obligation de cesser leurs activités ce qui aurait inévitablement une conséquence néfaste sur le plan financier ;

Vu l'article 232 de la loi communale stipulant que le Conseil Communal arrête les conditions de location des propriétés communales ;

DECIDE :

de reconduire tacitement la réduction de 10 % sur les loyers de base des commerces des immeubles de la Régie Foncière sis chaussée de Wavre 295 à 345 et 344 à 392, à partir du 1^{er} octobre 2017, aussi longtemps que le Conseil Communal ne prend pas une autre décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

**Patrimonium Regie/Renovatie - Voetgangersstraat gelegen Waversesteenweg -
Huurprijzen van de handelshuurcontracten - Vermindering - Verlenging.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23 juni 1994 welke een vermindering toestaat op de basishuurprijzen van de handelsruimten van de gebouwen van de Regie van Grondbeleid, gelegen Waversesteenweg 295 tot 345 en 344 tot 392 en dit voor een periode van 3 jaar met aanvang op 1 oktober 1994 ;

Gelet op het feit dat deze beraadslaging goedgekeurd werd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30.08.1994 (ref. 005.94/11906-bve) ;

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 06.10.1997, 17.02.2000, 25.06.2003, 26.06.2006, 26.02.2007, 23.06.2008, 27.06.2011 en van 15.10.2015 volgens dewelke deze maatregel wordt voortgezet voor de perioden gaande van 01.10.1997 tot 30.09.2000, van 01.10.2000 tot 30.09.2003, van 01.10.2003 tot 30.09.2006, van 01.10.2006 tot 30.09.2007, van 01.10.2007 tot 30.09.2008, van 01.10.2008 tot 30.09.2011, van 01.10.2011 tot 30.09.2014 en van 01.10.2014 tot 30.09.2017;

Gelet dat deze vermindering sinds 1994 wordt toegekend en dat om de 3 jaar beraadslagingen in dezelfde zin werden genomen;

Gelet op de economische conjunctuur ;

Overwegende dat de financiële situatie van de handelaars onzeker blijft, ook als is ze verbeterd en is het aantal faillissementen gedaald;

Overwegende dat het bijgevolg in het belang van de Regie van Grondbeleid is om deze vermindering te verlengen teneinde te vermijden dat de huidige handelaars in moeilijkheden zouden komen met de betaling van hun huurprijs en verplicht zouden zijn hun activiteiten te staken hetgeen onvermijdelijk een nefaste invloed zou hebben op financieel vlak ;

Gelet op artikel 232 van de gemeentewet die stelt dat de Gemeenteraad de huurvoorwaarden bepaalt van de eigendommen van de gemeente ;

BESLIST

De vermindering met 10 % op de basishuurprijzen van de handelsruimten der gebouwen van de Regie van Grondbeleid gelegen Waversesteenweg 295 tot 345 en 344 tot 392 stilzwijgend te verlengen, vanaf 1 oktober 2017, dit zolang de Gemeenteraad geen andere beslissing neemt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.06.2017/A/0018 **Contrat de quartier durable – Projet socioéconomique – Convention de partenariat entre la Régie Foncière et la Mission Locale d'Etterbeek – Travaux d'isolation thermique Theux 32.**

Le Conseil Communal,

Vu le projet socioéconomique "Social-I-solation" subsidié dans le cadre du contrat de quartier durable Chasse-Gray 2015/2018;

Attendu que ce projet permet à la Mission Locale d'Etterbeek de réaliser chez des particuliers des travaux d'isolation thermique de sous-toiture, de murs et de planchers ;

Attendu que l'immeuble situé 32 rue de Theux est actuellement occupé par le centre de guidance ;

Considérant que l'affectation au Centre de Guidance a fait l'objet d'une demande de permis provisoire et que dans 4 ans, l'immeuble devra à nouveau être affecté au logement ;

Attendu que la Mission Locale d'Etterbeek réalisera dans le courant du mois de septembre des travaux d'isolation thermique et acoustique à la sous-toiture ainsi que des réparations à la porte d'entrée (non étanche à l'air) et à la porte du rez-de-chaussée

pour un montant total de 2.273,50 € (TVA et frais pédagogiques liés au projet compris) ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

D'approuver les termes de la convention ci-annexée à conclure entre la Régie Foncière et la Mission Locale d'Etterbeek.

Convention de partenariat entre,

La Commune d'Etterbeek, service de la Régie Foncière d'Etterbeek, représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins en la personne de **Monsieur Vincent De Wolf**, Bourgmestre et Monsieur Christian Debaty, Secrétaire Communal

De première part,

Et **la Mission Locale d'Etterbeek**, dont le siège social est situé avenue Jules Malou n°57 à 1040 Etterbeek, représentée par **Monsieur Marc Gérard**, directeur, dont l'objet d'activité vise l'insertion socioprofessionnelle de demandeurs d'emplois en situation d'exclusion sur le marché de l'emploi.

De deuxième part,

Article 1

But recherché

Dans le cadre du **contrat de quartier durable « Chasse-Gray »**, les parties signataires conviennent de collaborer afin que leurs actions répondent à des besoins d'intérêts collectifs d'entraides durables dans la région bruxelloise.

Article 2

Contexte général.

La convention de partenariat entre dans le cadre :

- du Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray/2015-2018 - projets socioéconomiques (par abréviation CQD) conformément à la fiche de projet spécifique « Social-I-solation » porté par la Mission locale d'Etterbeek et reconnue par la région bruxelloise. Celle-ci autorise la Mission locale à réaliser des travaux d'isolation thermique de sous-toiture et/ou murs & planchers.
- des Programmes de Transition Professionnelle, par abréviation PTP, qui consistent en la mise à l'emploi de travailleurs faiblement qualifiés, engagés par le service ILDE/PTP de la Mission locale d'Etterbeek;
- d'un partenariat avec le service de la Régie Foncière d'Etterbeek qui autorise la Mission locale d'Etterbeek à procéder à des travaux d'isolation thermique au niveau de la sous-toiture de **la maison située au n°32 rue de Theux à 1040 Bruxelles.**

Article 3

Contexte opérationnel.

- La Mission Locale d'Etterbeek (service PTP/ILDE) collabore avec la Régie

Foncière représentée par Madame Danielle Milde, chef de service, afin que les travailleurs PTP réalisent des travaux d'isolation thermique tel que repris dans la fiche technique du CQD.

- **La Régie Foncière** autorise les personnes mandatées par la Mission Locale d'Etterbeek à réaliser le suivi de l'équipe sur chantier.

Article 4

Modalités de suivi.

- **La Régie Foncière** affecte au partenariat :
 - a. Une personne de référence ; Madame Danielle Milde
 - b. Deux architectes, Madame Virginie Braun et Monsieur Dmitri Dielens, chargés de l'établissement des commandes et du suivi des travaux.
- La Mission locale affecte au partenariat :
 - a. un responsable de projet, 0,10 ETP chargé de la coordination ainsi que du suivi de(s) travailleur(s) PTP.
 - b. un agent de guidance 0.05 ETP Madame Ambre Dierckx
 - c. 1 ETP encadrant technique

Ces derniers sont chargés de la formation ainsi que la supervision technique du travail réalisé par le(s) travailleur(s) 4 ETP PTP/ILDE ;

Article 5

Dynamique d'insertion

La Régie Foncière adhère à la dynamique d'insertion socioprofessionnelle, notamment en acceptant que les ouvriers PTP s'absentent, le cas échéant, durant les heures de travail afin de :

- de bénéficier d'un accompagnement social ou administratif,
- d'entamer une recherche d'emploi active,
- de suivre des modules de formations

Article 6

Procédure pratique d'exécution des travaux et modalités financières.

- **La Régie Foncière** autorise la Mission Locale à exécuter des travaux d'isolation thermique tels que repris dans la fiche projet CQD Social I-solation .
- Concrètement, les travaux d'isolation en sous-toiture se réaliseront à l'adresse reprise à l'article 2, par une technique d'isolation en granule (cellulose) et pose de panneaux OSB en finition.
- Une réparation de 2 portes (dont la porte d'entrée non étanche à l'air).
- Les travaux débiteront dans le courant du mois de septembre.
- **La Régie Foncière** est l'interlocuteur unique de la Mission locale dans le cadre du partenariat.
- **La Régie Foncière** s'engage à réaliser l'achat des matériaux nécessaires à la bonne exécution des travaux et à les faire livrer sur chantier. Au cas où elle ne pourrait réaliser directement l'achat des matériaux, elle donne son accord pour que la Mission Locale puisse acheter les fournitures nécessaires à l'avancement des travaux. Dans ce cas, la Régie Foncière s'engage à rembourser dûment les montants sur base de pièces justificatives.
- Le partenaire s'engage à payer dans un délai de 20 jours ouvrables à compter de la date d'envoi, les déclarations de créances qui lui seront adressées par la Mission Locale d'Etterbeek au numéro de compte financier suivant :

IBAN 58 0682 1113 5479

- La Mission Locale établit une déclarations de créance pour un montant total de **350,00 € hors TVA** afin de couvrir les frais pédagogiques liés au projet.
- **La Régie Foncière** s'engage à honorer :
 - o La lettre de créance de 350,00 € TVA incluse transmise par la Mission locale à la fin du chantier.

Article 7

Politique de bien-être au travail – sécurité et santé

Dans le cadre de l'affectation de travailleurs visée à l'art. 3, ceux-ci ne seront en aucun cas dans un lien de subordination avec la Régie Foncière. Ils suivront les instructions exclusivement de la Mission Locale, du contremaître et du responsable de projet PTP.

Les coordinateurs ou partenaires de chantier de la Régie Foncière ne seront donc pas considérés comme faisant partie de la ligne hiérarchique.

Les méthodes, produits utilisés, équipements de travail nécessaires font l'objet d'un commun accord entre la Régie Foncière et la Mission Locale.

Article 8

Couverture des risques.

Les travailleurs PTP sont assurés par la Mission Locale, que ce soit pour les déplacements du domicile au lieu de travail que pour les accidents de travail auprès de ETHIAS.

Par ailleurs, la Mission locale d'Etterbeek ne pourra en aucun cas, même partiellement, être tenue pour responsable d'éventuel(s) dégât(s) commis ou provoqués par l'équipe PTP sauf faute intentionnelle.

Article 9

Comité d'accompagnement.

Les parties signataires de la présente convention ou leurs représentants directs procéderont à des évaluations hebdomadaires afin de faire le point sur l'état du partenariat et l'avancement des travaux.

Article 10

Clause de bonne entente.

Les partenaires conviennent de tout mettre en œuvre pour parvenir au but fixé (art 1) et gérer conjointement les situations d'insertion en bonne convivialité.

La Mission Locale ne peut être tenue pour responsable de désagréments éventuels qui résulteraient du retard éventuel pris dans l'exécution des travaux.

Prise d'effet de l'actuelle convention le 01/09/2017

**Pour la Commune d'Etterbeek
Locale d'Etterbeek**

Pour la Mission

Par ordonnance :

Le Secrétaire Communal
Le Directeur

Le Bourgmestre

Christian DEBATY
Marc GÉRARD

Vincent DE WOLF

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Duurzaam wijkcontract – Socio-economische project – Partnerschapsovereenkomst tussen de Regie van Grondbeleid en de Mission Locale van Etterbeek – Warmteïsolatie werken Theuxstraat 2.

De gemeenteraad,

Gelet op het socio-economisch project “Social-I-solatie”, dat gesubsidieerd wordt in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” 2015/2018;

Overwegende dat de Mission Locale d’Etterbeek dankzij dit project onderdaken, muren en vloeren thermisch kan isoleren bij particulieren;

Ovewegende dat het gebouw gelegen 32 Theuxstraat momenteel door het Begeleidingscentrum van Etterbeek bezet wordt;

Gelet dat de bestemming aan het Begeleidingscentrum van Etterbeek het voorwerp is geweest van een tijdelijke vergunning en dat het gebouw binnen de 4 jaar opnieuw aan huisvestingen zal moeten worden bestemd;

Overwegende dat de Mission Locale d’Etterbeek tijdens de maand september akoestische en thermische isolatiewerken zal uitvoeren aan het onderdak en eveneens herstellingswerken aan de ingangdeur (niet luchtdicht) en aan de deur van het gelijkvloer, voor een totaalbedrag van 2.273,50 € (TVA en pedagogische kosten van het project inbegrepen);

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Goedkeuring te geven voor de voorwaarden van de onderstaande overeenkomst die gesloten zal worden tussen de Regie van Grondbeleid en de Mission Locale d’Etterbeek.

Partnerschapsovereenkomst tussen

De gemeente Etterbeek, dienst Regie van Grondbeleid van Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen in de persoon **van de heer Vincent De Wolf**, burgemeester, en de heer Christian Debaty, gemeentesecretaris

enerzijds,

en **de Mission Locale d’Etterbeek**, waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is op de Jules Maloulaan 57 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door **de heer Marc Gérard**, directeur, die via haar activiteiten werkzoekenden die uitgesloten zijn van de arbeidsmarkt weer in de maatschappij en op de arbeidsmarkt tracht te integreren

anderzijds.

Artikel 1

Doel

In het kader van het **Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray”** komen de ondertekenende partijen overeen om samen te werken zodat hun acties tegemoet komen aan de collectieve belangen van duurzame wederzijdse hulp in het Brussels gewest.

Artikel 2

Algemene context

De overeenkomst past in het kader:

- van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray”/2015-2018 – socio-economische projecten (afgekort DWC) in overeenstemming met de specifieke projectfiche “Social-Isolatie”, een project dat gedragen wordt door de Mission locale d’Etterbeek en erkend wordt door het Brussels Gewest. Het Gewest geeft de Mission locale de toestemming om onderdak en/of muren en vloeren thermisch te isoleren.
- van de doorstromingsprogramma’s, afgekort DSP, die erin bestaan laagopgeleide werknemers, die aangenomen worden door de dienst PIOW/PTP van de Mission locale d’Etterbeek, aan het werk te zetten;
- van een partnerschap met de dienst Regie van Grondbeleid die de Mission locale d’Etterbeek de toestemming geeft om het onderdak van **het huis gelegen Theuxstraat 32 te 1040 Brussel** thermisch te isoleren.

Artikel 3

Operationele context

- De Mission locale d’Etterbeek (dienst DSP/PIOW) werkt samen met de Regie van Grondbeleid, die vertegenwoordigd wordt door mevrouw Danielle Milde, diensthoofd, opdat de werknemers van het DSP de thermische isolatiewerken uitvoeren zoals opgenomen in de technische fiche van het DWC.
- **De Regie van Grondbeleid** geeft de personen die gemandateerd worden door de Mission locale d’Etterbeek toestemming om het team op de bouwplaats op te volgen.

Artikel 4

Opvolgingsmodaliteiten

- **De Regie van Grondbeleid** stelt voor het partnerschap de volgende personen aan:
 - a. Een contactpersoon, mevrouw Danielle Milde;
 - b. Twee architecten, mevrouw Virginie Braun en de heer Dmitri Dielen, die de bestellingen opstellen en de werkzaamheden opvolgen.
- De Mission locale stelt voor het partnerschap de volgende personen aan:

- a. Een projectverantwoordelijke, 0.10 VTE, die belast is met de coördinatie en de opvolging van de werknemer(s) van het DSP;
- b. Een begeleidingsambtenaar, 0.05 VTE, mevrouw Ambre Dierckx;
- c. 1 VTE technisch opzichter.

Die laatsten zijn belast met de opleiding en de technische supervisie van het werk dat uitgevoerd wordt door de werknemer(s), 4VTE, van het DSP/PIOW;

Artikel 5

Initiatief voor inschakeling

De Regie van Grondbeleid draagt bij tot het initiatief voor socioprofessionele inschakeling, in het bijzonder door te aanvaarden dat de werknemers van het DSP afwezig zijn tijdens de werkuren zodat zij:

- sociale of administratieve begeleiding kunnen krijgen,
- actief naar werk kunnen zoeken,
- opleidingsmodules kunnen volgen.

Artikel 6

Praktische procedure voor de uitvoering van de werkzaamheden en financiële modaliteiten

- **De Regie van Grondbeleid** geeft de Mission locale toestemming om de thermische isolatiewerken uit te voeren zoals opgenomen in de projectfiche DWC Social-I-solatie.
- Concreet zullen de isolatiewerken in onderdak uitgevoerd worden op het adres uit artikel 2, door toepassing van een isolatietechniek met korrels (cellulose) en plaatsing van OSB-panelen als afwerking
- Een herstelling van 2 deuren (waarvan de niet luchtdichte ingang deur)
- De werken zullen in de maand september beginnen
- De Regie van Grondbeleid is de enige gesprekspartner van de Mission locale in het kader van het partnerschap.
- De Regie van Grondbeleid verbindt zich ertoe het materiaal aan te kopen dat noodzakelijk is voor de goede uitvoering van de werkzaamheden en dat materiaal te laten leveren op de bouwplaats. Ingeval zij het materiaal niet onmiddellijk kan aankopen, geeft zij toestemming aan de Mission locale om de toebehoren aan te kopen die noodzakelijk zijn voor de voortgang van de werkzaamheden. In dat geval verbindt de Regie van Grondbeleid zich ertoe de bedragen terug te betalen op basis van de betalingsbewijzen.
- De partner verbindt zich ertoe de schuldvorderingen die hem toegestuurd zullen worden door de Mission locale d'Etterbeek binnen de twintig werkdagen vanaf de verzenddatum te betalen op het volgende rekeningnummer:

IBAN 58 0682 1113 5479

- De Mission locale stelt twee schuldvorderingen op voor een totaalbedrag van **350,00 € exclusief btw** om de pedagogische kosten van het project te dekken.

- **De Regie van Grondbeleid** verbindt zich ertoe:
 - • de schuldvordering van 350,00 € inclusief BTW, overgedragen door de Mission locale aan het einde van de werf, te honoreren.

Artikel 7

Beleid welzijn op het werk – veiligheid en gezondheid

De werknemers zullen, in het kader van de in artikel 3 vermelde toewijzing, in geen enkel geval ondergeschikt zijn aan de Regie van Grondbeleid. Zij volgen enkel de aanwijzingen van de Mission locale, de opzichter en de verantwoordelijke van het DSP-project op.

De coördinatoren of partners van de bouwplaats van de Regie van Grondbeleid zullen dus niet beschouwd worden als onderdeel van de hiërarchische structuur.

De methodes, gebruikte producten en nodige werkuitrusting maken het voorwerp uit van een gemeenschappelijk akkoord tussen de Regie van Grondbeleid en de Mission locale.

Artikel 8

Verzekering tegen de risico's

De werknemers van het DSP worden bij Ethias verzekerd door de Mission locale, zowel tegen ongevallen tijdens verplaatsingen van en naar het werk als tegen werkongevallen. Overigens kan de Mission locale d'Etterbeek in geen enkel geval, zelfs niet gedeeltelijk, verantwoordelijk gehouden worden voor eventuele schade die veroorzaakt of toegebracht werd door de ploeg van het DSP, tenzij deze opzettelijk berokkend werd.

Artikel 9

Begeleidingscomité

De ondertekenende partijen van deze overeenkomst of hun rechtstreekse vertegenwoordigers voeren wekelijks evaluaties uit om na te gaan hoe de samenwerking verloopt en de werkzaamheden vorderen

Artikel 10

Clausule van goede verstandhouding

De partners komen overeen om alles in het werk te stellen om het opgelegde doel (artikel 1) te bereiken en gezamenlijk en in een collegiale sfeer de re-integratie van werknemers te beheren.

De Mission locale d'Etterbeek kan niet verantwoordelijk worden gehouden voor eventuele moeilijkheden die veroorzaakt zouden worden door de eventuele vertragingen bij de uitvoering van de werken.

Inwerkingtreding van onderhavige overeenkomst op 01/09/2017

**Voor de gemeente Etterbeek,
d'Etterbeek,**

In opdracht:

De gemeentesecretaris,

Christian DEBATY

De burgemeester,

Vincent DE WOLF

Voor de Mission Locale

De directeur,

Marc GÉRARD

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Développement durable - Duurzame Ontwikkeling

26.06.2017/A/0019 **Renouvellement des membres du Conseil consultatif du Développement durable**

Le Conseil communal,

Vu les articles 120 et 120 bis de la Nouvelle loi Communale,

Vu la décision du Conseil communal du 25 juin 2007 approuvant la création d'un Conseil Consultatif du Développement durable à Etterbeek,

Vu les modifications du règlement adoptées au Conseil communal du 29 avril 2013;

Vu que le dernier mandat est expiré au 31 mai 2017 et qu'il convient de renouveler les membres,

Considérant que 21 places sont à pourvoir par des citoyens dans ce Conseil Consultatif du Développement durable;

Considérant qu'un appel à candidatures a été lancé dans le journal communal du mois de mai 2017 et que les candidatures étaient recevables jusqu'au 31 mai,
Considérant que les membres sortants ont été invités personnellement par mail à se représenter,

Considérant que 12 candidatures nous sont parvenues et qu'elles sont toutes valables,

ARRETE

La nomination des membres pour le renouvellement du Conseil consultatif des citoyens etterbeekois ayant un intérêt particulier pour le développement durable :

1	Madame	Véronique	BAYET
2	Madame	Coline	LAVOREL
3	Monsieur	François	DESSAIN
4	Madame	Sylvie	RIBAILLE
5	Madame	Isabelle	VANKOEKENBEEK
6	Monsieur	Marios	BASIOSTIS
7	Madame	Hakima	BEN HAZZOUZ
8	Madame	Sarah	VANSIMPSEN
9	Madame	Francesca	DORIA
10	Monsieur	Lucas	SPIESER
11	Madame	Zarina	CCOYLLO

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 25 votes positifs, 2 abstentions.

Vernieuwing van de leden van de adviesraad voor duurzame ontwikkeling

De Gemeenteraad,

gelet op artikelen 120 en 120 bis van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 25 juni 2007 tot goedkeuring van de oprichting van een adviesraad voor duurzame ontwikkeling in Etterbeek,

gelet op de wijzigingen van het reglement, goedgekeurd op de gemeenteraad van 29 april 2013;

overwegende dat het vorige mandaat verstreken is op 31 mei 2017 en dat de leden vernieuwd moeten worden;

overwegende dat er in deze adviesraad voor duurzame ontwikkeling 21 plaatsen te begeben zijn aan inwoners;

overwegende dat er een oproep tot kandidaturen gepubliceerd is in het gemeentebblad van de maand mei 2015 en dat de kandidaturen tot en met 31 mei ingediend konden worden.

overwegende dat de uittredende leden persoonlijk via e-mail uitgenodigd worden om zich opnieuw kandidaat te stellen;

overwegende dat we 12 kandidaturen hebben ontvangen en dat ze allemaal geldig zijn;

VERORDENT

de aanstelling van Etterbekenaars met een bijzondere interesse voor duurzame ontwikkeling als leden voor de vernieuwing van de adviesraad:

1	Mevrouw	Véronique	BAYET
2	Mevrouw	Coline	LAVOREL
3	De heer	François	DESSAIN
4	Mevrouw	Sylvie	RIBAILLE
5	Mevrouw	Isabelle	VANKOEKENBEEK
6	De heer	Marios	BASIOSTIS
7	Mevrouw	Hakima	BEN HAZZOUZ
8	Mevrouw	Sarah	VANSIMPSEN
9	Mevrouw	Francesca	DORIA
10	De heer	Lucas	SPIESER
11	Mevrouw	Zarina	CCOYLLO
12	De heer	Jean-Yves	JAUCOT

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 25 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

26.06.2017/A/0020 **Ecole "Paradis des Enfants" - Réalisation de l'étude pour la démolition et la reconstruction de l'aile maternelle avec extension - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° TP/LG/2017/11 relatif au marché "Ecole "Paradis des Enfants" - Réalisation de l'étude pour la démolition et la reconstruction de l'aile maternelle avec extension" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 630.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire

de l'exercice 2017, article 722/747-60 ;

Sur proposition du collège;

DECIDE

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/LG/2017/11 et le montant estimé du marché "Ecole "Paradis des Enfants" - Réalisation de l'étude pour la démolition et la reconstruction de l'aile maternelle avec extension", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 630.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par l'appel d'offres ouvert.

Article 3

De soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 722/747-60.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 24 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

School "Paradis des Enfants" - Uitvoeren van de studie voor de afbraak en de herbouw van de kleutervleugel met uitbreiding - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen,

inzonderheid artikel 25;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “School "Paradis des Enfants" - Uitvoeren van de studie voor de afbraak en de herbouw van de kleutervleugel met uitbreiding” een bestek met nr. TP/LG/2017/11 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 630.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de open offerteaanvraag;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2017, op artikel 722/747-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/LG/2017/11 en de raming voor de opdracht “School "Paradis des Enfants" - Uitvoeren van de studie voor de afbraak en de herbouw van de kleutervleugel met uitbreiding”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 630.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de open offerteaanvraag.

Artikel 3

De opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.

Artikel 4

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2017, op artikel 722/747-60 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 24 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

2 annexes / 2 bijlagen

CSCH (Nl).doc, CSCH (Fr).docx

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

26.06.2017/A/0021 Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek- Compte 2016

Le Conseil communal,

Considérant que la "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek" nous a transmis le compte 2016 en date du 8 juin 2017;

Considérant que un montant de 30.500€ y est repris à titre de subside communal;

Considérant que ce compte est clôturé avec un boni de 1.658,14€;

PREND ACTE

Du compte 2016 de la "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek".

Le Conseil prend acte.

27 votants : 27 votes positifs.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek- Rekening 2016

De gemeenteraad,

overwegende dat de "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek" ons de rekening 2016 op datum van 8 juni 2016 heeft overgemaakt;

overwegende dat hierin een bedrag van 30.500€ is opgenomen als gemeentelijke subsidie;

overwegende dat deze rekening sluit met een winst van 1.658,14 €;

NEEMT AKTE

van de rekening van 2016 van de "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek".

De raad neemt akte.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2016 rekening GOBE.pdf, 2017 verslag GOBE.pdf

26.06.2017/A/0022 **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek – Budget 2017**

Le Conseil communal,

Considérant que la "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek" nous a transmis le budget 2017 en date du 8 juin 2017;

Considérant que le budget 2017 de la "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek" prévoit un subside communal de 30.500€ (budget approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 17 janvier 2017);

PREND ACTE

Du budget 2017 de la "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek".

Le Conseil prend acte.

27 votants : 27 votes positifs.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek – Begroting 2017

De gemeenteraad,

overwegende dat de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek ons de begroting 2017 op datum van 8 juni 2017 heeft overgemaakt;

overwegende dat de begroting 2017 van de "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek" een gemeentelijke subsidie van 30.500€ voorziet (begroting goedgekeurd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest op 17 januari 2017);

NEEMT AKTE

van de begroting 2017 van de "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek".

De raad neemt akte.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

26.06.2017/A/0023 **Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" – compte 2016**

Le Conseil communal,

Considérant que le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" nous a transmis le compte 2016 en date du 30 mai 2017;

Considérant qu'un montant de 5000€ y est repris à titre de subside communal;

Considérant que ce compte est clôturé avec un mali de 2410,75 €.

PREND ACTE

du compte 2016 du Gemeenschapscentrum "de Maalbeek".

Le Conseil prend acte.

27 votants : 27 votes positifs.

Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" – rekening 2016

De gemeenteraad,

overwegende dat het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" ons de rekening 2016 op 30 mei 2017 heeft overgemaakt;

overwegende dat hierin een bedrag van 5000€ is opgenomen als gemeentelijke subsidie;

overwegende dat deze rekening sluit met een verlies van 2410,75 €;

NEEMT AKTE

van de rekening 2016 van het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek".

De raad neemt akte.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

2016 rekening MB.pdf, 20170315 verslag AV.PDF, 20161128 verslag AV.PDF

26.06.2017/A/0024 **Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" – Budget 2017**

Le Conseil communal,

Considérant que le "Gemeenschapscentrum de Maalbeek" nous a transmis le budget 2017 en date du 30 mai 2017;

Considérant que le budget communal 2017 prévoit un subside de 5000€;

PREND ACTE

du budget 2017 du "Gemeenschapscentrum de Maalbeek".

Le Conseil prend acte.
27 votants : 27 votes positifs.

Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" – Begroting 2017

De gemeenteraad,

overwegende dat het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" ons de begroting 2017 op 30 mei 2017 heeft overgemaakt;

overwegende dat de gemeentelijke begroting 2017 een tussenkomst van 5000€ voorziet;

NEEMT AKTE

van de begroting 2017 van het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek".

De raad neemt akte.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
2017 begroting MB.pdf*

26.06.2017/A/0025 VZW Wijkhuis Chambéry – Compte 2016

Le Conseil communal,

Considérant que "l'asbl Maison de quartier Chambéry" nous a transmis le compte 2016 en date du 31 mai 2017;

Considérant qu'un montant de 12.500€ y est repris à titre de subside communal;

Considérant que ce compte se clôture avec un boni de 23.853,79 €;

PREND ACTE

du compte 2016 de "l'asbl Maison de quartier Chambéry".

Le Conseil prend acte.
27 votants : 27 votes positifs.

VZW Wijkhuis Chambéry – Rekening 2016

De gemeenteraad,

overwegende dat de "vzw Wijkhuis Chambéry" ons de rekening 2016 op 31 mei 2017 heeft overgemaakt;

overwegende dat hierin een bedrag van 12.500€ is opgenomen als gemeentelijke subsidie;

overwegende dat deze rekening sluit met een winst van 23.853,79 €

NEEMT AKTE

van de rekening 2016 van de "vzw Wijkhuis Chambéry".

De raad neemt akte.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
2016 rekening Chambéry.pdf, 2017 verslag Chambéry.pdf

26.06.2017/A/0026 VZW Wijkhuis Chambéry – Budget 2017

Le Conseil communal,

Considérant que "l'asbl Maison de quartier Chambéry" nous a transmis le budget 2017 en date du 31 mai 2017;

Considérant que le budget communal 2017 prévoit un subside de 12.500€ (budget approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 17 janvier 2017);

PREND ACTE

du budget 2017 de " l'asbl Maison de quartier Chambéry"

Le Conseil prend acte.
27 votants : 27 votes positifs.

VZW Wijkhuis Chambéry – Begroting 2017

De gemeenteraad,

overwegende dat de "vzw Wijkhuis Chambéry" ons de begroting 2017 op 31 mei 2017 heeft overgemaakt;

overwegende dat de gemeentelijke begroting 2017 een tussenkomst van 12.500€ voorziet (begroting goedgekeurd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 17 januari 2017);

NEEMT AKTE

van de begroting 2017 van de "vzw Wijkhuis Chambéry".

De raad neemt akte.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2017 begroting Chambéry.pdf, 2017 verslag Chambéry.pdf

Kathy Mottet entre en séance / treedt in zitting.

Finances - Financiën

26.06.2017/A/0027 **Budget 2016 – Modification n° 99**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 22 votes positifs, 6 abstentions.

Abstentions : Kathy Mottet, André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Begroting 2016– Wijziging nr 99

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 22 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

Onthoudingen : Kathy Mottet, André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

1 annexe / 1 bijlage

MB99_2016.pdf

26.06.2017/A/0028 **Comptes communaux 2016**

Le conseil communal,

Vu le compte budgétaire 2016 dressé par le Receveur Communal ;

Attendu que ce compte se clôture avec un boni de € 21.831.068,28 au service ordinaire et avec un mali de € 15.213.629,82 au service extraordinaire;

Vu le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2016 ;

Attendu que le compte de résultat se clôture avec un boni de € 9.168.076,26 résultat que l'on retrouve au bilan ;

Attendu que ces documents ont et présentés au collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 1er juin 2017;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

APPROUVE

- 1) les comptes budgétaires 2016 ;
- 2) le compte de résultat 2016 et le bilan au 31 décembre 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 24 votes positifs, 4 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Gemeenterekeningen 2016

De gemeenteraad,

gezien de begrotingsrekening over 2016 opgesteld door de Gemeenteontvanger;

overwegende dat deze rekening afgesloten wordt met een tegoed van € 21.831.068,28 op de gewone dienst en een tekort van € 15.213.629,82 op de buitengewone dienst;

gezien de balans en de resultatenrekening op 31 december 2016;

overwegende dat de resultatenrekening afgesloten wordt met een tegoed van € 9.168.076,26 resultaat dat men terugvindt op de balans;

overwegende dat deze documenten aan het college van Burgemeester en Schepenen werd voorgelegd in hun zitting van 1 juni 2017;

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

KEURT GOED

- 1) de begrotingsrekeningen over 2016;
- 2) de resultatenrekening over 2016 en de balans op 31 december 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 24 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

2 annexes / 2 bijlagen

Compte Ordinaire 2016.pdf, Compte extraordinaire 2016.pdf

26.06.2017/A/0029 **Budget 2017 – Modification n° 3**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 22 votes positifs, 6 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Begroting 2017 – Wijziging nr 3

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 22 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

2 annexes / 2 bijlagen

MB03_2017_Fr.pdf, MB03_2017_Nl.pdf

26.06.2017/A/0030 **CPAS – Budget 2017 – Modification n° 2**

Le conseil communal,

Attendu qu'en séance du 26 juin 2017, le Conseil de l'aide sociale a modifié le budget 2017 du Centre Public d'Aide Sociale d'Etterbeek suivant les directives de l'article 88 – paragraphe 2 – de la loi organique des centres publics d'aide sociale;

Attendu que cette modification budgétaire peut se résumer comme suit :

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget initial	49.136.350,66	49.136.350,66	
Augmentation	36.930,00	39.170,00	- 2.240,00
Diminution		2.240,00	2.240,00
Résultat	49.173.280,66	49.173.280,66	

Soit avec une différence de :

NEANT

Attendu que cette modification budgétaire se clôture en équilibre sans que l'intervention communale change;

APPROUVE

La modification n°2 du budget pour 2017 du Centre Public d'Aide Sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 22 votes positifs, 6 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Abstention du groupe DéFI par cohérence avec les conseillers CPAS du même groupe, ils soulignent néanmoins la clarté et le fait que tous les commentaires qui apparaissent dans ce qui est fourni par le CPAS soit directement expliqué et inséré dans les chiffres qu'ils ont reçus.

OCMW – Begroting 2017 – Wijziging nr 2

De gemeenteraad,

overwegende dat in zijn zitting van 26 juni 2017, de Raad voor Maatschappelijk Welzijn zijn begroting over 2017 gewijzigd heeft in overeenstemming met de bepalingen van artikel 88 – paragraaf 2 – van de organieke wet op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat de vorenvernoemde begrotingswijziging als volgt kan worden samengevat:

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Oorspronkelijke begroting	49.136.350,66	49.136.350,66	
Verhoging	36.930,00	39.170,00	-2.240,00
Vermindering		2.240,00	2.240,00
Resultaat	49.173.280,66	49.173.280,66	

hetzij met een verschil van:

NIHIL

overwegende dat de begrotingswijziging in evenwicht eindigt en dat de gewone gemeentelijke toelage niet veranderd ;

KEURT GOED

de begrotingswijziging nr.2 van 2017 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 22 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Onthouding van de fractie DéFI wegens de coherentie met de OCMW-raadsleden, zij benadrukken echter de duidelijkheid en het feit dat alle commentaren die verschijnen in wat bezorgd wordt door het OCMW onmiddellijk uitgelegd worden en opgenomen worden in de cijfers die zij ontvangen hebben.

2 annexes / 2 bijlagen

cpas-mb2-note.pdf, cpas-mb2.pdf

Kathy Mottet quitte la séance / verlaat de zitting.

Jeunesse - Jeugd

26.06.2017/A/0031 **Asbl ATOUT PROJET: comptes 2016 – budget 2017 – approbation – participation financière**

Le conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi des subsides adoptés par le Conseil communal en date du 15 octobre 2007;

Considérant qu'une participation financière de 10 000 euros en faveur de l'asbl "Atout Projet" a été inscrite à l'article budgétaire 761/332-02/03 de 2017;

Considérant que l'asbl "Atout Projet" a introduit ses comptes 2016 et son budget 2017 en bonne et due forme;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle Loi Communale:

DECIDE

de prendre acte des comptes 2016 et du budget 2017 de l'asbl "Atout Projet", arrêtés au 31 décembre 2016, tels qu'ils sont repris en annexes;

Et de liquider la participation financière 2017 alloué à cette ASBL.

Le Conseil prend acte.

27 votants : 27 votes positifs.

vzw ATOUT PROJET: rekeningen 2016 – begroting 2017 – goedkeuring – financiële bijdrage

De gemeenteraad,

gezien het reglement betreffende het toezicht op de toekenning van subsidies goedgekeurd door de gemeenteraad op 15 oktober 2007;

overwegende dat een financiële bijdrage van 10.000 euro ten gunste van de vzw "Atout Projet" op artikel 761/332-02/03 van de begroting 2017 ingeschreven werd;

overwegende dat de vzw "Atout Projet" haar rekeningen 2016 en haar begroting 2017 correct heeft ingediend;

gelet op artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

van de rekening 2016 en de begroting 2017 van de vzw "Atout Projet", afgesloten op

31 december 2016, akte nemen zoals die in bijlage opgenomen zijn;

en om de financiële bijdrage 2017 toegekend aan deze vzw te betalen.

De raad neemt akte.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

comptes 2016 atout projet.pdf, BUDGET 2017-1.pdf, BUDGET 2017-2.pdf

Ludothèque - Ludotheek

26.06.2017/A/0032 **A.S.B.L. "Ludothèque d'Etterbeek" - Comptes 2016 et budget 2017 - Approbation.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 3.099,-€ en faveur de l'A.S.B.L. Ludothèque d'Etterbeek est proposé à l'article 767/332-02/30 du budget ordinaire 2017 de la Commune d'Etterbeek ;

Considérant que, conformément aux instructions de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale les comptes et budget des A.S.B.L. subsidiées par les Communes doivent être soumis à l'approbation des Conseils communaux compétents ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Communauté française de Belgique et que selon les termes du nouveau Décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés le 31 décembre de chaque année ;

Vu le rapport d'activité présenté conjointement aux prévisions budgétaires pour l'année 2017 ;

Vu les comptes 2016 et le budget 2017 arrêtés par l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. Ludothèque d'Etterbeek ;

Vu les articles 93 et 117 de la nouvelle Loi communale ;

DECIDE

D'approuver les comptes 2016 et le budget 2017 de l'A.S.B.L. Ludothèque d'Etterbeek tels qu'ils sont annexés à la présente.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

V.Z.W. "Ludotheek van Etterbeek" - Rekeningen 2016 en begroting 2017 - Goedkeuring.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
LUDO ANNEXES.pdf

Cohésion sociale - Sociale Cohesie

26.06.2017/A/0033 **Convention FIPI Communal 2017 entre la Commune d'Etterbeek et la Commission Communautaire Française**

Le Conseil Communal,

Vu l'appel à projets du Fonds d'impulsion à la politique d'immigrés(FIPI) lancé le 22 décembre 2016 par la COCOF;

Vu l'introduction des questionnaires d'introduction des projets à la COCOF dans le cadre du FIPI en date du 1 février 2017;

Vu l'approbation à l'unanimité des membres présents (11 membres dont 9 membres de droit) de la proposition de répartition budgétaire lors de la concertation locale du 14 février 2017;

Vu l'inscription au budget communal de 2017, de crédits d'un montant total de 99.152,00 € dans le cadre du FIPI, dont 97.952,00 € en recettes et 99.152,00 € en dépenses dont 1.200,00 € de part communale ;

Vu la décision du Collège du 09 mars 2017 et du Conseil du 27 mars 2017 d'arrêter la répartition Budget/Action du programme 2017, après examen de la proposition d'actions et du tableau de répartition prévisionnelle relative au Fonds d'Impulsion pour la Politique des Immigrés ;

Vu la décision du Collège du 08 juin 2017 d'autoriser la présentation de ce point lors du Conseil Communal du 26 juin 2017;

DECIDE

D'approuver la signature de la convention FIPI Communal 2017 entre la Commune d'Etterbeek et la Commission Communautaire Française (COCOF).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Overeenkomst van het gemeentelijke IFMB 2017 tussen de gemeente Etterbeek en de Franse Gemeenschapscommissie

De gemeenteraad,

Gelet op de projectoproep van het IFMB (Impulsfonds voor het Migrantenbeleid) die door de Franse Gemeenschapscommissie gelanceerd werd op 22 december 2016;

Gelet op de indiening van de vragenlijsten voor de indiening van projecten bij de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van het IFMB op 1 februari 2017;

Gelet op de unanieme goedkeuring van de aanwezige leden (11 leden waarvan 9 stemgerechtigde) op het lokaal overleg van 14 februari 2017;

Gezien de inschrijving van €99.152,00 in het kader van het IFMB op de gemeentebegroting 2017, waarvan €97.952,00 als kost en € 99.152,00 als uitgaven, waarvan €1.200,00 gemeentelijk deel;

Gelet op de beslissing van het College van 09 maart 2017 en de Raad van 27 maart 2017 om de begroting/actie-verdeling van het programma 2017 te beëindigen, na onderzoek van het actievoorstel en de tabel met de voorlopige verdeling met betrekking tot het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid

Gelet op de beslissing van het college van 08 juni 2017 om dit punt voor te stellen op deze gemeenteraad;

BESLIST:

Goedkeuring te geven voor de ondertekening van de overeenkomst van het gemeentelijke IFMB 2017 tussen de gemeente Etterbeek en de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Convention FIPI Communal 2017.pdf

Solidarité et coopération internationales - Internationale Solidariteit en Samenwerking

26.06.2017/A/0034 Convention spécifique de partenariat entre la commune d'Etterbeek et Aït Baha dans le cadre du programme de collaboration international communal 2017-2021

Le Conseil communal,

Considérant que, dans sa séance du 28 avril 2016, le Collège a donné son accord de principe de participer à l'atelier de planification à Ouarzazate du 29 mai au 5 juin 2016 dans le cadre du programme de Coopération Internationale Communale (CIC) pour explorer des premières pistes de collaboration avec la commune d'Aït Baha ;

Considérant que, suite à cette première rencontre favorable, le Collège, dans sa séance

du 30 juin 2016, a marqué son accord de principe de participer au programme de Coopération Internationale Communale (CIC) 2017- 2021, financé par la Coopération belge ;

Considérant que, dans sa séance du 19 décembre 2016, le Conseil a approuvé le protocole de collaboration entre la commune d'Etterbeek et la commune d'Aït Baha ;

Considérant que, dans sa séance du 27 mars 2017, le Conseil communal a approuvé la convention spécifique de partenariat entre la commune d'Etterbeek et Brulocalis ;

Considérant que le programme 2017-2021 a récemment été approuvé par le Ministère belge de la Coopération au développement, mais se voit confronté à une réduction budgétaire de l'ordre de 25% ;

Considérant que le budget alloué par le gouvernement belge au Programme Maroc est de 2.030.531,24 euros, ce qui signifie que par an environ 30.000 euros sont destinés aux partenariats communaux pour payer les coûts opérationnels, à l'exception de l'année 2017 pour laquelle un budget indicatif de 27.837.1 euros est prévu ;

Considérant que, au niveau du plan stratégique Belgique-Maroc les publics cibles prioritaires ont été identifiés : des enfants et jeunes, les handicapés et les femmes ;

Considérant que, dans sa séance du 27 avril, le Collège a donné son accord de principe sur la participation à l'atelier de démarrage du Programme de Coopération Internationale Communale à Agadir ;

Considérant que le plan de coopération internationale stipule que la collaboration entre les communes belges et marocaines se focalise sur l'action sociale et soit basée sur le plan communal des communes marocaines qui sont établis sur base des besoins de leur population ;

Considérant qu'après les discussions avec la commune d'Aït Baha, et selon les procédures de travail de Brulocalis, il nous est demandé de rédiger un plan opérationnel dont les lignes directrices seront les suivantes pour la période 2017-2018;

Considérant que la signature de la convention spécifique de partenariat entre nos deux communes, reprenant les conditions et obligations générales, la durée, les modalités de financement, de gestion et de rapportage, permettra la mise en œuvre du plan d'action défini ;

Considérant que dans cette convention spécifique il nous est demandé de constituer un groupe de pilotage qui suivra le programme de collaboration internationale de près et qui fonctionnera comme point de référence pour le service de solidarité internationale, et qui, selon la convention spécifique, sera composé au moins du coordinateur, du mandataire local en charge du Programme, d'un agent des services techniques concernés, d'un responsable de l'administration (Secrétaire/Directeur général, Chef de Service, etc.) et d'un représentant de la société civile ;

Considérant que cette convention spécifique se présente comme suit : Convention spécifique de partenariat entre la Commune de ETTERBEEK et la Commune de AIT BAHA ;

Considérant que les Communes de ETTERBEEK et de AIT BAHA ont acté leur volonté de coopérer activement en leurs délibérations du conseil communal, datées respectivement du 19 décembre 2016 et du 6 février 2017 qui font partie intégrante de la présente convention,

Considérant le Protocole de collaboration 2017-2021 qui les lie depuis le 6 décembre 2016, qui fait partie de la présente convention,

Considérant leur décision de participer à la phase 2017-2021 du Programme fédéral belge de Coopération internationale communale (CIC) dans le respect du cadre fixé par ce dernier,

DECIDE

D'approuver la convention ci-dessous :

Convention spécifique de partenariat entre la Commune de ETTERBEEK et la Commune de AIT BAHA

ENTRE

D'une part, la Commune de ETTERBEEK, ici représentée par son Collège communal, au nom duquel agit/agissent M. De Wolf, Bourgmestre et M. Debaty, secrétaire communal,

ET

D'autre part, la Commune de AIT BAHA, ici représentée par M. Aliouboui, Président,

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 – Terminologie

La terminologie spécifique suivante sera utilisée:

- *Programme pluriannuel commun (PPA) 2017-2021*, aussi dénommé *Programme*: plan stratégique global pour la période 2017-2021, dans le cas présent de renforcement des capacités des institutions locales des pays partenaires, introduit par l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) et l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale - Brulocalis (AVCB) auprès de la Direction générale Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD) et approuvé par celle-ci;
- *Programme par pays*: plan stratégique spécifique à un pays donné pour la période 2017-2021, qui fait partie intégrante du PPA et prévoit un Cadre logique unique pour le pays;
- *Conditions générales de participation*: document régissant les relations entre les communes belges et partenaires et l'UVCW/AVCB, et reprenant l'ensemble des règles et procédures applicables au sein du Programme, en ce compris l'éligibilité des dépenses.

Article 2 - Objet de la présente convention

1. Le présent document vise à détailler les obligations contractuelles entre la Commune de ETTERBEEK et la Commune de AIT BAHA concernant la mise en œuvre du Programme de Coopération internationale communale (CIC), cofinancé par la DGD et géré par l'UVCW, en partenariat avec l'AVCB. Les activités et dépenses couvertes par la présente convention sont liées au PPA 2017-2021, et plus spécifiquement au Programme pour le MAROC.
2. La Théorie du Changement (ToC) et le Cadre logique pour le pays pour la période 2017-2021 sont le référent pour ce qui concerne l'objectif spécifique, les résultats, activités principales, indicateurs objectivement vérifiables (IOV), hypothèses et sources de vérification.
3. La ToC se décline au travers de plans opérationnels cohérents, qui fixent de manière très précise, pour chaque partenariat, les activités prévues pour la période considérée, ainsi que les budgets nécessaires à cet effet. Chaque partenaire contribue donc à la préparation des plans opérationnels au rythme et selon les modalités convenues avec l'UVCW/AVCB et, ultérieurement, à leur mise en œuvre. Après approbation, ces plans opérationnels seront considérés comme faisant partie intégrante de la présente convention.
4. Les annexes font partie intégrante de la présente convention.
5. Pour le volet qui concerne le partenariat, toute modification significative des plans opérationnels et/ou du budget qui leur correspond devra en outre faire l'objet d'une demande écrite auprès de l'UVCW/AVCB, tel que prévu dans les Conditions générales de participation. Cette demande, qui aura fait l'objet d'une concertation entre les Communes partenaires, sera soumise à l'UVCW/AVCB par l'une d'entre elles, avec copie au partenaire. L'accord écrit de l'UVCW/AVCB fera office d'avenant à la présente convention.

Article 3 - Cadre d'intervention

Les Communes partenaire et belge inscrivent leur intervention dans le respect:

- a. des lois du 19 mars 2013 et du 16 juin 2016 relatives à la Coopération belge au développement;
- b. des Arrêtés royaux du 11 septembre 2016 concernant respectivement la coopération non gouvernementale, et le nombre des cadres stratégiques communs de la coopération non gouvernementale et leur couverture géographique ou thématique;
- c. du PPA 2017-2021, en ce compris sa stratégie générale et son budget tel qu'accepté par la DGD;
- d. des Conditions générales de participation au Programme de CIC, des processus établis par l'UVCW/AVCB et des cahiers des charges des différentes parties prenantes au Programme;
- e. du Protocole de collaboration générale signé avec sa Commune partenaire pour la période 2017-2021;
- f. de la Convention signée entre la Commune belge et l'UVCW/AVCB pour la période 2017-2021;
- g. de façon générale, de tout document stratégique ou normatif émis par la Coopération belge;
- h. de façon générale, de toute nouvelle disposition légale ou réglementaire en matière de coopération au développement qui serait adoptée d'ici au 31 décembre 2021.

Article 4 - Conditions et obligations générales

1. La Commune de ETTERBEEK et la Commune de AIT BAHA s'engagent à mener les activités prévues dans les plans opérationnels conformément aux règles et procédures fixées par l'UVCW/AVCB et par la DGD, qui leur seront communiquées.
2. Au plus tard lors du démarrage de la phase 2017-2021 du Programme, les deux Communes partenaires déterminent précisément:
 - les rôles et responsabilités de chacun, dans le respect des cahiers des charges de base établis pour les différentes parties prenantes du Programme,
 - les ressources humaines auxquelles elles auront recours,
 - le processus de concertation entre elles.
3. Au plus tard lors du démarrage de la phase 2017-2021 du Programme, un Comité de pilotage est mis en place dans la Commune belge et dans la Commune partenaire, composé au moins du coordinateur, du mandataire local en charge du Programme, d'un agent des services techniques concernés, d'un responsable de l'administration (Secrétaire/Directeur général, Chef de Service, etc.) et d'un représentant de la société civile.

Ses principales responsabilités consistent à déterminer les grandes orientations stratégiques et budgétaires, à décider des éventuelles réorientations majeures qui devraient être opérées, ainsi qu'à assurer une supervision des opérations (y compris les processus de passation des marchés publics chaque fois que le calendrier le permet) et à valider les rapports avant soumission au Conseil communal et/ou à l'UVCW/AVCB.

Il se réunit régulièrement, aux moments-clés du calendrier de mise en œuvre, et se concerta avec le Comité de pilotage de la Commune partenaire, pour une réelle articulation cohérente entre les travaux des deux Comités, à trois niveaux:

- choix des dates de réunion,
- contribution mutuelle à la définition des ordres du jour,
- information mutuelle des conclusions (couchées sous forme de compte rendu) des rencontres.

Les PV des réunions du Comité de pilotage sont également mis à disposition du Conseil communal, du partenaire, de l'UVCW/AVCB et plus généralement de tous les intéressés. Sa composition et ses attributions précises figurent en annexe II.

Article 5 - Durée

La présente convention prend effet le 28 juin 2017 . Elle prendra fin à la clôture du Programme, soit en principe le 31 décembre 2021 (sauf décision contraire du bailleur), après approbation du rapport final par l'UVCW/AVCB, le réviseur désigné pour le Programme et les Services compétents de la DGD. Chaque partie peut y mettre fin par l'envoi d'une notification officielle, conformément à l'article 10 de la présente convention.

Article 6 - Financement et gestion

1. Le partenariat rend compte à l'UVCW/AVCB de la gestion administrative et financière globale des plans opérationnels pour les volets qui le concerne, et en assume la responsabilité par rapport aux Associations.

2. L'UVCW/AVCB effectue les paiements du subside sur le compte de la Commune belge de ETTERBEEK, qui prend ensuite les engagements financiers suivants par rapport à son partenaire:

Ce compte est géré par: M. Philippe Demol, receveur communal d'Etterbeek. Elle n'honorera toutefois ces engagements que dans le cas où elle obtient l'accord de financement par l'UVCW/AVCB. Si tel est le cas, la Commune belge informe immédiatement son partenaire de cet accord. Egalement, dès lors que toutes les conditions sur lesquelles les deux Communes se sont accordées en matière de libération des fonds vers la Commune partenaire sont remplies, la Commune belge exécute les paiements avec la plus grande diligence.

Une gestion centralisée depuis Etterbeek sera d'application au début du programme. En fonction de l'analyse avec le partenaire, des éventuelles autres possibilités, le mode de gestion pourrait évoluer vers une autre forme (asbl communale marocaine, ligne spécifique dans le budget de la commune partenaire, ouverture d'un compte au Maroc par Etterbeek pour le versement de fonds). Cette modification dans la gestion des fonds fera l'objet d'un avenant à la convention.

3. Dans toute la mesure offerte par les législations nationales, la Commune partenaire ouvrira une ligne budgétaire spécifique au nom du Programme, par laquelle transiteront toutes les dépenses et recettes liées à ce dernier. De même, si elle est amenée à devoir ouvrir un compte bancaire spécifique au nom du Programme, toutes les dépenses et recettes liées au Programme transiteront par celui-ci. Dans tous les cas de figure, dans le respect des législations nationales en la matière, les dépenses et recettes liées au Programme seront soumises aux mêmes règles et procédures que l'ensemble des recettes et dépenses de la Commune et au droit de regard du Conseil communal. Le compte sur lequel les paiements relatifs au Programme sont effectués est ouvert dans la Commune partenaire au nom de la commune d'Etterbeek et géré par M. Philippe Demol.
4. Les deux Communes s'engagent à respecter l'ensemble des règles et procédures d'application au sein du Programme, en ce compris les dispositions administratives et financières et les règles d'éligibilité des dépenses telles que stipulées dans les Conditions générales de participation, qui font partie intégrante de la présente convention.
5. La Commune de AIT BAHA tiendra à jour et laissera disponible en permanence pour consultation par la Commune de ETTERBEEK, l'UVCW/AVCB et la DGD, un inventaire des équipements et matériel acquis dans le cadre du Programme, en ce compris une indication sur leur localisation. La Commune de AIT BAHA en assumera la responsabilité, notamment en termes de sécurisation et d'entretien. Si ces équipements et matériel ne devaient pas être gérés en bon père de famille, la Commune de ETTERBEEK et/ou l'UVCW/AVCB et/ou la DGD se réservent le droit d'en demander la restitution ou le remboursement d'un montant équivalent à la Commune de AIT BAHA.
6. Tous les biens et équipements achetés dans le cadre du Programme à destination de la Commune de AIT BAHA seront propriété du Programme dans un premier temps. Ils deviendront pleine propriété de la Commune de AIT BAHA à la clôture du Programme (cf. article 5).

Article 7 - Rapports et documents

1. Les Communes partenaires prennent connaissance de tous les documents du Programme mis à disposition du partenariat par l'UVCW/AVCB.
2. La Commune de ETTERBEEK convient avec la Commune de AIT BAHA de la façon dont elles s'organisent entre elles pour l'échange et la mise à disposition d'informations (y compris financières), sur base des consignes données par l'UVCW/AVCB.
3. Le partenariat soumettra à l'UVCW/AVCB, dans les délais et selon les modalités fixées, les informations requises, financières et relatives à la mise en œuvre, ainsi que copie de toutes les pièces justificatives liées aux dépenses encourues dans le cadre du/des plan(s) opérationnel(s) approuvé(s). Ce rapportage sera effectué selon les modalités communiquées par l'UVCW/AVCB, et de façon concertée entre les deux Communes partenaires.
4. Les documents administratifs, techniques et financiers liés au Programme, en ce compris les pièces comptables originales des deux Communes partenaires, seront tenus à la disposition de l'UVCW/AVCB et de la DGD pendant une durée de quatre ans après la date de clôture du Programme. Ces documents doivent pouvoir être transmis sur demande de l'UVCW/AVCB ou de la DGD.

Article 8 - Evaluation externe et audit

Une évaluation ou un audit peuvent être menés à tout moment du cycle du Programme, et jusqu'à cinq ans après la clôture de ce dernier. Ils sont menés par la DGD, par l'UVCW/AVCB ou par un tiers indépendant mandaté par ces derniers. Il sera du devoir des deux Communes partenaires de participer à cette évaluation/audit et de rendre disponibles tous les documents et informations nécessaires pour ce travail.

Article 9 - Modification de la convention

La présente convention et ses annexes peuvent être modifiées sous réserve de l'accord des deux parties et de l'UVCW/AVCB. Les modifications feront alors l'objet d'un avenant annexé à la convention initiale. Tout avenant à la présente convention requiert une trace écrite et signée prouvant l'accord mutuel des deux parties.

Article 10 - Résiliation

1. Le préavis d'interruption de la convention est de six mois à dater de la réception de la notification écrite signée par les autorités de la Commune qui souhaite y mettre un terme. Les deux parties s'engagent à assurer jusqu'à ce terme la conduite des actions en cours dans la limite de leurs responsabilités et obligations.
2. La présente convention devient immédiatement obsolète en cas de cessation ou de retrait du soutien de la DGD. Le cas échéant, une solution négociée sera proposée à la DGD pour pouvoir honorer les engagements de dépenses au Maroc, comme en Belgique, effectuées avant la date de notification de cessation du financement.

En particulier, la cessation du soutien de la DGD sera exigée par l'UVCW/AVCB en cas de fraude ou tentative de fraude, de participation active ou passive à des faits de corruption et/ou de dysfonctionnements graves dans la relation partenariale.

Article 11 - Résolution de litiges et arbitrages

En cas de divergence de vue des deux Communes partenaires sur l'un ou l'autre point lié à la mise en œuvre ou à la gestion du Programme, ou en cas de conflit résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, une solution à l'amiable sera recherchée à travers l'UVCW/AVCB.

Si toutefois un accord ne peut être trouvé ainsi, il sera fait appel à l'arbitrage de la DGD.

Chaque partenaire date et signe ce document en deux exemplaires et reconnaît avoir reçu le sien.

Pour la Commune de
(*Nom de la Commune belge*)

Pour la Commune de ...
(*Nom de la Commune partenaire*)

(*Nom, fonction, signature*)

(*Nom, fonction, signature*)

Fait à ... (*lieu*), le ... (*date*)

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Specifieke samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en Aït Baha in het kader van het programma van gemeentelijke internationale samenwerking 2017-2021

De gemeenteraad,

Overwegende dat het college in zijn zitting van 28 april 2016 zijn principeakkoord gegeven heeft om deel te nemen aan de planningsworkshop in Ouarzazate van 29 mei tot 5 juni 2016 in het kader van het programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) om de eerste samenwerkingsmogelijkheden met de gemeente Aït Baha te verkennen;

Overwegende dat het college, na die eerste gunstige ontmoeting, in zijn zitting van 30 juni 2016 zijn principeakkoord gegeven heeft om deel te nemen aan het programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) 2017-2021, dat gefinancierd wordt door de Belgische Ontwikkelingssamenwerking;

Overwegende dat de raad in zijn zitting van 19 december 2016 het samenwerkingsprotocol tussen de gemeente Etterbeek en de gemeente Aït Baha goedgekeurd heeft;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 27 maart 2017 de specifieke samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en Brulocalis goedgekeurd heeft;

Overwegende dat het programma 2017-2021 onlangs goedgekeurd werd door het Belgische ministerie van Ontwikkelingssamenwerking, maar geconfronteerd wordt met een budgetvermindering van 25%;

Overwegende dat het budget dat toegekend wordt door de DGD aan het Marokko programma 2.030.531,24 euro bedraagt, wat betekent dat er per jaar ongeveer 30.000 euro bestemd is voor de gemeentelijke partnerschappen om de operationele kosten te betalen, met uitzondering van het jaar 2017 waarvoor een indicatief budget van 27.837.1 euro voorzien is;

Overwegende dat, op niveau van het strategisch plan België- Marokko de prioritaire doelgroepen werden geïdentificeerd: kinderen en jongeren, personen met een handicap en vrouwen;

Overwegende dat het college in zijn zitting van 27 april zijn principeakkoord gegeven heeft voor de deelname aan de startworkshop van het programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) in Agadir;

Overwegende dat het programma van internationale samenwerking bepaalt dat de samenwerking tussen de Belgische en Marokkaanse gemeenten zich focust op sociale actie et gebaseerd wordt op het gemeentelijke actieplan van de Marokkaanse gemeente, opgesteld op basis van de noden van de bevolking;

Overwegende dat, na de discussies met de gemeente Aït Baha, en volgens de werkprocedures van Brulocalis, ons gevraagd werd een operationeel plan op te stellen, met deze beleidslijnen voor de periode 2017-2018;

Overwegende dat dankzij de ondertekening van de specifieke samenwerkingsovereenkomst tussen onze twee gemeenten, waarin de algemene voorwaarden en verplichtingen, de duur en de voorwaarden voor financiering, beheer en rapportering opgenomen zijn, het vastgelegde actieplan uitgevoerd zal kunnen worden;

Overwegende dat ons in die specifieke samenwerkingsovereenkomst gevraagd wordt om een stuurgroep te vormen die het programma voor internationale samenwerking van dichtbij zal opvolgen, die het aanspreekpunt zal zijn voor de dienst Internationale Solidariteit en die volgens de specifieke overeenkomst minstens zal bestaan uit de coördinator, de lokale mandataris bevoegd voor het programma, een ambtenaar van de betrokken technische diensten, een verantwoordelijke van het bestuur (secretaris/directeur-generaal, diensthoofd, enz.) en een vertegenwoordiger van het maatschappelijke middenveld;

Overwegende dat deze specifieke conventie als volgt wordt opgemaakt : Bijzondere samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente ETTERBEEK en de gemeente AIT BAHA

Overwegende dat de gemeenten ETTERBEEK en AIT BAHA, na beraadslagingen van de gemeenteraad, op de respectieve data 19 december 2016 en 6 februari 2017, die deel uitmaken van onderhavige conventie, hun wil hebben uitgedrukt om actief samen te werken,

Overwegende dat tussen de betrokken gemeenten sinds 6 december 2016 een Samenwerkingsprotocol 2017-2021 is afgesloten, dat deel uitmaakt van onderhavige conventie,

Overwegende dat de gemeenten besloten hebben om deel te nemen aan de fase 2017-2021 van het Belgische federale Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) in naleving van het kader van dit programma.

TUSSEN

Eerzijds de gemeente ETTERBEEK, hier vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in naam waarvan Dhr. De Wolf, burgemeester en Dhr. Debaty, gemeentesecretaris handelen,

EN

Anderzijds, de gemeente AIT BAHA, hier vertegenwoordigd door Dhr. Aliourboui, burgemeester,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1 - Terminologie

De volgende bijzondere terminologie zal gebruikt worden:

- *Gemeenschappelijk meerjarenprogramma (MJP) 2017-2021*, ook *Programma* genoemd: globaal strategisch plan voor de periode 2017-2021, in dit geval met het oog op de capacity-building van de lokale instellingen van de partnerlanden. Dit MJP wordt ingediend door de Vereniging van de Stad en Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Brulocalis (VSGB) en de Waalse Unie van Steden en Gemeenten (UVCW) bij de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking (DGD), die het goedkeurt.
- *Programma per land*: specifiek strategisch plan van een gegeven land voor de periode 2017-2021, dat integraal deel uitmaakt van het MJP en een uniek logisch kader bepaalt voor het land.
- *Algemene voorwaarden voor deelname*: document dat de betrekkingen regelt tussen de Belgische en de partnergemeente en de VSGB / UVCW en dat alle regels en procedures bevat die van toepassing zijn binnen het Programma, inclusief de uitgaven die in aanmerking komen.

Artikel 2 - Voorwerp van de onderhavige conventie

1. Dit document beschrijft in detail de contractuele verplichtingen tussen de gemeente ETTERBEEK en de gemeente AIT BAHA betreffende de uitvoering van het Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS), mede gefinancierd door de DGD en beheerd door de UVCW en in samenwerking met de VSGB. De activiteiten en uitgaven gedekt door de onderhavige conventie zijn verbonden aan het MJP 2017-2021, en meer in het bijzonder aan het Programma voor MAROKKO.
2. De theorie van de verandering (ToC) en het logisch kader voor het land voor de periode 2017-2021 zijn de referentiekaders voor het specifieke doel, resultaten, voornaamste activiteiten, objectief verifieerbare indicatoren, hypothesen en verificatiebronnen.
3. De theorie van de verandering (ToC) wordt uitgewerkt in coherente operationele plannen, die voor elk partnership op een zeer precieze manier de geplande activiteiten voor de beschouwde periode vastleggen, alsook de

daartoe vereiste budgetten. Elke partner draagt dus bij tot de voorbereiding en later tot de uitvoering van de operationele plannen, op het ritme en volgens de modaliteiten overeengekomen met de UVCW. Na goedkeuring worden de operationele plannen beschouwd als deel uitmakend van deze overeenkomst.

4. De bijlagen maken integraal deel uit van deze conventie.
5. Voor het luik dat het partnership aanbelangt, moet elke significante wijziging van de actieplannen en/of de begroting bovendien schriftelijk aangevraagd worden bij de UVCW/VSGB, zoals voorzien in de algemene deelnemingsvoorwaarden. Deze aanvraag moet het voorwerp uitmaken van overleg tussen de partnergemeenten en wordt voorgelegd aan de UVCW/VSGB door een van beide, met kopie aan de partner. De schriftelijke goedkeuring van de UVCW/VSGB wordt als aanhangsel bij deze conventie gevoegd.

Artikel 3 - Interventiekader

De Belgische en de partnergemeente kaderen hun interventie in de naleving van:

- a. de wetten van 19 maart 2013 en 16 juni 2016 betreffende de Belgische ontwikkelings-samenwerking;
- b. de koninklijke besluiten van 11 september 2016 betreffende de non-gouvernementele samenwerking, en het aantal gemeenschappelijke strategische kaders en hun geografische of thematische dekking;
- c. het MJP 2017-2021, met inbegrip van de algemene strategie en begroting zoals goedgekeurd door de DGD;
- d. algemene deelnemingsvoorwaarden aan het GIS-Programma, de processen vastgelegd door de VSGB-VSGB en de lastenboeken van de verschillende deelnemers aan het Programma;
- e. het algemeen samenwerkingsprotocol ondertekend met de partnergemeente voor de periode 2017-2021;
- f. de specifieke samenwerkingsovereenkomst ondertekend tussen de Belgische gemeente en de UVCW/VSGB voor de periode 2017-2021;
- g. algemeen: elk strategisch of normatief document vanwege de Belgische Ontwikkelings-samenwerking;
- h. algemeen: elke nieuwe wettelijke of reglementaire bepaling inzake ontwikkelingssamenwerking die goedgekeurd zou worden vóór 31 december 2021.

Artikel 4 - Algemene voorwaarden en verplichtingen

1. De gemeente ETTERBEEK en de gemeente AIT BAHA verbinden zich ertoe de in de operationele jaarplannen bepaalde activiteiten uit te voeren volgens de regels en procedures vastgelegd door de UVCW/VSGB en door de DGD, die hun overgemaakt worden.
2. Uiterlijk bij de start van de fase 2017-2021 van het Programma bepalen de twee partner gemeenten precies:
 - ieders rol en verantwoordelijkheden, in naleving van de basislastenboeken opgesteld door de verschillende partners die deelnemen aan het Programma
 - de human resources die daartoe ingezet zullen worden
 - de overlegprocessen tussen de partijen
3. Uiterlijk bij de start van de fase 2017-2021 van het Programma wordt er een

stuurcomité opgericht in de Belgische gemeente en in de partnergemeente, bestaande uit minstens de coördinator, een lokale mandataris bevoegd voor het Programma en een personeelslid van de betrokken technische diensten, of zelfs een verantwoordelijke van het bestuur (algemeen secretaris, diensthoofd, ...) en een vertegenwoordiger van de burgersamenleving).

Diens voornaamste verantwoordelijkheden zijn de bepaling van de strategische oriëntaties, de budgetten, beslissen over de eventuele grote reoriëntaties die doorgevoerd zouden moeten worden, alsook een supervisie over de operaties (met inbegrip van de processen van toewijzing van overheidsopdrachten telkens als de planning die mogelijkheid biedt) en de validering van de verslagen vóór de voorlegging aan de gemeenteraad en/of de VSGB / UVCW.

Het stuurcomité vergadert regelmatig, op de scharniermomenten van de kalender en pleegt overleg met het stuurcomité van de partnergemeente, met het oog op de coherentie tussen de werkzaamheden van de twee comités, op 3 niveaus:

- keuze van de vergaderdatums
- wederzijdse bijdrage tot de bepaling van de agenda's
- wederzijdse informatie betreffende de besluiten (in een verslag) van de ontmoetingen.

De verslagen van vergaderingen van het stuurcomité worden ook ter beschikking gesteld aan de gemeenteraad, de partner, de UVCW/VSGB en algemener aan alle betrokkenen. De samenstelling en bevoegdheden staan in bijlage II.

Artikel 5 - Duur

1. Deze conventie treedt in werking op 28 juni 2017 en loopt af bij de afronding van het Programma op 31 december 2021 (behoudens andersluidende beslissing van de geldschieter), na de goedkeuring van het eindverslag door de VSGB / UVCW, de revisor aangesteld door het Programma en de bevoegde diensten van de DGD. Iedere partij kan de conventie opzeggen door middel van een officiële kennisgeving, conform artikel 10 van deze conventie.

Artikel 6 - Financiering en beheer

1. Het partnership legt bij de VSGB / UVCW verantwoording af over het algemeen administratief en financieel beheer van de operationele plannen voor de luiken die het aanbelangt, en draagt er de verantwoordelijkheid van ten aanzien van de Verenigingen.
2. De UVCW/VSGB betaalt de subsidie op de rekening van de Belgische gemeente ETTERBEEK, *die vervolgens* de volgende financiële verbintenissen aangaat ten aanzien van de partner:

De rekening wordt beheerd door Dhr. Philippe Demol, gemeenteontvanger van de gemeente Etterbeek. Ze zal deze verbintenissen slechts nakomen nadat ze de goedkeuring van de financiering heeft gekregen via de VSGB / UVCW. Als dat het geval is, informeert de Belgische gemeente daar onmiddellijk haar partner over. Als alle voorwaarden die de twee gemeenten overeengekomen zijn inzake het vrijgeven van de fondsen naar de partnergemeente vervuld zijn, verricht de Belgische gemeente zo spoedig mogelijk de betalingen.

Een gecentraliseerd beheer vanuit Etterbeek zal van toepassing zijn aan het begin van het programma. In functie van de analyse met de partner en andere eventuele mogelijkheden worden, kan de wijze van beheer evolueren naar een andere vorm (Marokkaans gemeentelijke vzw, specifieke budgetlijn bij de partnergemeente, opening van een rekening in Marokko door Etterbeek voor het storten van middelen). Deze wijziging in het beheer van de middelen zal deel uitmaken van een toevoegingsclausule aan de conventie.

3. Conform de nationale wetgeving opent de partnergemeente een budgetregel specifiek in naam van het Programma, die gebruikt wordt voor alle uitgaven en inkomsten verbonden aan het Programma. Als ze een bankrekening specifiek in naam van het Programma moet openen, moeten alle uitgaven en inkomsten met betrekking tot het Programma eveneens via die rekening gaan. In elk geval zijn de uitgaven en inkomsten betreffende het Programma, in naleving van de nationale wetgeving terzake, onderworpen aan dezelfde regels en procedures als alle ontvangsten en uitgaven van de gemeente en aan het inzagerecht van de gemeenteraad.

De rekening waarop de betalingen betreffende het Programma verricht worden, wordt geopend in de partnergemeente op naam van de gemeente Etterbeek en wordt beheerd door Dhr Philippe Demol.

4. De twee gemeenten verbinden zich ertoe alle regels en procedures na te leven die van toepassing zijn binnen het Programma, met inbegrip van de administratieve en financiële bepalingen en de regels voor de verkiesbaarheid van de uitgaven zoals bepaald in de algemene deelnemingsvoorwaarden, die deel uitmaken van onderhavige conventie.
5. De gemeente AIT BAHA houdt een inventaris van uitrustingen en materialen aangekocht in het kader van het Programma (met inbegrip van een aanwijzing over hun situering), geactualiseerd en permanent ter beschikking voor raadpleging door de gemeente ETTERBEEK, de VSGB / UVCW en de DGD. De gemeente AIT BAHA is er verantwoordelijk voor, in het bijzonder op het vlak van beveiliging en onderhoud. Indien deze uitrustingen en materialen niet beheerd worden als een goede huisvader, behoudt de gemeente ETTERBEEK zich het recht voor om de teruggave te eisen of de terugbetaling van een equivalent bedrag van de gemeente AIT BAHA
6. Alle goederen en uitrustingen aangekocht in het kader van het Programma voor de gemeente AIT BAHA blijven in eerste instantie eigendom van het Programma. Ze worden de volle eigendom van de gemeente AIT BAHA bij het afsluiten van het Programma (cf. artikel 5).

Artikel 7 - Verslagen en documenten

1. De partnergemeenten nemen kennis van alle documenten met betrekking tot het Programma die door de UVCW/VSGB ter beschikking gesteld worden van het partnership.
2. De gemeente ETTERBEEK maakt afspraken met de gemeente AIT BAHA om de uitwisseling en terbeschikkingstelling van informatie (o.a. financiële) onder elkaar te organiseren, op basis van de aanbevelingen vanwege de VSGB / UVCW.
3. Het partnership maakt binnen de vastgestelde termijnen en volgens de vastgelegde modaliteiten aan de VSGB / UVCW de nodige informatie over

betreffende de financiële aspecten en de uitvoering, met alle bewijsstukken met betrekking tot de uitgaven aangegaan in het kader van de goedgekeurde operationele plannen. Dit verslag wordt opgesteld op basis van de modaliteiten meegedeeld door de VSGB / UVCW, overlegd tussen de twee partnergemeenten.

4. De administratieve, technische en financiële documenten met betrekking tot het Programma, inclusief de originele boekhoudstukken van de twee partnergemeenten, worden ter beschikking gehouden van de VSGB / UVCW en de DGD voor een duur van vier jaar na de datum van de afsluiting van het Programma. Deze documenten moeten op verzoek van de VSGB / UVCW of de DGD doorgestuurd kunnen worden.

Artikel 8 - Externe evaluatie en audit

Een evaluatie of audit kan op ieder ogenblik in de cyclus van het Programma gebeuren, en dit tot vijf jaar na afloop van dat laatste. Deze worden uitgevoerd door de DGD, de VSGB / UVCW of een onafhankelijke derde die door deze laatste hiertoe is gemachtigd. Het is de plicht van de twee partnergemeenten om deel te nemen aan deze evaluatie of audit en om alle nodige documenten en informatie ter beschikking te stellen voor dit werk.

Artikel 9 - Wijziging van de conventie

Deze conventie en de bijlagen kunnen gewijzigd worden mits akkoord van de twee partijen en de UVCW/VSGB. De wijzigingen zullen dan het voorwerp uitmaken van een aanhangsel toegevoegd aan de initiële conventie. Ieder aanhangsel van de onderhavige conventie dient schriftelijk te gebeuren en ondertekend te worden door de twee partijen ten bewijze van het akkoord.

Artikel 10 - Ontbinding

1. De opzegtermijn van de conventie bedraagt zes maanden te tellen vanaf de ontvangst van de schriftelijke kennisgeving ondertekend door de autoriteiten van de gemeente die de conventie wenst te ontbinden. De twee partijen verbinden zich tot het uitvoeren van de lopende acties gedurende deze termijn, binnen hun verantwoordelijkheden en verplichtingen.
2. Deze conventie vervalt onmiddellijk bij een stopzetting of een intrekking van de ondersteuning van de DGD. Er zal in dit geval met de DGD onderhandeld worden over een oplossing om de engagementen van uitgaven in Marokko en in België, aangegaan vóór de datum van kennisgeving van stopzetting van financiering, te kunnen naleven.

In het bijzonder zal de stopzetting van de steun van de DGD geëist worden door de UVCW/VSGB in geval van fraude of poging tot fraude, actieve of passieve deelname aan feiten van corruptie en/of ernstige disfuncties in de partnerrelatie.

Artikel 11 - Oplossing van geschillen en arbitrage

Bij een meningsverschil van de twee partnergemeenten over één of ander punt verbonden aan de uitvoering of het beheer van het Programma of bij conflicten die voortvloeien uit de interpretatie of de toepassing van deze conventie, wordt een minnelijke schikking gezocht via de VSGB / UVCW.

Als er op deze manier geen akkoord kan worden bereikt, wordt een beroep gedaan op de arbitrage van de DGD.

Iedere partner dateert en ondertekent dit document in tweevoud en erkent een eigen exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de gemeente ...
gemeente...
(*Naam van de Belgische gemeente*)

(*Naam, functie, handtekening*)

Opgesteld te (*plaats*), op... (*datum*)

Voor de
(*Naam van de partnergemeente*)

(*Naam, functie, handtekening*)

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

26.06.2017/A/0035 **Interpellation de Monsieur André DU BUS, conseiller communal relative à l'application de l'ordonnance sur l'hébergement touristique**

Monsieur le Président,

La récente ordonnance sur l'hébergement touristique a ceci de particulier que la commune doit délivrer un certificat de conformité urbanistique dans les cas d'affectation exclusive d'un logement à la fonction d'hébergement touristique. En clair, les propriétaires qui souhaitent transformer un logement en hébergement touristique, ce qui représente un réel intérêt en termes de rentabilité, doivent bénéficier de ce certificat de conformité.

Or, afin d'éviter d'alimenter la spéculation immobilière et de mieux répondre à la crise du logement, l'ordonnance impose que toute suppression de logement à des fins d'affectation d'hébergement touristique doit être compensée par la création de logement d'une surface équivalente. Et donc, le propriétaire qui introduit une demande d'affectation d'un logement en hébergement touristique se voit refuser l'octroi du certificat de conformité si il ne crée pas de logement pour une surface équivalente.

Le problème auquel doivent faire face les propriétaires introduisant leur dossier réside en ceci qu'ils ne sont pas informés préalablement de cette mesure et des conséquences qu'elle entraîne. Ce qui se traduit par un délai d'attente important, dans certains cas des frais de dossiers, et, dans la majorité des cas, un refus d'octroi du certificat d'urbanisme.

Cette situation a fait l'objet d'un récent débat en commission du parlement bruxellois. A la question de savoir si il était possible de clarifier la procédure au niveau de son

application et d'éviter des frais de dossier inutiles, le ministre-président a répondu qu'il ne maîtrisait pas les pratiques en vigueur au niveau des communes. Qu'il revenait donc aux communes de gérer au mieux l'application de cette ordonnance.

Mes questions sont les suivantes :

- combien de refus de certificat d'urbanisme les services communaux ont-ils déjà délivrés depuis l'application de l'ordonnance, dans le cas précis de demande d'affectation en hébergement touristique ? Une redevance est-elle demandée dans ces cas précis ?
- Combien d'octroi de certificat d'urbanisme délivrés dans le même cadre ?
- Une information préalable est-elle donnée au propriétaire introduisant une demande visant l'affectation de leur bien en hébergement touristique exclusif ?
- Dans le cas contraire, ne serait-il pas pertinent de prévoir une telle information ?

Je vous remercie pour votre attention.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Merci Monsieur du Bus.

Cette situation nous est connue puisque l'habitant a pris contact avec le service adéquat.

Nous avons une note vraiment très bien établie par la responsable du service de l'Urbanisme, elle fait 4 pages, je vais vous la faire parvenir, ainsi qu'à tous les chefs de groupe.

Je peux vous répondre ceci, depuis avril 2016, nous avons ouvert 16 dossiers relatifs aux hébergements touristiques. Parmi ceux-ci, 14 demandes d'attestation de conformité urbanistique ont été introduites auprès de nos services et 2 attestations de non-conformité ont été délivrées. 2 dossiers sont en cours.

Nous avons donc délivré 10 attestations de conformité.

Aucune redevance n'est demandée. Nous délivrons les attestations dans les 15 jours de la réception du formulaire de demande complet.

Une information préalable est donnée au donnée au propriétaire demandant une affectation, bien entendu, si les personnes nous contactent. Malheureusement, notre premier contact avec les exploitants est bien souvent le formulaire de demande. Nous veillons alors à les informer au mieux dès réception de ce formulaire.

Il est à noter que tout a été prévu dans l'arrêté pour que le SPRB Economie et Emploi soit le premier point de contact des exploitants. Ce sont eux également qui délivrent l'enregistrement et qui sont en charge du contrôle, et pas nous.

Conscients de la surprise de certains exploitants, nous avons, au travers de Brulocalis et en compagnie des services de l'urbanisme des 18 autres communes, tenté de sensibiliser les agents du SPRB Economie et Emploi à la problématique urbanistique et à l'importance d'informer les exploitants en amont. Il nous a été répondu que ce n'était pas possible, car l'urbanisme ne relève pas de leurs compétences. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer André DU BUS, gemeenteraadslid, betreffende de toepassing van de ordonnantie betreffende het toeristische logies

Mijnheer de voorzitter,

Het bijzondere aan de recente ordonnantie betreffende het toeristische logies is dat de gemeente een attest van stedenbouwkundige conformiteit moet uitreiken in de gevallen waarin een woning uitsluitend de functie van toeristische logies krijgt. Voor alle duidelijkheid, de eigenaars die een woning willen omvormen tot toeristische logies, wat een voordeel is in termen van rentabiliteit, moeten in het bezit zijn van dat attest van conformiteit.

Om te vermijden dat de vastgoedspeculatie gevoed wordt en om beter te reageren op de woningcrisis, schrijft de ordonnantie voor dat elke woning die verdwijnt om omgevormd te worden tot toeristische logies gecompenseerd moet worden met de creatie van een woning met dezelfde oppervlakte. De eigenaar die een aanvraag indient om een woning om te vormen tot toeristische logies wordt een attest van conformiteit dus geweigerd als hij geen woning met dezelfde oppervlakte creëert.

Het probleem waarmee de eigenaars die hun dossier indienen geconfronteerd worden ligt in het feit dat ze vooraf niet geïnformeerd worden over die maatregel en de gevolgen ervan. Dat vertaalt zich in een lange wachttijd, in sommige gevallen in dossierkosten en in de meeste gevallen in een weigering van het stedenbouwkundige attest.

Over deze situatie werd onlangs gedebatteerd in de commissie van het Brusselse parlement. Op de vraag of het mogelijk was om de toepassing van de procedure te verduidelijken en onnodige dossierkosten te vermijden, heeft de minister-president geantwoord dat hij de gangbare praktijken op het niveau van de gemeenten niet beheerste. Dat het dus de taak van de gemeenten was om de uitvoering van die ordonnantie zo goed mogelijk te beheren.

Mijn vragen zijn de volgende:

- Hoeveel weigeringen van stedenbouwkundige attesten hebben de gemeenteamttenaren al uitgereikt sinds de toepassing van de ordonnantie in het specifieke geval van een aanvraag van omvorming tot toeristische logies? Wordt er in die specifieke gevallen een bijdrage gevraagd?
- Hoeveel stedenbouwkundige attesten werden in datzelfde kader uitgereikt?
- Worden de eigenaars die een aanvraag indienen om hun goed volledig om te vormen tot toeristische logies vooraf geïnformeerd?
- Zo niet, zou het dan niet relevant zijn om dergelijke informatie te voorzien?

Ik dank u voor uw aandacht.

De burgemeester neemt het woord:

“Dank u, mijnheer du Bus.

Deze situatie is ons bekend aangezien de inwoner contact opgenomen heeft met de bevoegde dienst.

Wij hebben een nota die zeer goed opgesteld werd door de verantwoordelijke van de dienst Stedenbouw. De nota telt vier pagina's. Ik zal ze u laten bezorgen alsook aan alle andere fractieleiders.

Ik kan u het volgende antwoorden: sinds april 2016 hebben wij zestien dossiers geopend in verband met toeristische logies. Voor veertien van die dossiers werd een aanvraag voor een attest van stedenbouwkundige conformiteit ingediend bij onze diensten en werden twee attesten van niet-conformiteit uitgereikt. Twee dossiers zijn nog lopende. We hebben dus tien conformiteitsattesten uitgereikt.

Er wordt geen bijdrage gevraagd. Wij reiken de attesten uit binnen vijftien dagen na ontvangst van het volledige aanvraagformulier.

Vooraf wordt informatie gegeven aan de eigenaar die een bestemming aanvraagt, uiteraard als die personen ons contacteren. Jammer genoeg is ons eerste contact met de uitbaters meestal het aanvraagformulier. Wij zorgen er dan voor dat zij zo goed mogelijk geïnformeerd worden zodra wij dat formulier ontvangen hebben.

Er moet opgemerkt worden dat in het besluit alles voorzien werd opdat de GOB Economie en Werkgelegenheid het eerste aanspreekpunt is voor de uitbaters. Het is ook die dienst die de registraties doet en de controles uitvoert, niet wij.

Wij zijn ons bewust van de verbazing van bepaalde uitbaters en wij hebben daarom via Brulocalis en in samenwerking met de stedenbouwdiensten van de achttien andere gemeenten geprobeerd om de ambtenaren van de GOB Economie en Werkgelegenheid gevoelig te maken voor de stedenbouwkundige problematiek en voor het belang om de uitbaters vooraf te informeren. Er werd ons geantwoord dat dat niet mogelijk was doordat stedenbouw niet onder hun bevoegdheid valt.”

De raad hoort de interpellatie.

Achats - Aankopen

26.06.2017/A/0036 Fourniture de service de télécommunication – Téléphonie mobile (IRISnet2) - Proposition de mandater le Gouvernement la Région de Bruxelles-Capitale pour agir au nom et pour compte de l'administration communale d'Etterbeek dans le cadre de la mise en concurrence de ce marché

Le conseil communal,

Vu le courrier de la Région de Bruxelles-Capitale, Cabinet de la Secrétaire d'Etat Bianca Debaets, réceptionné par l'administration communale d'Etterbeek en date du 20 juin 2017 ;

Considérant que dans ce courrier, la Secrétaire d'Etat nous informe que le marché relatif à la téléphonie mobile (Lot 2) du marché IRISnet2 arrive à échéance en date du 31 octobre 2017;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé le 1er juin 2017 de remettre en compétition le marché de mobilophonie (mobilophonie Voix, Data et Machine-to-Machine) ;

Considérant que ce nouveau marché portera sur une durée de 5 ans ;

Considérant que le cahier des charges revisité a comme principe de base :

- que les prix ne seront pas supérieurs à ceux qui seront appliqués dans le cadre du marché IRISnet2 (lot 2) à la date de publication du nouveau marché ;
- que le principe de tarification fleet (gratuité des appels) telle qu'actuellement mise en œuvre reste d'application, à savoir :
 - pour les appels de mobile à mobile de ce marché
 - pour les appels de mobile vers tous les autres mobiles gérés par le futur adjudicataire du nouveau marché
- la gratuité des coûts de migration au démarrage du marché (en d'autres termes pas de coûts liés à la migration et à l'éventuel changement de de cartes SIM dans les GSM, les Smartphones ou pour des cartes Machine-to-Machine

Considérant la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et plus particulièrement son article 38 de la loi précitée qui prévoit que :

« En cas de marché conjoint pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents (...), les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, en qualité de pouvoir adjudicateur. (...) » ;

Considérant que le fait de se rattacher au marché de la Région de Bruxelles-Capitale permettrait de bénéficier de prix avantageux en matière de mobilophonie au vu de l'importance du marché et du nombre important de mandants qui se grefferont à ce nouveau marché ;

Vu la convention de mandat joint à la présente délibération ;

Considérant que le délai de réponse pour mandater la Région de Bruxelles-Capitale est fixée au 21 juillet 2017 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE,

1. De mandater la Région de Bruxelles-Capitale représentée par son Gouvernement en la personne de la Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'informatique dans ses attributions pour agir en nom et pour compte de l'administration communale d'Etterbeek en vue de la passation d'un

- marché de fourniture de services de mobilophonie ;
2. D'approuver la convention de mandat faisant partie intégrante de la délibération.

MANDAT

DONNE PAR

La Commune d'Etterbeek

À

La Région de Bruxelles-Capitale représentée par son Gouvernement en la personne de la Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'informatique dans ses attributions

En vue de la passation d'un marché de fourniture de services de mobilophonie

ENTRE: LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE en qualité de pouvoir adjudicateur du marché, représentée par son Gouvernement en la personne de la Secrétaire d'Etat Bianca Debaets ayant l'informatique dans ses attributions, d'une part,

Ci-après la « Région » ou le « Mandataire »

ET: LA COMMUNE D'ETTERBEEK dont le siège social est établi avenue d'Auderghem 113 – 1040 Etterbeek représentée par Monsieur DE WOLF Vincent, Bourgmestre et Monsieur DEBATY Christian, Secrétaire Communal d'autre part,

Ci-après le « Mandant » ou l' « Institution »

IL EST EXPOSE QUE :

En date du 26.06.2017, le Conseil communal du Mandant décida de conférer mandat au Mandataire dans le cadre de la passation d'un marché public de fourniture de services de mobilophonie.

Considérant la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et plus particulièrement l'article 38 de la loi précitée qui prévoit que : «En cas de marché conjoint pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents (...), les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, en qualité de pouvoir adjudicateur. (...) »;

Le Mandant et le Mandataire entendent soumettre le mandat conféré aux termes et conditions de la présente convention.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

1. Objet du mandat

Le Mandant confie au Mandataire, qui l'accepte, un mandat spécial en vue de mettre en oeuvre, en son nom et pour son compte, l'organisation, la passation et l'exécution d'un marché public plus amplement détaillé ci-après.

2. Objet du marché

L'objet du marché concerne la conclusion d'un marché de fourniture de services de mobilophonie (voix / mobile data / Matma), pour une durée de cinq (5) ans.

3. Nature et Mode de passation du marché

Le marché est un marché de services qui se déroulera selon la procédure ouverte, par appel d'offres général respectant les règles européennes de publicité conformément aux articles 3, 5° et 25 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

4. Périmètre du mandat

Le mandant s'engage à souscrire aux services de mobilophonie (voix / mobile data / Matma)

Pour ces services, l'exclusivité est absolue : le mandant s'interdit dès lors de souscrire ces services chez un autre prestataire, et ce pour toute la durée du marché. Au cas où ces services sont souscrits chez un autre prestataire à la signature du présent mandat, le mandant s'engage à mettre fin à ces contrats, dans la mesure permise par ceux-ci, au plus tôt, le 1er novembre 2017 et au plus tard, à la date de fin de la migration.

5. Modalités de passation des commandes et de paiements des prestations de services

- En ce qui concerne les commandes:

Le mandant passera directement commande auprès du prestataire désigné suite à la procédure de marché.

- En ce qui concerne les paiements:

Le mandant se verra adresser, pour sa part dans le présent marché, une facture établie par le prestataire et portant sur les prestations de services dont il a bénéficié dans le cadre du marché.

6. Droits et obligations du mandant:

Au terme de la conclusion du marché avec le partenaire sélectionné, le Mandant s'engage à ratifier, le cas échéant, pour autant que cela soit nécessaire, tous les actes posés par le Mandataire dans le cadre du présent mandat.

Le Mandant doit garantir l'accès nécessaire aux locaux techniques et aux autres installations et équipements, afin d'assurer la fourniture des services auxquels il a

souscrit.

7. Garanties tarifaires

Il est garanti aux mandants de bénéficier d'une tarification préférentielle. Les tarifs ci-joints constitueront un maximum de référence pour la tarification.

Ces garanties sont valables pour le même niveau de service et sous réserve qu'aucune nouvelle obligation de type régulatrice n'oblige à modifier le tarif.

8. Délai de validité du mandat

Le mandat donné à la Région pour le présent marché est irrévocable sur toute la durée du marché (5 ans).

9. Dispositions diverses

Le présent mandat est gratuit.

Le Mandant reconnaît expressément que le Mandataire n'est pas tenu d'attribuer le présent marché.

Dans le cas où le marché n'est pas attribué, le présent mandat prend fin de plein droit.

Le Mandant collaborera de bonne foi avec la Région, avec les autres mandants ainsi que les autres parties dans le cadre du présent marché.

10. Droit applicable et tribunaux compétents

Le droit belge est applicable à la présente convention.

Tout litige relatif à l'interprétation, l'exécution ou la rupture de la présente convention sera tranché définitivement par les cours et tribunaux de l'arrondissement de Bruxelles.

Fait à Bruxelles, le __ / __ / ____, en deux exemplaires, chacune des parties ayant reçu le sien.

Pour la Commune d'Etterbeek,
Bourgmestre

Secrétaire communal

Vincent DE WOLF

Christian DEBATY

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Bianca DEBAETS,

Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Coopération au Développement, de la Sécurité routière, de l'Informatique régionale et communale

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Levering van telecommunicatiedienst - Mobiele telefonie (IRISnet2) - Voorstel om de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te machtigen om in naam en

voor rekening van het gemeentebestuur van Etterbeek op te treden in het kader van de mededinging van deze opdracht

De gemeenteraad,

Gelet op de brief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, kabinet van staatssecretaris Bianca Debaets, ontvangen door het gemeentebestuur van Etterbeek op 20 juni 2017;

Overwegende dat de staatssecretaris ons in die brief informeert dat de opdracht betreffende de mobiele telefonie (lot 2) van de opdracht IRISnet2 op 31 oktober 2017 verloopt;

Overwegende dat de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 1 juni 2017 beslist heeft om de opdracht opnieuw voor mededinging open te stellen (mobiele telefonie voice, data en machine-to-machine);

Overwegende dat deze nieuwe opdracht betrekking zal hebben op een periode van vijf jaar;

Overwegende dat het herwerkte bestek de volgende basisprincipes heeft:

- de prijzen zullen niet hoger zijn dan de prijzen die van toepassing zijn in het kader van de opdracht IRISnet (lot 2) op de datum van publicatie van de nieuwe opdracht;
- het principe voor de tariefbepaling fleet (gratis oproepen) zoals dat nu toegepast wordt blijft van toepassing, met name:
 - voor de oproepen van mobiele telefoon naar mobiele telefoon van deze opdracht
 - voor de mobiele oproepen naar alle andere mobiele telefoons die beheerd worden door de toekomstige opdrachtnemer van de nieuwe opdracht
- de kosteloosheid van de overstapkosten bij de start van de opdracht (met andere woorden geen kosten voor de overstap en de eventuele vervanging van de simkaarten in de gsm's, smartphones of voor machine-to-machinekaarten);

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren en in het bijzonder artikel 38 van de voornoemde wet dat het volgende bepaalt: “In geval van een samengevoegde opdracht voor rekening van verschillende aanbestedende overheden (...), duiden de betrokken personen de overheid of entiteit aan die in hun naam in de hoedanigheid van aanbestedende overheid zal optreden. (...)”;

Overwegende dat het feit zich aan te sluiten bij de opdracht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het mogelijk zou maken om voordelige prijzen te genieten op het vlak van mobiele telefonie gezien de omvang van de opdracht en het grote aantal mandaten die zullen aansluiten bij deze nieuwe opdracht;

Gelet op de mandaatovereenkomst die bij deze beraadslaging gevoegd is;

Overwegende dat de antwoordtermijn om het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te machtigen vastgelegd is op 21 juli 2017;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST:

1. het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die Informatica onder haar bevoegdheden heeft, te machtigen om in naam en voor rekening van het gemeentebestuur van Etterbeek op te treden met het oog op de plaatsing van een opdracht voor levering van mobiele telefoniediensten;
2. de mandaatovereenkomst die deel uitmaakt van de beraadslaging goed te keuren.

MANDAAT

VERLEEND DOOR

De Gemeente Etterbeek

AAN

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, door zijn Regering vertegenwoordigd in de persoon van de Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die bevoegd is voor informatica

Met het oog op de gunning van een opdracht voor de levering van mobilofoniediensten

TUSSEN: HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST in de hoedanigheid van aanbestedende overheid van de opdracht, door zijn Regering vertegenwoordigd in de persoon van Staatssecretaris Bianca Debaets bevoegd voor informatica, enerzijds,

Hierna het «Gewest» of de «Mandataris»

EN: DE GEMEENTE ETTERBEEK met maatschappelijke zetel gevestigd te Auderghemsesteenwe, 113 - 1040 Etterbeek vertegenwoordigd door de Heer DE WOLF Vincent, Burgemeester en DEBATY Christian, Gemeentesecretaris, anderzijds,

Hierna de « Mandaatgever » of de « Instelling »

WORDT UITEENGEZET HETGEEN VOLGT:

Op datum van 26.06.2017 heeft de gemeenteraad van de Mandaatgever beslist om aan de Mandataris mandaat te verlenen in het kader van de plaatsing van een overheidsopdracht voor de levering van mobilofoniediensten.

Overwegende de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren en meer bepaald artikel 38 van genoemde wet, dat het volgende bepaalt: «In geval van een samengevoegde opdracht voor rekening van verschillende aanbestedende overheden (...) duiden de betrokken personen de overheid of entiteit aan die in hun naam in de hoedanigheid van aanbestedende overheid zal optreden. (...) »;

De Mandaatgever en de Mandataris komen overeen om het verleende mandaat te onderwerpen aan de termen en voorwaarden van voorliggende overeenkomst.

GEGEVEN HET VOORGAANDE WORDT OVEREENGEKOMEN HETGEEN VOLGT:

1. Voorwerp van het mandaat

In eigen naam en voor eigen rekening verleent de Mandaatgever de Mandataris, die aanvaardt, een bijzonder mandaat met het oog op de organisatie, de plaatsing en de uitvoering van een overheidsopdracht, waarover hieronder nadere details.

2. Voorwerp van de opdracht

De opdracht behelst het sluiten van een opdracht voor de levering van mobilofoniediensten (spraak / mobile data / MatMa) voor een periode van vijf (5) jaar.

3. Aard en Gunningswijze van de opdracht

Overeenkomstig artikel 3, 5° en 25 van de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, is de opdracht een opdracht voor diensten die zal toegewezen worden volgens een open procedure door middel van algemene offerteaanvraag met inachtneming van de Europese bekendmakingsregels.

4. Draagwijdte van het mandaat

De mandaatgever verbindt zich ertoe in te schrijven op de mobilofoniediensten (spraak / mobile data / MatMa).

Voor deze diensten is de exclusiviteit absoluut: de mandaatgever verbindt zich ertoe om niet op deze diensten in te schrijven bij een andere leverancier, en dit tijdens de hele duur van de opdracht. In het geval dat deze diensten bij de ondertekening van voorliggend mandaat bij een andere leverancier onderschreven zijn, verbindt de mandaatgever zich ertoe deze contracten te beëindigen, in zoverre deze dit toelaten, dit ten vroegste tegen 1 november 2017 en ten laatste op de datum waarop de migratie beëindigd wordt.

5. Modaliteiten voor het plaatsen van bestellingen en voor het betalen van de dienstprestaties

- Wat de bestellingen betreft:

De mandaatgever dient rechtstreeks te bestellen bij de dienstverlener aan wie de opdracht gegund wordt.

- Wat de betalingen betreft:

De mandaatgever zal, voor zijn deel in voorliggende opdracht, vanwege de dienstverlener een factuur ontvangen voor de prestaties die hem in het kader van de opdracht verstrekt werden.

6. Rechten en plichten van de mandaatgever:

Van zodra de opdracht met de geselecteerde partner gesloten is, verbindt de Mandaatgever zich ertoe om desgevallend, voor zover dat nodig is, alle handelingen die de Mandataris in het kader van voorliggend mandaat stelt, te bekrachtigen.

De Mandaatgever is verplicht de nodige toegang te verlenen tot zijn technische lokalen en andere installaties en apparatuur om zo de levering van de diensten waarop hij ingeschreven heeft, mogelijk te maken.

7. Tariefwaarborgen

Het is de mandaatgevers gewaarborgd dat zij kunnen rekenen op voorkeurtarieven. Bijgevoegde tarieven zullen als bovenste grenswaarde fungeren voor de tarifiering.

Deze waarborgen gelden bij een gelijkblijvende dienstniveau en onder voorbehoud dat geen nieuwe regulerende verplichting een tariefwijziging oplegt.

8. Geldigheidsduur van het mandaat

Het mandaat dat voor voorliggende opdracht aan het Gewest verleend wordt, is onherroepelijk tijdens de hele duur van de opdracht (5 jaar).

9. Diverse bepalingen

Voorliggend mandaat is kosteloos.

De Mandaatgever bevestigt uitdrukkelijk dat de Mandataris niet verplicht is om voorliggende opdracht toe te wijzen.

Indien de opdracht niet toegewezen wordt, loopt voorliggend mandaat van rechtswege ten einde.

In het kader van voorliggende opdracht zal de Mandaatgever te goeder trouw samenwerken met het Gewest, de andere mandaatgevers en de andere partijen.

10. Toepasselijk recht en bevoegde rechtbanken

Op voorliggende overeenkomst is het Belgische recht van toepassing.

Elke betwisting over de interpretatie, de uitvoering of de verbreking van voorliggende overeenkomst zal definitief beslecht worden door de hoven en rechtbanken van het arrondissement Brussel.

In twee exemplaren opgemaakt te Brussel op __/__/____, waarbij elke partij het hare ontvangt heeft.

Voor de Gemeente Etterbeek,
De Burgemeester

De Gemeentesecretaris,

DE WOLF Vincent

DEBATY Christian

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Bianca DEBAETS

Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Ontwikkelingssamenwerking, Verkeersveiligheid, gewestelijke en gemeentelijke Informatica en Digitalisering, Gelijke Kansen en Dierenwelzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

courrier Région BXL-Capitale.pdf

Finances - Financiën

26.06.2017/A/0037 Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2017 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

Article 1^{er}

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes

additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2018.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 26 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2018 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2017 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT

Artikel 1

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2018.

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23

december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Lettre Bruxelles Fiscalité du 18.05.2017.pdf

PME et Classes moyennes - KMO's en Middenstand

26.06.2017/A/0038 Associations de commerçants reconnues - comptes 2015 - budget 2016 – approbation - subside communal 2016 liquidation.

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 17.600€ en faveur des associations de commerçants d'Etterbeek a été inscrit à l'article 520/332.02/02 du budget 2016 de la Commune d'Etterbeek, à répartir entre 8 associations (2.200€ par association) ;

Considérant que trois associations de commerçants « Shopping Chasse Animation », « Îlot Chasse », « Quartier de Champs », nous ont fourni les dossiers complets,

Considérant que les associations des commerçants « Faubourg Cinquanteenaire », « Brussels Europe Jourdan », « Shopping Club Thieffry » ne nous ont pas fourni des dossiers complets et que les associations de commerçants « De Mérode à Saint-Pierre » et « Quartier Hôtel Communal » ne nous ont fourni aucun des documents demandés ;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la région de Bruxelles Capitale précisent que les comptes et budgets des asbl subsidiées par les communes doivent être adoptés par les conseils communaux compétents ;

Vu les comptes 2015 des trois associations de commerçants (« Shopping Chasse Animation », « Îlot Chasse », « Quartier de Champs »),

Vu les Budgets 2016 de ces trois associations de commerçants ;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE

de prendre acte des comptes 2015 et des budgets 2016 de trois associations de commerçants reconnues (« Shopping Chasse Animation », « Îlot Chasse », « Quartier des Champs ») tels que repris en annexe et d'autoriser la libération du montant repris ci-dessus.

Les comptes et budgets des associations manquantes « Quartier Hôtel Communal », « Faubourg Cinquantenaire », « Shopping Club Thieffry », « Brussels Europe Jourdan », « De Merode à Saint-Pierre », seront présentés au conseil communal un fois que leur dossier seront complets.

Le Conseil prend acte.

27 votants : 27 votes positifs.

Erkende handelaarsverenigingen – Rekeningen 2015 – Begrotingen 2016 – Goedkeuring – Gemeentelijke subsidie 2016 – Uitbetaling

De gemeenteraad,

Overwegende dat een subsidie van € 17.600 ten gunste van de handelaarsverenigingen van Etterbeek op artikel 520/332.02/02 van de begroting 2016 van de gemeente Etterbeek werd ingeschreven, bedrag te verdelen onder acht verenigingen (€ 2.200 per vereniging);

Overwegende dat zeven verenigingen hun rekeningen 2014 en hun begroting 2015 ingediend hebben en dat de gemeenteraad van 04/02/2016 voor elk van hen een subsidie van € 2.200 heeft goedgekeurd;

Overwegende dat de handelaarsvereniging “de Mérode à Saint-Pierre” ons geen enkel van de gevraagde documenten bezorgd heeft;

Aangezien de instructies van de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorschrijven dat de rekeningen en begrotingen van de vzw's die genieten van een gemeentelijke subsidie goedgekeurd moeten worden door de bevoegde gemeenteraden;

gelet op de rekeningen 2015 van de drie handelaarsverenigingen (« Shopping Chasse Animation », « Îlot Chasse », « Quartier de Champs »),

gelet op de begrotingen 2016 van deze drie handelaarsverenigingen;

gelet op artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

van de rekeningen 2015 en de begrotingen 2016 van de drie erkende handelaarsverenigingen (« Shopping Chasse Animation », « Îlot Chasse », « Quartier de Champs »), zoals in bijlage opgenomen akte nemen en de storting van bovengenoemd bedrag toe te staan.

De rekeningene en de begrotingen van de erkende handelaarsverenigingen (“Quartier Hôtel Communal”, “Faubourg Cinquantenaire”, “Shopping Club Thieffry” & “Brussels Europe Jourdan”)

De raad neemt akte.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Comptes 2015 et Budget 2016 Ilot Chasse.pdf, Comptes 2015 et budget 2016 Quartiert

Contentieux - Geschillen

26.06.2017/A/0039 Permis d'urbanisme – refus (dossier 9489 - chaussée de Wavre 414) - Recours au Conseil d'Etat - Autorisation d'ester en justice - Désignation d'un avocat.

Le Conseil communal,

Considérant la demande introduite par la S.P.R.L. SARDINIAN FOOD, visant à transformer un commerce et un atelier en restaurant/pizzeria (horeca);

Considérant que les enquêtes publiques organisées dans ce dossier ont donné lieu à des lettres d'opposition et/ou d'observations, basées sur différents motifs, dont les nuisances sonores ;

Considérant que l'ensemble du dossier – non développé exhaustivement ici - démontre l'inadéquation de ce local en intérieur d'îlot pour une salle de restaurant ;

Considérant l'avis défavorable unanime de la Commission de concertation du 19.04.2016, rendu en présence du représentant de l'urbanisme régional;

Considérant qu'en séance du 28.04.2016, le Collège des Bourgmestre et Echevins a donc décidé de refuser le permis d'urbanisme à la S.P.R.L. SARDINIAN FOOD, représentée par monsieur CABONI, tendant à régulariser la transformation d'un commerce et un atelier en restaurant, modifier la vitrine et l'accès aux logements, chaussée de Wavre 414 ;

Vu l'arrêté du 23.03.2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au recours introduit par la S.P.R.L. SARDINIAN FOOD contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins de refuser le permis d'urbanisme ;

Considérant que cet arrêté accorde, sous réserve, le permis d'urbanisme sur base de plans modificatifs introduits en cours d'instance ;

Considérant qu'en date du 11.05.2017, le Collège a décidé de consulter Maître Sambon, afin d'examiner l'opportunité d'introduire un recours au Conseil d'Etat contre cet arrêté ;

Considérant qu'en date du 15.06.2017, le Collège a décidé, sur base de l'avis de Maître Sambon, d'introduire ledit recours ;

Vu l'article 270 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en Justice en vue d'introduire un recours au Conseil d'Etat contre l'arrêté du 23.03.2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au recours introduit par la S.P.R.L. SARDINIAN FOOD contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins de refuser le permis d'urbanisme, et de charger Maître Sambon de la défense des intérêts de la Commune dans ce dossier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 24 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Stedenbouwkundige vergunning - Weigering (dossier 9489 - Waversesteenweg 414) - Beroep bij de Raad van State - Toestemming om in rechte op te treden - Aanduiding van een advocaat.

De gemeenteraad,

gelet op de vraag die ingediend werd door bvba SARDINIAN FOOD om een handelszaak en een atelier om te vormen tot restaurant/pizzeria (horeca);

overwegende dat de openbare onderzoeken die georganiseerd werden in het kader van dit dossier aanleiding gegeven hebben tot verzetbrieven en/of opmerkingen die gebaseerd zijn op verschillende gronden waaronder geluidsoverlast;

overwegende dat het volledige dossier - dat hier niet volledig uiteengezet wordt - aantoonde dat het lokaal dat binnen een huizenblok gelegen is niet geschikt is voor een restaurantzaal;

gelet op het unaniem negatieve advies van de overlegcommissie van 19.04.2016 dat uitgebracht werd in aanwezigheid van de vertegenwoordiger de gewestelijke stedenbouw;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 28.04.2016 dus beslist heeft om bvba SARDINIAN FOOD, vertegenwoordigd door de heer CABONI, de stedenbouwkundige vergunning tot regularisering van de omvorming van een handelszaak en een atelier tot restaurant en tot wijziging van het winkelraam en de toegang tot de woningen Waversesteenweg 414 te weigeren;

gelet op het besluit van 23.03.2017 van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het beroep dat door bvba SARDINIAN FOOD ingesteld werd tegen de beslissing van het college van burgemeester en schepenen om de stedenbouwkundige vergunning te weigeren;

overwegende dat dit besluit de stedenbouwkundige vergunning onder voorbehoud toekent op basis van plannen die gewijzigd werden in de loop van het geding;

overwegende dat het college op 11.05.2017 beslist heeft om meester Sambon te raadplegen om de mogelijkheid te onderzoeken om bij de Raad van State een beroep in te stellen tegen dit besluit;

overwegende dat het college op 15.06.2017, op basis van het advies van meester

Sambon, beslist heeft om dat beroep in te stellen;

gelet op artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

om het college van burgemeester en schepenen toestemming te geven om in rechte op te treden met het doel om bij de Raad van State een beroep in te stellen tegen het besluit van 23.03.2017 van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het beroep dat door bvba SARDINIAN FOOD ingesteld werd tegen de beslissing van het college van burgemeester en schepenen om de stedenbouwkundige vergunning te weigeren en om meester Sambon aan te stellen om de belangen van de gemeente in dit dossier te verdedigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 24 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

3 annexes / 3 bijlagen

*Wavre 414 - Arrêté GRBC.pdf, Wavre 414 - Avis Sambon.pdf, Wavre 414 - CBE
28.04.2016.pdf*

Levée de la séance à 22:00
Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De burgemeester-voorzitter,

Annick Petit

Vincent De Wolf